● TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9503 — 18 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION — DIMANCHE 10 - LUNDI 11 AOUT 1975

L'article de la « Pravda » sur la gauche suscite des réserves parmi les communistes

LIRE PAGE 18



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

DEUX CRISES ÉTROITEMENT LIÉES

PORTUGAL : le P. C. lance un appel aux socialistes

Sur tous les fronts...

Le cinquième gouvernement provisoire portugais, péniblement constitué à Lisbonne, le vendredi 8 août, après un mois d'une crise fertile en rebondissements, doit déjà se battre sur plusieurs fronts. Pour le faible général Costa Gomes, qui intronise une équipe dont la politique est aux antipodes de celle qu'il préconise lui-même, il s'agit d'un « gouvernement de transition ». Le nouveau cabinet est bien en réalité un « gouvernement de campagne », selon la formule du dynamique commandant Correia Jesuino, ministre de l'information et l'un des principaux soutiens du général Vasco Gonçalves, dont la volonté de lutte est évidente.

Le premier ministre affronte une tâche redoutable. Les obstacles sont multiples et les adversaires puissants et nombreux. A l'intérieur, il peut sans doute compter sur l'appui et la détermination du parti communiste, inquiet des dissensions qui s'aggravent au sein du M.F.A. ; il peut encore rallier les formations, petites mais actives, de la gauche socialiste, ainsi que les commissions révolutionnaires de travailleurs en gestation; il a le Sud avec lui, les syndicats agricoles, bien structurés depuis six mois, étant résolus à défendre les premiers fruits de la réforme agraire.

Mais il est contesté, et avec quelle vigueur, par les dirigeants socialistes et centristes, exclus de la nouvelle combinaison gouvernementale, et qui demandent carrément au chef de l'Etat de trancher en faveur de l'écrasante majorité électorale qu'ils représentent effectivement depuis le scrutin du 25 avril dernier.

Plus grave encore, les membres modérés du M.F.A., rangés derrière le major Melo Antunes, ex-ministre des affaires étrangères et « dirigeant historique » du Mouvement du 25 avril, récusent nettement le « gouvernement minoritaire » du général Gonçalves et dénoncent la « marche à la dictature bureaucratique ». Tout en excluant la « solution social-démocrate » des amis de M. Mario Soares, ils en appellent à un retour aux sources du 25 avril, à un socialisme à la portugaise, respectueux des libertés et des capacités propres du peuple portugais.

Si le Sud agricole est avec le général Gonçalves, le Nord traditionaliste et catholique est de plus en plus farouchement contre. L'exploitation de l'anticommunisme latent par les nostalgiques du caetanisme ne suffit pas à expliquer cette vague de colère qui risque de couper le Portugal en deux au moment où les forces armées elles-mêmes, garantes de l'expérience, sont dangereusement divisées. Les militaires modérés rassemblent leurs forces, font le compte des signatures dans les casernes et les états-majors avant de lancer un nouveau défi au général Gonçalves.

Après luttes pour le pouvoir, rivalités politiques, crise économique qui monte à l'horizon, complots dans l'ombre, ce n'est pas tout : Lisbonne doit encore faire face à la montée des périls en Angola, territoire menacé de balkanisation, d'éclatements en trois parties dominées par des ethnies et des mouvements de libération rivaux, prenant appui non seulement sur les puissances étrangères intéressées au conflit mais encore sur les factions rivales du M.F.A.

L'Angola, qui s'enfonce inexorablement dans la nuit et l'horreur de la guerre civile, est en passe de devenir un nouveau Congo. Tout y est, et d'abord les convoitises et les rivalités internationales. Washington et Pékin contre Moscou. Les deux situations, celle de Lisbonne, celle de Luanda, sont interdépendantes. Le cinquième gouvernement Gonçalves peut tenter de défendre en Angola les hommes qui se réclament de la même ligne politique. Une internationalisation plus poussée du conflit pourrait précipiter la chute à Lisbonne d'une équipe qui va devoir parer à tous les coups en même temps.

Accueilli avec scepticisme le nouveau gouvernement de Lisbonne est un « défi à la volonté populaire » selon M. Mario Soarès. D'autre part, plusieurs délégations d'officiers et de soldats se seraient rendues samedi, au palais de Belem, pour protester auprès du chef de l'Etat contre le nouveau cabinet.

Le capitaine Vasco Lourenço, dans une lettre adressée au journal « Diaro de Noticias », contrôlé par le P.C., aurait même affirmé que le général Costa Gomes soutenait, en fait, le manifeste des militaires « modérés ». Le journal a refusé de publier ce texte. Le document Melo Antunes aurait déjà recueilli quatre cents signatures dans les casernes.

Le parti communiste, inquiet des dissensions grandissantes au sein du M.F.A., a lancé un appel à l'unité avec les socialistes. A Moscou, la nécessité d'une coopération entre socialistes et communistes portugais a été réaffirmée dans le communiqué publié ce samedi à l'issue de la visite d'une délégation du P.C. italien.

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Un répit pour souffler ? Peut-être. Une « *pause pour méditer* », comme le souhaite le général Costa Gomes ? On y croit beaucoup moins. Le cinquième gouvernement provisoire investi vendredi est accueilli avec scepticisme quand il ne provoque pas d'hostilité déclarée. Un vide est comblé, mais la crise reste ouverte, plus profonde sans doute qu'il y a un mois, lorsque successivement socialistes et centristes ont fait éclater la coalition gouvernementale. Trente jours troublés, riches en manœuvres, coups de force et rebondissements multiples ont eu raison d'un M.F.A. rongé par les dissensions internes et attaqué de l'extérieur.

DOMINIQUE POUCHIN.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Pratique et théorie

Selon la Pravda, *un parti communiste au pouvoir doit s'y maintenir même s'il n'est pas majoritaire. Ce n'est pas là une grande révélation.*

Il n'est guère de parti, de mouvement, de rassemblement, voire d'homme, qui ne mette cette maxime en pratique lorsqu'il est au pouvoir. Au mieux, si l'on veut passer pour respectueux des règles du jeu démocratique, on vise soigneusement le créneau d'une passagère popularité pour provoquer des élections et se faire donner un blanc-seing valable le plus longtemps possible.

C'est assez facile et à la portée du premier venu, mais les choses se gâtent quand on veut élever la pratique au niveau de la théorie. C'est alors, les communistes portugais devraient s'en rendre compte, qu'on commence à faire des bêtises.

ROBERT ESCARPIT.

ANGOLA : une partition de fait se dessine sur le terrain

Selon la presse sud-africaine, de violents combats se déroulent depuis mercredi 6 août dans le sud de l'Angola, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière du Sud-Ouest africain (Namibie). Ils opposent des éléments de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) à des forces du Mouvement populaire pour l'indépendance de l'Angola (M.P.L.A.). Les deux parties se disputent notamment la ville de Pereira-de-Eca. Il semble que l'Unita, qui avait évité de s'engager dans les combats, ait décidé d'entrer dans la bataille aux côtés du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.) de M. Holden Roberto. Le président de l'Unita, M. Jonas Savimbi, est arrivé vendredi en Tanzanie, où il doit s'entretenir avec M. Julius Nyerere. Sur le terrain, les fronts se dessinent plus nettement, menaçant de diviser le pays en trois tronçons.

M. Giscard d'Estaing, en visite au Zaïre, s'est entretenu de la crise angolaise avec le général Mobutu, qui soutient le F.N.L.A. et qui souhaiterait la « compréhension » de Paris. (Lire page 3 l'article de Philippe DECRAENE.)

De notre envoyé spécial

Luanda. — Une partition militaire à peine déguisée de l'Angola est en train de se réaliser, dans un climat de tension croissante. Lisbonne semble avoir renoncé à toute « *neutralité active* », et, pour l'instant, aucun des trois mouvements nationalistes angolais ne s'est montré capable d'imposer sa loi sur le terrain. Le M.P.L.A., le F.N.L.A. et l'Unita paraissent donc condamnés, dans la phase actuelle des combats, à élargir ou à « nettoyer » leurs fiefs respectifs dans le centre, le nord et le sud du pays.

On s'est surtout battu, cette semaine, dans la partie méridionale de l'Angola, dont la population terrorisée fuit en direction de la frontière namibienne. Le M.P.L.A., qui tient déjà Luanda et contrôle l'est du territoire, semble avoir réussi à consolider ses positions entre la capitale et Benguela, ville située à 400 kilomètres plus au sud. Dans cette région côtière, seule l'Unita de M. Jonas Savimbi semble encore lui disputer, faiblement, le port de Lobito.

Les forces du M.P.L.A. ont été chassées par une coalition Unita-F.N.L.A. de Serpa-Pinto, agglomération située à 300 kilomètres de la Namibie, et dont la garnison portugaise a été repliée en début de semaine. Une opération du même genre serait en cours à Silva-Porto, près de Nova-Lisboa. Cette dernière ville, qui, dans le Sud, fait figure de capitale, au même titre que Carmona dans le Nord, demeure sous le contrôle des hommes de M. Savimbi, en dépit de la présence d'un bureau local du M.P.L.A.

L'issue des durs combats qui ont ravagé Malanje, à 300 kilomètres à l'est de Luanda, reste indécise. Le F.N.L.A. occuperait cette ville, encerclée par les troupes du M.P.L.A. Enfin, les hommes de M. Holden Roberto ne semblent pas menacés par une offensive ennemie dans les deux provinces septentrionales, celles de Zaïre et de Uige, que l'armée portugaise paraît avoir évacuées.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 3.)

REGAIN DU PROTECTIONNISME

Une plainte « anti-dumping » est déposée aux États-Unis contre les constructeurs étrangers d'automobiles

Le gouvernement américain a annoncé le 8 août l'ouverture de la plus vaste enquête antidumping jamais entreprise par les Etats-Unis. Elle porte sur la totalité des importations d'automobiles, soit un volume de commerce de près de 8 milliards de dollars par an (35 milliards de francs environ).

Les résultats de ces investigations, s'ils étaient positifs, pourraient avoir des conséquences sur l'activité de la plupart des constructeurs européens, notamment Renault et Peugeot, déjà touchés par la crise. L'enquête américaine illustre la renaissance du courant protectionniste, qui se manifeste aussi sur un autre plan à propos des ventes de céréales aux Etats-Unis. (Lire page 15.)

Washington (*A.F.P.*). — L'enquête commencée par le gouvernement américain est, en fait, double. D'une part, les services des douanes vont s'efforcer de déterminer si les constructeurs automobiles de la Communauté européenne, du Japon, du Canada et de Suède vendent leurs véhicules sur le marché américain à un prix inférieur à celui qu'ils appliquent sur leur propre marché. Ils disposent de six mois, en principe, pour parvenir à des conclusions. D'autre part, la commission américaine du commerce international, une agence fédérale, devra déterminer dans les trente jours si l'industrie automobile américaine souffre ou est à même de souffrir des importations. Si ses conclusions sont négatives, l'enquête du service des douanes sera arrêtée.

L'annonce de l'enquête a été faite en des termes qui permettent d'espérer que l' « affaire » n'ira pas jusqu'à l'imposition de droits compensatoires sur les importations d'automobiles aux Etats-Unis, sanction normale dans les cas de dumping.

En effet, le secrétaire adjoint au Trésor, M. David MacDonald, a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que la trésorerie américaine doutait que les importations soient la cause du marasme actuel de la construction automobile aux Etats-Unis. Il a rappelé que les constructeurs américains eux-mêmes affirment que les ventes de voitures étrangères ne sont pas la cause de leurs problèmes.

L'enquête du gouvernement américain fait suite à deux plaintes, l'une présentée par un représentant démocrate de Pennsylvanie, M. John Dent, portant sur toutes les importations d'automobiles, l'autre déposée par le Syndicat des ouvriers de l'automobile et se référant spécifiquement aux arrivages en provenance d'Italie, d'Allemagne et du Royaume-Uni.

Les ventes des constructeurs de voitures étrangères ont en effet beaucoup progressé aux Etats-Unis pendant les six premiers mois de l'année 1975. Leur part du marché américain est passée de 15,9 % en 1974 à 20,4 % cette année. Huit cent trente-six mille sept cent trois automobiles étrangères ont été vendues entre janvier et juillet, soit 18,4 % de plus qu'au cours de la période correspondante de l'année dernière. Dans le même temps, les automobiles construites aux Etats-Unis ont vu leurs ventes chuter de 17,3 % par rapport aux chiffres, déjà bas, de 1974.

Les tendances protectionnistes aux Etats-Unis renaissent ou s'avivent dès que l'économie du pays est en difficulté. Au cours des derniers mois, plusieurs « affaires » ont montré que les autorités américaines cherchaient à faire obstacle, pour des raisons diverses, à la liberté d'importation des produits européens aux Etats-Unis.

La « guerre des fromages » a permis à Washington d'obtenir la suppression des subventions à l'exportation octroyées par la C.E.E. aux producteurs européens de fromage, surtout danois, pour leurs ventes aux Etats-Unis. Les ventes de fromages ont depuis lors fortement baissé. Les autorités américaines ont aussi réclamé la suppression de subventions analogues pour les exportations européennes de jambon en boîte qui « *faussent la concurrence et perturbent le marché intérieur américain* ». La C.E.E. a jusqu'à présent refusé de négocier à ce sujet avec les autorités de Washington.

Enfin, dans le secteur industriel, les producteurs et syndicats des aciers spéciaux aux Etats-Unis ont demandé l'application immédiate de contingents sur toutes les importations d'aciers spéciaux qui toucheraient principalement le Japon et les producteurs européens.

On s'attend d'ailleurs dans certains milieux européens que la *United States Steel*, un des deux grands groupes sidérurgiques américains, présente dans quelques semaines une demande de protection contre les importations d'acier en général.

MACHIAVEL OU ILLUSIONNISTE ?

Le triomphe de M. Harold Wilson

Londres. — M. Wilson est parti en vacances, dans son modeste « cottage » des îles Sorlingues, plus triomphant que jamais. La Grande-Bretagne fait pourtant face à une crise dont le premier ministre lui-même reconnaît qu'elle est « la plus grave depuis 1940 ». Le taux de l'inflation approche 30 % par an, le nombre des chômeurs vient de franchir le « seuil psychologique » du million, la livre, au lieu de flotter, sombre un peu plus chaque jour. Enfin, la production industrielle est inférieure aujourd'hui à ce qu'elle était durant la sinistre « semaine de trois jours » imposée en 1973, lorsque le gouvernement Heath tentait de résister à la grève des mineurs.

De notre correspondant
JEAN WETZ

Les commentateurs de la presse britannique ont pris l'habitude de comparer M. Wilson au célèbre illusionniste Houdini (1). Tout au long de sa carrière, le chef travailliste a entendu dire : « *Cette fois-ci, il est coincé. Aussi habile qu'il soit, il ne s'en tirera pas.* » Mais, chaque fois, M. Wilson *est sorti triomphalement* du cercueil que ses adversaires croyaient avoir cloué. Ce qu'il faut bien appeler le succès de M. Wilson tient évidemment pour une très large part au désarroi et à la division qui règnent dans le camp des conservateurs. L'élection de Mme Thatcher à la tête des tories a, pendant quelques semaines, regonflé le moral d'une opposition profondément démoralisée par deux défaites électorales successives. Mais l'enthousiasme initial pour celle qui avait terrassé M. Heath s'est vite rafraîchi et la querelle entre l'ancienne et la nouvelle équipe dirigeante des conservateurs est aussi vive que jamais. Les « *traditionalistes* », inspirés par Sir Keith Joseph — le *pape* de la politique *monétariste*, — sont à couteaux tirés avec les « *progressistes* » fidèles à M. Heath, partisans d'une large intervention de l'Etat dans l'économie. Le résultat de ces divisions est que, au cours du vote le plus important de la session parlementaire qui s'achève — celui portant sur le plan anti-inflationniste du gouvernement, — Mme Thatcher n'a pu maintenir un semblant d'unité parmi ses troupes qu'en leur recommandant l'abstention.

Cette impuissance des tories, M. Wilson avait été le premier à la déceler le soir même des élections d'octobre 1974, lorsque les travaillistes n'enregistrèrent qu'une avance de trois sièges sur leurs rivaux. Avant tout le monde, le leader travailliste se rendit compte qu'il pouvait continuer de gouverner comme s'il avait obtenu une écrasante majorité. Il apprécia très finement la faiblesse profonde du camp conservateur. Il s'aperçut aussi — et là encore il était alors l'un des seuls à porter ce jugement — que le « défi libéral » s'éteindrait très vite au sein d'une Chambre des communes où le troisième parti, une fois encore réduit à la portion congrue, ne parviendrait jamais à faire sa place. Enfin, il conclut que les nationalistes écossais et gallois étaient condamnés, eux aussi, à pencher du côté du gouvernement plutôt que de favoriser un retour des tories au pouvoir.

« Quand l'adversaire est au bain... »

Au plan tactique, le gouvernement travailliste n'avait donc pas grand-chose à craindre. Il est vrai que sur certains problèmes délicats — ceux de l'Europe et de la défense, notamment — M. Wilson devait s'attendre à être combattu par l'aile gauche du Labour. Mais en de telles occasions il pouvait compter à coup sûr sur le soutien d'une opposition prête à compenser très largement les défections des membres du groupe Tribune.

Si l'habileté manœuvrière de M. Wilson est indéniable, sa stratégie politique est très controversée. Elle n'est pourtant pas nouvelle. Un vieux *précepte de la politique anglaise* préconise de « *voler les vêtements de l'adversaire quand il est au bain* ». Ce principe toutefois n'a jamais été appliqué avec autant d'aplomb que par M. Wilson. Ses adversaires l'accusent de dépasser toutes les bornes du cynisme, pour ne pas dire de la malhonnêteté. Ses avocats vantent au contraire ce qu'ils considèrent comme un « *instinct politique* » particulièrement subtil et efficace.

Dans leur campagne contre M. Heath, les travaillistes avaient centré leurs attaques sur deux thèmes : ils accusaient les conservateurs d'avoir entraîné la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne sans que le peuple soit d'accord ; en second lieu, le Labour reprochait à M. Heath de provoquer une confrontation sociale et peut-être même une véritable « *lutte de classes* » en s'efforçant d'imposer un contrôle des salaires.

(Lire la suite page 2.)

(1) Illusionniste américain d'origine hongroise (1874-1926), qui prit ce pseudonyme en hommage au prestidigitateur français Robert Houdin (1805-1871).

AVIGNON S'ACHÈVE

La danse chez les papes

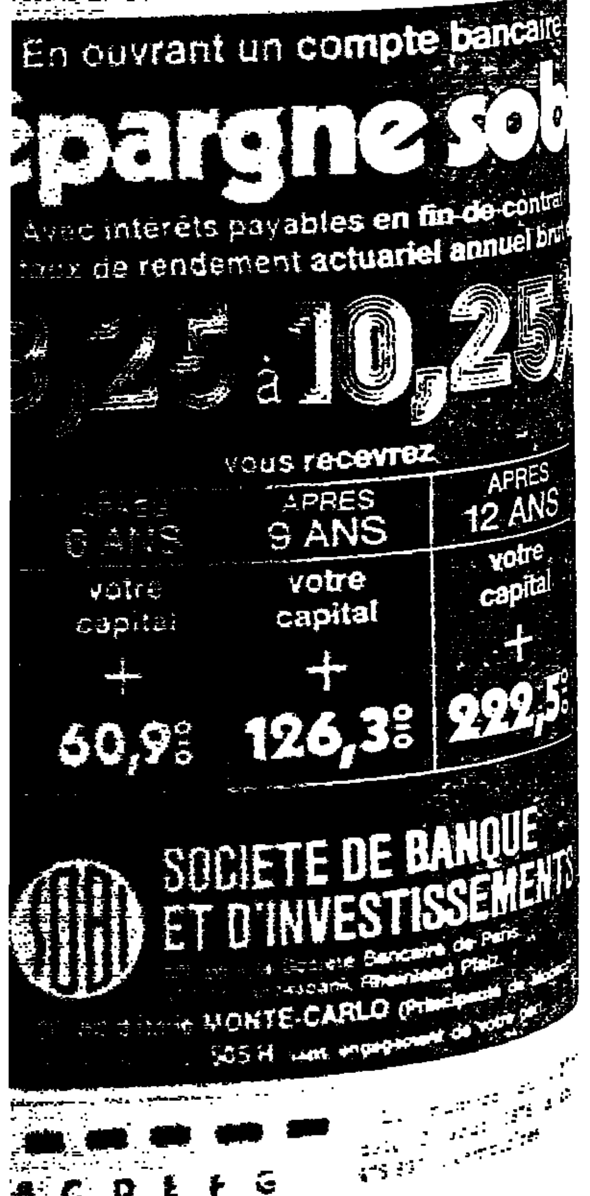
Le soir de la présentation, au Cloître des Célestins, des lauréats du « Ballet pour demain », les huées l'ont emporté sur les bravos. Des spectateurs avaient déserté, déconcertés par les effets optiques du groupe Delta. On a chahuté Félix Blaska. Carolyn Carlson a suscité la colère de tout un public désorienté et dérangé dans ses habitudes... Mais, les derniers soirs, une foule enthousiaste est restée pour faire une ovation à la troupe, scandant le nom de « Carolyn », tandis que celle-ci, émue et ravie, lui envoyait des baisers comme une danseuse étoile.

Paul Puaux, le successeur de Jean Vilar, prenait, l'œil brillant, la mesure d'un phénomène qu'il espérait depuis plusieurs années : la rencontre d'un large public et d'une création chorégraphique véritablement de notre époque. Avignon ne prétend pas être un festival de ballets parmi tant d'autres ; confrontation générale de tous les moyens d'expression, le Festival s'attache à accorder à la danse autant d'importance qu'aux autres arts.

Dès 1967, l'immense succès remporté par la « Messe pour le temps présent », de Maurice Béjart, avait révélé l'existence d'un public potentiel. « Nous avons pensé, dit Paul Puaux, qu'Avignon devait répondre à cette demande. Maurice Béjart était tout indiqué pour assurer cette initiation. Hélas ! il a fallu se passer de lui et faire notre expérience nous-mêmes. Nous avons orienté notre politique dans le domaine de la danse vers la recherche de ballets contemporains adaptés au cadre de la Cour d'honneur ; et, parallèlement, nous nous appliquons à faire connaître le travail et les recherches de jeunes compagnies.

MARCELLE MICHEL.

(Lire la suite page 14.)





EUROPE

APRÈS L'INVESTITURE DU CINQUIÈME GOUVERNEMENT

Le général Gonçalves : le gouvernement doit engager un combat ferme et serein contre la réaction

Lisbonne *(A.F.P.)*. — Dans l'allocution qu'il a prononcée, le vendredi 8 août, au palais de Belem au moment de l'investiture du nouveau gouvernement, le général Gonçalves a annoncé la promulgation prochaine de « *mesures de moralisation et d'austérité* » et son intention de mener « *un combat serein mais ferme contre les forces de la réaction* ».

» *Les difficultés dans la formation de ce gouvernement ne sont que le reflet des problèmes chaque fois plus complexes qu'entraîne la marche du processus révolutionnaire. En ce moment où les difficultés économiques résultant du démantèlement de l'ancien système économique, de la crise du capitalisme international, des erreurs que nous avons commises s'ajoutent à la situation grave que connaît l'Angola, à l'augmentation des pressions internationales sur notre pays et à l'incapacité des forces que la révolution sert objectivement à trouver un chemin ferme pour faire avancer le processus de transition au socialisme, les forces réactionnaires, les forces qui ne veulent pas de la construction du socialisme au Portugal, ont déclenché une forte offensive qui a trouvé par hasard des alliés là où elle aurait dû trouver des ennemis jurés* », a déclaré le premier ministre.

Ce gouvernement concentrera tous ses efforts sur « *l'exécution de mesures immédiates et ponctuelles (...). Certaines mesures de moralisation et d'austérité que le moment actuel exige seront immédiatement promulguées. Nous avons conscience que le monde rural, traditionnellement sacrifié, n'a pas ou peu bénéficié sur le plan économique de la libération politique commencée le 25 avril 1974 (...). Aussi nos efforts porteront-ils en priorité sur le secteur agricole* ».

« *Il est donc nécessaire*, a poursuivi le général Gonçalves, *que les travailleurs des autres secteurs soient réalistes.*

» *L'autre tâche que devra affronter ce gouvernement, en collaboration avec les forces armées et le peuple portugais, sera celle du combat serein mais ferme contre les forces de la réaction. Dans le combat contre les phénomènes du néo-fascisme qui se sont multipliés récemment dans notre pays, nous aurons recours à la sévérité dans la répression et dans la détermination de mesures qui rendent irréversibles la construction du socialisme au Portugal, unique manière d'écarter pour toujours le danger de la renaissance de l'opposition fasciste.*

» *(...) Ce qu'exige le plus la période actuelle, c'est la défense de l'unité de classe et la construction d'une unité indispensable avec les travailleurs des champs, la petite bourgeoisie et certains secteurs de la moyenne bourgeoisie.*

» *Je lance un appel à la réconciliation, à l'unité autour des forces armées, pour la construction d'un front uni qui englobe tous les Portugais qui ont pour objectif l'édification du socialisme au Portugal* », a conclu le premier ministre.

Les membres du nouveau cabinet

Le cinquième gouvernement provisoire portugais, présidé par le général Vasco Gonçalves, a prêté serment le 8 août au palais de Belem devant le président de la République, le général Costa Gomes. Aucun parti politique n'est officiellement représenté au sein de la nouvelle équipe. Seul le Mouvement démocratique portugais est indirectement présent par l'intermédiaire d'un de ses membres, M. Pereira de Moura, nouveau ministre des affaires sociales, qui a pris ses fonctions « à titre individuel ».

Cependant, bien que le parti communiste et le Mouvement démocratique populaire ne figurent pas en tant que tels dans le nouveau cabinet, il est clair que la majorité de ses membres civils sont proches du P.C. ou fidèles à l'aile radicale du M.F.A.

Commandant ARNAO METELO, vice-premier ministre.

Originaire d'Angola et ancien des colonies, le commandant Arnao Metelo est un peu l'« homme mystère » du nouveau gouvernement. Sa biographie officielle est des plus discrètes : on sait seulement que, comme la plupart de ses pairs, il a fréquenté le collège militaire avant de se spécialiser dans le génie. Il exerce, entre 1965 et 1968, un commandement au Cap-Vert et au Mozambique. Il suit les cours de l'état-major en 1973 et part pour Timor, où il est nommé chef du commandement militaire.

Après le 25 avril, il est nommé délégué du M.F.A. dans ce même territoire. Puis revient en métropole pour travailler à l'état-major général des forces armées. Homme de cabinet à l'allure svelte et discrète, le major Metelo est appelé, le 26 mars 1975, à prendre la direction du ministère de l'intérieur. Il n'a guère les faveurs des socialistes qui lui reprochent no-socialistes, qui lui reprochent no-établir une vie véritablement démocratique dans les structures administratives locales. Le commandant Metelo passe pour être sensible aux idées du P.C. et de son allié, le Mouvement démocratique portugais, qui ont investi les mairies et les conseils d'arrondissement dès les premiers jours de la révolution. Agé de trente-huit ans, il jouit de l'entière confiance du général Vasco Gonçalves qui l'a choisi comme vice-premier ministre après que le général Otelo de Carvalho eut refusé l'offre qui lui était faite d'occuper cette charge aux côtés d'un civil, le professeur Teixeira Ribeiro.

M. MARIO RUIVO, ministre des affaires étrangères.

Venu de l'Alentejo, place forte de la révolution, où il est né en 1927, M. Mario Ruivo remplace, à la tête de la diplomatie portugaise, celui qui reste le principal opposant du premier ministre, le major Melo Antunes. Rien ne l'y prédisposait, et l'on voit encore mal comment cet océanographe pourra s'imposer dans une fonction particulièrement délicate.

Il était sans doute beaucoup plus à son aise comme secrétaire d'Etat aux pêches, poste qu'il occupait dans le précédent cabinet et où il pouvait largement utiliser ses compétences techniques. Biologiste réputé, M. Ruivo a souvent travaillé à l'étranger, en France et en Italie notamment, pour le compte de la F.A.O. qu'il représente, en 1971, à la conférence internationale sur l'environnement. Opposant déclaré de l'ancien régime, la police politique de Caetano lui avait interdit d'enseigner dans son pays, et l'avait contraint de s'expatrier. Il a collaboré, en France, au Centre national de la recherche scientifique, de 1951 à 1955.

Après le 25 avril 1974, il met sa compétence au service de la révolution socialiste. Indépendant, il est hostile aux luttes partisanes, aux affrontements entre socialistes et communistes. Il soutient sans réserves le M.F.A. et refuse d'entrer dans le jeu byzantin des tendances adverses. Il accorde toute sa confiance à ceux qu'il considère comme le moteur de la révolution. L'océanographe de la F.A.O. devra maintenant naviguer à vue, au milieu des écueils les plus subtils de la diplomatie.

M. JOAQUIM FRAGOSO, ministre des finances.

Déjà ministre des finances dans les deux derniers gouvernements, M. Joaquim Fragoso, âgé de quarante-sept ans, est un technicien passé du génie civil à l'administration. Nommé après le 25 avril administrateur de l'Etat à la Banque du développement national, il se déclare proche des socialiste et a assisté au récent colloque organisé par le parti socialiste portugais sur la « transition au socialisme ».

M. MAUVEL MACAISTA MALHEIROS, ministre du commerce intérieur.

Agé de trente-cinq ans, M. Macaista Malheiros est spécialiste de droit économique et de droit du travail. Technicien compétent, il a travaillé au service d'appui à l'investissement, ainsi qu'au secrétariat d'Etat au commerce extérieur et au tourisme. Il quitte aujourd'hui la direction générale du contrôle économique, poste qu'il occupait depuis septembre 1974.

M. OLIVEIRA BAPTISTA, ministre de l'agriculture et des pêches.

Né en Angola en 1942, M. Oliveira Baptista est ingénieur agronome. Etudiant à Paris pendant trois ans, il est revenu au Portugal en 1974 pour être nommé professeur à l'Institut supérieur d'agronomie. Considéré comme proche du P.C., il était déjà ministre de l'agriculture et des pêches dans le cabinet formé après le coup avorté du 11 mars dernier.

Commandant COSTA MARTINS, ministre du travail.

Pilote de l'armée de mer, le commandant Costa Martins est né en 1938 dans la province de l'Algarve. Devenu membre du Conseil d'Etat sur l'invitation du général Spinola, il occupe le poste de ministre du travail dans le premier gouvernement présidé par le général Vasco Gonçalves. Ses positions en faveur de l'unité syndicale lui ont attiré les foudres des socialistes, qui voient en lui un procommuniste.

M. FRANCISCO PEREIRA DE MOURA, ministre des affaires sociales.

Figure connue de l'opposition au docteur Salazar, le professeur Pereira de Moura, nouveau ministre des affaires sociales, est un des principaux dirigeants du Mouvement démocratique portugais, dont les thèses sont proches de celles du parti communiste. Catholique de gauche, il incarne néanmoins, au sein de son mouvement, une volonté d'ouverture. Ministre sans portefeuille dans le précédent cabinet, où il représentait officiellement le M.D.P., il participe cette fois au nouveau gouvernement à titre « individuel ».

M. ROCHA E CUNHA, ministre de la justice.

Né à Aveiro, en 1913, M. Rocha e Cunha n'est pas très connu dans les milieux politiques. Il est considéré au Portugal comme le magistrat intègre et courageux qui, en 1962, au cours d'une grave crise universitaire, avait acquitté tous les étudiants de l'université de Coïmbra, accusés de mener des activités contre le régime.

Commandant EMILIO DA SILVA, ministre de l'éducation.

Ne en 1941, le commandant Emilio Da Silva était déjà ministre de l'éducation dans le précédent gouvernement. Violemment attaqué par l'extrême gauche, il est au centre de la crise qui affecte l'enseignement secondaire et supérieur. Une lutte d'influence n'a jamais cessé d'opposer socialistes et communistes au sein de ce ministère difficile. Considéré par beaucoup comme proche du parti communiste, le commandant Emilio Da Silva se déclare résolu à « *faire éclater un système de formation élitiste* ».

Amiral SILVANO RIBEIRO, ministre de la défense.

Militaire sans passion politique, discret et avare de confidences, l'amiral Silvano Ribeiro est ministre de la défense nationale depuis le 24 février 1975. Il est devenu membre de la junte de salut national après le départ en Angola de l'amiral Rosa Coutinho. Professeur à l'Ecole navale de 1965 à 1973, il a fait un bref séjour en Angola, en tant que commandant de la défense maritime de Cabinda.

Commandant CORREIA JESUINO, ministre de la communication sociale.

Philosophe autant que militaire, le commandant Correia Jesuino a suivi les cours de l'Ecole navale avant de devenir, en 1968, un admirateur de Jean-Paul Sartre et un spécialiste de Leibniz. Dès les premiers jours de la révolution il a collaboré au ministère de la communication sociale, dont il a pris la direction peu avant la crise du 11 mars. Son maintien à ce poste pourrait provoquer de vives réactions dans les milieux de presse qui s'inquiètent du projet de loi visant à établir un contrôle plus strict de l'information.

M. MARIO MURTEIRA, ministre de la coordination économique.

Contesté, jugé inefficace par certains, M. Mario Murteira devra faire face à une situation économique catastrophique. Sa tâche risque d'être ingrate. Membre, dans les dernières années de l'ancien régime, de la SEDES — groupe de technocrates libéraux et gauchisants, — il est considéré aujourd'hui comme très proche du Mouvement démocratique portugais (M.D.P.).

● *M. Mario Soares*, secrétaire général du parti socialiste portugais, a *contesté, vendredi 8 août*, la représentativité du nouveau gouvernement provisoire dont sont absents, avec les communistes et le parti populaire démocratique, les socialistes.

« *La constitution de ce gouvernement est un défi à la volonté populaire exprimée lors des dernières élections* », a-t-il déclaré au micro d'Europe 1.

« *Comme je l'ai dit, hier, dans une lettre adressée au président de la République*, a poursuivi M. Soares, *il ne peut résoudre aucun des grands problèmes nationaux. Au contraire, il va compliquer et aggraver une crise très aiguë.*

LES RAPATRIÉS D'ANGOLA RÉCLAMENT DU TRAVAIL

Lisbonne (A.F.P., Reuter.). — Deux mille « desalojados » (rapatriés) d'Angola ont manifesté *vendredi soir à Lisbonne* pour réclamer du travail, le rapatriement accéléré de leurs « frères » restés là-bas et le retour en Angola du haut-commissaire, le général Silva Cardoso, qui passe pour être favorable au F.N.L.A.

Les manifestants, qui étaient précédés d'un drapeau portugais, ont défilé en direction de l'Assemblée nationale. Des soldats et des véhicules blindés avaient pris position autour du palais Sao-Bento. Il n'y a pas eu d'incidents.

Le gouvernement portugais a organisé depuis quelques jours un pont aérien pour rapatrier les Blancs d'Angola.

DES JOURNALISTES MANIFESTENT A LISBONNE CONTRE LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

Lisbonne (A.F.P., Reuter). — Une centaine de personnes, parmi lesquelles des journalistes non communistes, ont manifesté vendredi soir, à Lisbonne, devant le ministère de la *communication sociale*, pour protester contre le projet de décret-loi sur la presse, qu'elles qualifient de « *projet fasciste* » (« le Monde » du 9 août).

Dans leur manifeste publié vendredi à *Lisbonne*, les neuf membres « modérés » du Conseil de la révolution dénonçaient ce projet de création d'une « *commission* de censure ».

LA « PRAVDA » : La C.E.E. se permet une « grossière ingérence » dans les affaires du Portugal.

Le correspondant de la *Pravda* à Lisbonne qualifie les tentatives des dirigeants de la Communauté économique européenne de poser des conditions à l'aide qu'ils pourraient apporter au Portugal de « *grossière ingérence dans les affaires de l'Etat* ».

« *L'opinion publique et la presse portugaise*, écrit le quotidien du parti communiste soviétique, *ont suivi avec une attention particulière la dernière rencontre des représentants des pays du Marché commun à Bruxelles et leurs discussions sur l'octroi d'une aide économique à Lisbonne (...) Les Neuf ne peuvent, voyez-vous, régler cette question d'une façon positive que si les événements au Portugal se développent dans un sens qui ferait l'affaire de l'Ouest capitaliste. (...) Ne serait-il pas temps de passer à l'accomplissement des engagements que les représentants des puissances occidentales ont pris à Helsinki sur la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres peuples ?* »

Grande-Bretagne

Le triomphe de M. Harold Wilson

(Suite de la première page.)

Au lendemain de la victoire travailliste, ceux qui connaissent M. Wilson ont parié que, plus ou moins vite, ce dernier ferait confirmer l'appartenance du Royaume-Uni *au Marché commun et qu'il en arriverait*, lui aussi, à préconiser une politique des revenus. Ces paris sont aujourd'hui gagnés...

La façon dont M. Wilson a conduit la manœuvre européenne est un modèle du genre. Il faut se souvenir, *en effet, que le référendum était* à l'origine une machine de guerre imaginée par les adversaires ravaillistes du Marché commun. Grâce à la « renégociation », qui n'a jamais été *qu'une comédie, M. Wilson retourna* l'arme contre ses ennemis avec un succès total. Au surplus, il put se permettre de conserver, au milieu des polémiques qui faisaient rage, *une attitude sereine, laissant à ses* critiques — et en particulier à M. Heath — le soin d'assurer son triomphe.

En ce qui concerne les salaires, qui sont la source première de l'inflation, la partie était plus difficile. *La façon dont M. Wilson* a poursuivi son combat illustre tout ce qui le sépare de M. Heath. Sans doute serait-il injuste de prétendre que le chef travailliste méprise ses concitoyens. *Il est clair cependant* que M. Wilson n'a pas la même opinion que l'ancien premier ministre conservateur lorsqu'il s'agit d'apprécier les réactions et l'intelligence de la classe *ouvrière britannique*. M. Heath croyait assez naïvement — les événements er. ont apporté la preuve — qu'il *suffirait d'expliquer aux électeurs le* problème de l'inflation et de leur montrer les périls qui menacent le pays pour que ceux-ci serrent les rangs et acceptent les sacrifices *nécessaires. C'est d'ailleurs pour*quo l'ancien chef conservateur, lorsqu'il perdit, en février 1974, la bataille engagée contre les mineurs et ses électeurs, a été encore plus sur*pris que déçu.*

M. Wilson était tout aussi conscient des dangers que les revendications croissantes des syndicats faisaient courir à la Grande-Bretagne. Mais il *était persuadé* — avec raison semble-t-il — que le processus d'éducation de la population devait être beaucoup plus lent et plus machiavélique que ne le croyait M. Heath.

Un sens du « timing »

Pendant des mois, le gouvernement Wilson est resté passif, alors *que l'inflation poursuivait ses ravages*. La conviction intime du premier ministre était, de toute évidence, qu'il faudrait aller jusqu'à l'extrême bord du gouffre avant que les *masses syndicales soient prêtes* à accepter les réalités économiques et à modérer leurs revendications. M. Wilson explique évidemment son attitude en des termes un peu plus nobles. Dans une *récente* interview à l'hebdomadaire américain *Time*, il a déclaré que la qualité essentielle pour un homme politique est le sens du « *timing* » (faire les choses au moment opportun). De manière plus explicite encore il a indiqué : « *Si j'avais voulu forcer l'allure au-delà de ce qu'un mouvement syndical démocratique était prêt à accepter, j'aurais pu être confronté à une situation dramatique.* »

Les critiques de M. Wilson *ont le* droit de soutenir que si l'offensive gouvernementale contre l'inflation avait été déclenchée il y a un an, le prix à payer par les citoyens *serait moindre. Mais personne ou* presque, mis à part les experts, n'avait alors le sentiment que la situation était vraiment critique. Pour M. Wilson, il était donc « urgent *d'attendre* »... *que la conscience* populaire se modifie.

Pendant vingt-quatre heures au moins, le sens du *timing* dont le premier *ministre* s'enorgueillit a d'ailleurs été sérieusement en défaut. La petite histoire ne manquera pas d'enregistrer l'épisode des « fraises à la crème ». Le dernier lundi de juin, en *effet*, M. Wilson se rendit à une exposition agricole où, avant de déguster ces fraises historiques pour le bénéfice des photographes, il prononça un discours bien dans la ligne qu'il avait suivie jusque-là. Son thème était *qu'il n'y avait pas* lieu de céder à la « panique ». Au même moment, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Gordon Richardson, informait le chancelier de l'Echiquier que, faute d'une « *initiative décisive dans les heures à venir* », les détenteurs arabes de *sterling pourraient retirer* leurs fonds de Londres et qu'un effondrement total de la livre s'en ensuivrait inévitablement. Personne, il est vrai, ne sait jusqu'à quel point ce scénario n'a pas été monté par M. Richardson et M. Healey, le chancelier de l'Echiquier. Tous deux, en effet, *devraient être exaspérés par la patience* incroyable dont le premier ministre semblait faire preuve face *au désastre monétaire qui se précisait* chaque jour. Quoi qu'il en soit, M. Wilson dut, en cette occasion, donner un coup de barre vigoureux et accepter de mettre tout de suite les syndicats au pied du mur.

Comme toujours, le premier ministre sut tirer profit de ce qui paraissait *devoir être sa déconfiture. Les* journaux ayant consacré leurs manchettes au soutien de la livre, M. Wilson se rendit compte que ses concitoyens devaient être enfin prêts à *accepter des mesures énergiques* contre l'inflation. En moins d'une semaine, les dirigeants du TUC, qui parlaient encore de défendre le niveau de vie des travailleurs, en *arrivèrent à proposer eux-mêmes* un programme limitant les hausses de salaire à 6 livres par semaine durant les prochains douze mois, amputant ainsi sérieusement les ressources réelles de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, il est raisonnable de prévoir que le TUC entérinera ce plan de restrictions lors de son *congrès annuel, le mois prochain*. Après quoi il sera difficile à l'assemblée du Labour de ne pas en faire autant. Une fois de plus, l'opposition de gauche risque d'avoir l'herbe *coupée sous le pied avant* même qu'elle puisse partir en guerre contre la « *trahison de M. Wilson* ». La partie, certes, n'est pas encore gagnée. Une révolte d'un ou de plusieurs syn*dicats importants est toujours possi*ble mais, cet automne ou cet hiver, le gouvernement sera en bien meilleure position pour faire face à des grèves qui seraient non seulement impopulaires mais privées du soutien *indispensable du reste du monde* syndical.

Cynisme ou génie politique ? Le fait est qu'à l'heure actuelle les voix les moins favorables au premier ministre travailliste, qu'il s'agisse du *Times*, de l'*Economist* ou de M. Heath, *estiment*, en dépit de toutes leurs réserves, que le devoir des citoyens es de soutenir le gouvernement du Labour, dans la mesure où celui-ci parait enfin résolu à mener sérieu*sement la bataille contre une infla*ton qui menace les bases de la société britannique.

La victoire ne peut pas être totale. Même l'objectif de ramener la hausse des prix à moins de 10 % à l'automne 1976 est sans doute un peu optimiste. De toute façon, une tâche bien plus difficile demeure, aussi essentielle que jamais : pour survivre dans le monde d'aujourd'hui, l'industrie britannique a besoin de se moderniser et de réduire une inflation de per*sonnel* plus désastreuse encore que celle des prix et des salaires. C'est une *entreprise* de *longue haleine* qui exigera un peu plus du premier ministre travailliste que sa virtuosité incomparable à danser sur la corde raide de la politique.

JEAN WETZ.

Irlande du Nord

DE NOUVEAUX AFFRONTEMENTS ONT FAIT UN MORT

Belfast (A.F.P.). — De violents incidents ont *éclaté* aux *premières* heures de la matinée du samedi 9 août à Belfast et à Londonderry, *faisant un mort et de nombreux* blessés, dont plusieurs soldats britanniques. Le Sinn Fein provisoire, aile politique de l'IRA, a *appelé* ses sympathisants à commémorer la rafle du 9 août 1971 au cours de laquelle plus de deux cents personnes avaient été arrêtées.

Espagne

« Certains avaient rêvé de renouveler ici le 25 avril »

déclare le chef d'état-major de l'armée

Madrid *(A.F.P.)*. — Le climat politique espagnol reste *tendu* et dominé par deux problèmes : l'arrestation de neuf officiers de l'ar*mée* et la *rivalité au sein du gou*vernement des libéraux et des franquistes phalangistes, d'une *part*, et du *président* Carlos Arias Navarro, d'autre part.

L'affaire des officiers arrêtés semble avoir mis fin au mythe, soigneusement entretenu ces derniers temps par le gouvernement et les chefs militaires, de « *l'unité monolithique* » des forces armées.

Le général Fernandez de Vallespin, chef du haut état-major, affirmait jeudi 7 août, à Las Palmas, que l'on irait « *au fond* » de cette affaire. « *Depuis la révolution portugaise*, ajoutait-il, *il y a des éléments qui ont rêvé de renouveler ici le 25 avril.* » Il devait préciser vendredi que sa déclaration s'appliquait en fait à des groupes politiques. Le corps des officiers espagnols, poursuivait-il, est « *fondamentalement sain* » dans sa majorité. Cette déclaration ne semblait pas moins contredire implicitement celles *faites* auparavant par le vice-président du gouvernement, M. José Garcia Hernandez, sur « *l'importance minime* » de la découverte d'une « *union démocrate militaire* », qui, selon certains milieux, grouperait plusieurs centaines d'officiers.

L'affaire pourrait avoir des ré*percussions et, notamment*, d'éventuelles réactions au sein des forces armées à l'ouverture d'un procès contre les neuf officiers.

Sur le plan politique, les cabales *se poursuivent entre partisans* et adversaires de M. Carlos Arias Navarro. A son retour d'Helsinki, *le président* du *Conseil* a semblé avoir renforcé sa position, notamment à la suite de ses rencontres avec *le président Giscard d'Es*taing et le chancelier Schmidt. La revue *Cambio-16*, qui titre sur la « *contre -attaque d'Arias* », estime, de son côté, que le chef du gouvernement a « *acquis dans la capitale finlandaise un jeu d'armes politiques de gros calibre* » qui lui permettront de faire face à ses adversaires.

● *Un garde assermenté* d'une usine métallurgique d'Hernani, près de Saint-Sébastien, a été tué vendredi 8 août de plusieurs coups de feu. Selon la police l'organisation nationaliste basque ETA en serait responsable. Dans la région de Bilbao, la circulation a été interrompue vendredi pendant plus de douze heures entre Miravalles et Ceberio après la découverte d'un engin explosif sous un pont. Une jeune fille aurait été arrêtée. — *(A.P., A.F.P.)*

GOUVERNEMENT

...iveau cabinet

DES JOURNALISTES MANIFESTENT A LISBONNE CONTRE LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

LA « PRAVDA » : La C.E.E. permet une « grossière ... rence » dans les affaires ... Portugal.

RAPATRIÉS D'ANGOLA ... DU TRAVAIL

EUROPE

PORTUGAIS

M. TEIXEIRA RIBEIRO

L'homme tranquille de Coimbra

Tradition portugaise : la capitale, agitée par les sursauts de la révolution, se tourne, inquiète, vers les docteurs de Coimbra. Voilà une demi-siècle, un général aux abois y trouva un jeune professeur du nom de Salazar. Il enseignait la politique financière. Son successeur à sa chaire vient d'abandonner les rues tranquilles de l'illustre université pour gravir l'escalier monumental du Sao Benito. A soixante-six ans, M. José Joachim Teixeira Ribeiro est nommé vice-premier ministre du cinquième gouvernement provisoire.

A ceux qui invoquent les années de prison, les marques de sévices, les rigueurs de l'exil pour preuves d'attachement à la révolution, il ne peut guère répondre. Si la conduite au long des années noires sert de carte de visite, la sienne ne verra pas s'accumuler les titres. Il n'a pas non plus l'heureuse compensation de porter un uniforme qui, depuis l'aube d'un jour d'avril, lave d'un passé moins glorieux.

M. Teixeira Ribeiro ne fut pas résistant. Fut-il pour autant « collabo » *? Si l'on en croit M. Mario Soares, cela n'est pas douteux. Ses livres et ses cours, affirme le secrétaire général du parti socialiste, ont servi à former la caste qui a opprimé le pays ces dernières décennies. Il a laissé le général Franco devenir* docteur honoris causa *de l'université de Coimbra.* « Si c'est un socialiste, qu'on me dise donc de quelle espèce de socialisme il s'agit ? », *clame M. Soares.*

Le vieux professeur ne cherche ni médaille ni justification. Il n'a jamais été militant, et l'activité politique qu'il revendique fut des plus discrètes : une conférence en 1947 sur « Les nouvelles structures de l'économie », *une autre treize ans plus tard pour évoquer* « Le capitalisme et le socialisme dans le monde ». *Certains de ses disciples s'en souviennent encore, qui disent qu'il s'était, à l'époque, prononcé pour une* « alternative de gauche ». *Il a aussi fréquenté un cercle d'intellectuels socialisants, mais il avoue lui-même ne pas très bien savoir en quelle année c'était.*

Celui qui s'apprête aujourd'hui à « servir la révolution » *fut l'un de ceux dont le créateur de* « l'Etat nouveau » *aimait parfois utiliser les compétences. Il n'a sans doute jamais cherché ni accepté les honneurs qu'on lui a offerts, mais il a prodigué sa science pour mettre au point des lois et décrets de droit fiscal au temps de Salazar. Eminence grise dans l'ombre de l'ancien dictateur ? Certains de ses étudiants s'élèvent déjà contre pareille* « calomnie » : *pour eux, il incarne* « l'éveil au socialisme », « l'homme intègre », « le scientifique ». *Ils apportent pour preuve l'emprisonnement de sa fille sous le fascisme, qui serait, selon eux,* « le fruit de son influence ».

C'est ce « maître honnête » *que les étudiants de Coimbra ont élu, au lendemain du 25 avril, recteur de l'université. C'est lui aussi que la révolution naissante appela à Lisbonne pour siéger au Conseil d'Etat. Il sera, au sein de cette instance, le seul des sept civils à voter la* « législation révolutionnaire » *proposée par le Mouvement des forces armées. Son attitude, alors, lui vaut la reconnaissance des capitaines. Le général Vasco Gonçalves s'en est souvenu : au moment de franchir un cap difficile, il rappelle celui qui leur fit confiance.* — D. P.

Le P.C.P. lance un appel à l'unité

(Suite de la première page.)

Une dizaine de membres du Conseil de la révolution seulement ont assisté à la prestation de serment du nouveau gouvernement. Ceux qui, la veille, avaient clairement manifesté leur opposition à la politique suivie, marquaient, par leur absence, la rupture consommée à la direction du M.F.A. Personne ne se fait d'illusions sur la longévité de l'équipe mise en place : le président de la République a assuré qu'il s'agissait d'un *« gouvernement de passage »* qui devrait *« créer un climat d'ordre, de discipline et de travail »*.

Pour l'ordre, perturbé au Nord par une flambée d'anti-communisme, le général Vasco Gonçalves a sans doute montré sa détermination : *« On opposera*, a-t-il dit, *une répression sévère à l'escalade réactionnaire. »* Mais pour le reste ? Réuni aussitôt après la cérémonie, le gouvernement a décrété une série de mesures destinées en grande partie à rassurer et à gagner une certaine crédibilité : aide aux rapatriés d'Angola (qui ont, le soir même, manifesté pour la première fois dans les rues de la capitale), ouverture d'un crédit spécial pour les municipalités, emprunt interne de 5 millions de contos (85 millions de francs). Mais il a surtout décidé une nouvelle série de nationalisations, touchant notamment les brasseries et les chantiers navals de Setenave à Setubal. La priorité *déclarée à l'agriculture se traduit* par une baisse de 20 à 30 % du prix des engrais.

Cela ne suffira pas à « désamorcer » une opposition qui dénonce déjà le caractère démagogique et sans lendemain de ce train de mesures. Les socialistes, qui ont voulu jusqu'au dernier moment convaincre le chef de l'Etat de ne pas cautionner *pareille équipe, manifestent* leur hostilité totale : *« La constitution de ce gouvernement*, déclare M. Mario Soares, *est un défi à la volonté populaire exprimée lors des dernières élections. Elle ne pourra que diviser plus encore les Portugais. »*

Le parti socialiste estime que sa position se trouve nettement renforcée par *« l'ouverture d'un front interne dans le M.F.A. et l'armée »*. Il souligne les convergences entre les idées exprimées par le groupe des officiers *« non radicaux »* et celles qu'il ne cesse de défendre depuis plusieurs mois.

Mais l'« alliance » que le secrétaire général du parti socialiste espère ainsi sceller avec les partisans du major Melo Antunes est loin d'être réalisée. Les « dissidents » du M.F.A. n'ont jamais caché leur aversion pour la social-démocratie. Leur manifeste récuse les expériences social-démocrates d'Europe occidentale, qui répondent au *« schéma classique du capitalisme avancé »*. Certes, M. Soares se défend d'être un « Olof Palme portugais », mais il ne cache pas sa sympathie pour les dirigeants au pouvoir en Allemagne et en Scandinavie.

Les officiers « non radicaux » sont pour le moins méfiants à l'égard de l'actuelle direction socialiste. Ils ne lui pardonnent pas certaines *« bourdes tactiques »* et lui reprochent de *« ne pas bien voir que le Portugal vit une révolution »*. Leur préoccupation essentielle est surtout d'élargir leur appui dans l'armée. Leur document circule dans toutes les unités du pays et a déjà reçu de nombreuses signatures parmi les officiers stationnés à Lisbonne. Les clivages et les affrontements au sein des forces armées risquent donc de se durcir, ce qui ne manquera pas de provoquer des réactions. La première est apparue dès hier à Evora, capitale du Haut-Alentejo ; plusieurs milliers de personnes ont manifesté contre le général Pezerat Correia, commandant de la région militaire du Sud et signataire du manifeste. Elles lui reprochaient de vouloir écarter deux officiers. L'un d'eux s'est adressé à la foule et l'a assurée que *son maintien à Evora* était acquis.

Si, au Nord, le général Corvacho, jugé proche des communistes, est contesté par certains *officiers*, au Sud, ce sont les « modérés » qui risquent de provoquer l'irritation d'une base qui partage souvent l'impatience révolutionnaire des ouvriers agricoles.

La réaction du parti communiste, après la *mise en place* du nouveau gouvernement, frappe par sa modération. Le P.C. n'a plus aucun représentant dans le nouveau cabinet. Il estime cependant que cette équipe *« sans représentant des partis »* répond à la nécessité urgente de ne pas laisser paralyser l'appareil d'État et de gérer les affaires publiques dans une orientation progressiste qui affronte les graves problèmes du pays. Le P.C., visiblement inquiet des ruptures à l'intérieur de l'armée, appelle à un *« renforcement d'urgence du M.F.A. comme mouvement progressiste révolutionnaire »*. *« Si cela n'était pas fait*, ajoute-t-il, *le M.F.A. irait vers sa dissolution dans le corps militaire où existe encore une forte pesanteur conservatrice. »* Mais l'aspect le plus notable de la réaction communiste réside sans doute dans l'attitude qu'il préconise à l'égard du parti socialiste. *« Partout les communistes doivent déployer le maximum d'efforts pour l'unité avec les socialistes, hommes et femmes de toutes tendances, afin de faire front ensemble aux activités et menaces de la contre-révolution »*, affirme-t-il dans un communiqué publié ce samedi matin. Certains voient là l'amorce d'un tournant devenu nécessaire pour sortir de l'isolement.

DOMINIQUE POUCHIN.

AFRIQUE

Angola

Une partition de fait se dessine sur le terrain

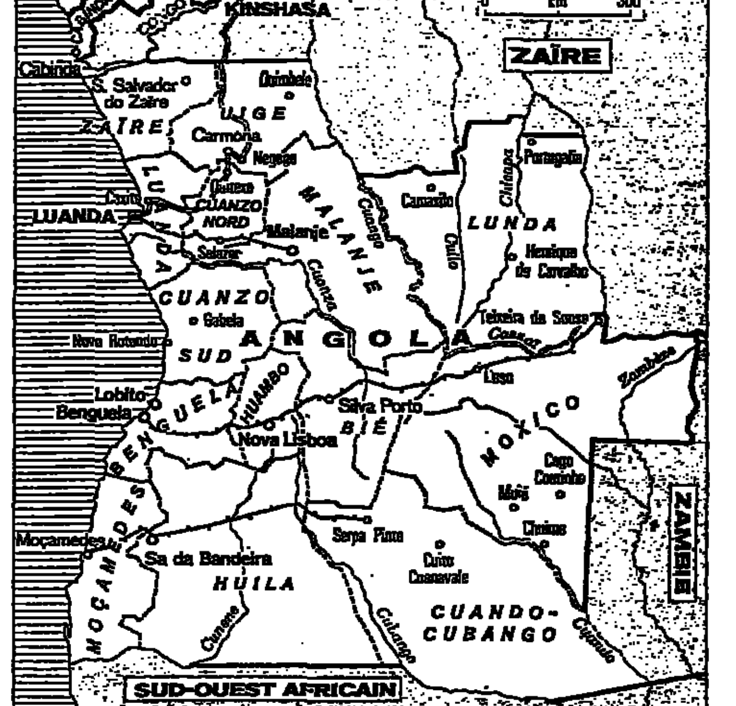
(Suite de la première page.)

La division régionale et ethnique de l'Angola, qui menaçait depuis longtemps, paraît donc se précipiter. *Adossé à la frontière* zaïroise, le F.N.L.A. contrôle le pays Bakongo, dont M. Roberto est originaire. Le M.P.L.A. tient Luanda et sa région, où prédomine l'ethnie Kimbundu, à laquelle appartient M. Neto. La situation demeure encore confuse dans le Sud, mais l'Unita semble bien implantée dans la région de Nova-Lisboa, où réside l'ethnie la plus nombreuse du pays, celle des Ovimbundus, dont M. Savimbi fait partie.

Les changements qui sont intervenus depuis l'expulsion du F.N.L.A. de Luanda, voilà maintenant un mois, vont donc dans le sens d'une balkanisation militaire et ethnique de l'Angola. Mais beaucoup de questions demeurent encore dans l'ombre et des revirements semblent toujours possibles.

Jusqu'à présent, les troupes de l'Unita avaient réussi à se maintenir le plus souvent à l'écart des combats qui opposaient les deux autres mouvements rivaux. Le repli des forces portugaises installées à l'intérieur du pays paraît avoir atteint un stade assez avancé pour forcer M. Savimbi à rentrer dans la danse. Pour l'Unita, l'heure du choix semble avoir sonné, ce qui expliquerait son retrait de principe du gouvernement de transition et la coalition de fait qui s'est établie, dans plusieurs endroits, entre ses troupes et celles du F.N.L.A.

La place de l'Unita dans le conflit armé demeure cependant celle d'un mouvement qui passe pour manquer d'armes et de munitions. Les semaines qui viennent devraient permettre de mieux jauger les moyens de cette tierce force qui s'est prudemment gardée pendant longtemps d'étaler son jeu.



La tactique du F.N.L.A.

L'autre inconnue majeure de la situation reste la puissance de l'armée de M. Roberto Holden. Depuis la reprise de Caxito, en juillet, le F.N.L.A. n'a pas lancé la *« marche sur Luanda »* annoncée avec éclat. Selon certaines sources, le Front national disposerait à Caxito de treize blindés légers Panhard. Le M.P.L.A. l'accuse de faire appel à des mercenaires occidentaux et zaïrois, ce qui lui donnerait actuellement une supériorité militaire.

Toutefois, les troupes de M. Roberto Holden ne se sont peut-être pas encore remises de la défaite subie le mois dernier dans Luanda. A moins que le F.N.L.A. *n'ait choisi de tenter d'investir* Luanda progressivement et de l'étouffer plutôt que de l'attaquer de front en s'exposant à l'intervention de l'armée portugaise. Certains observateurs pensent en effet ici que les officiers portugais ne pourraient pas se croiser les bras si les combats devaient gagner la capitale, où se trouvent encore des dizaines de milliers de leurs compatriotes.

La situation dans la ville se détériore lentement. Le pain y est de plus en plus rare, et la rupture des stocks d'essence ne pourra être évitée que si arrive vraiment un tanker supposé croiser dans les parages. Le sucre a disparu d'un marché où les prix ont quintuplé en l'espace de six mois. Si la route de Nova-Lisboa était coupée, la capitale, qui regorge de réfugiés, serait privée de sa principale source de ravitaillement alimentaire. Il n'est pas exclu que, faute de pouvoir attaquer Luanda, le F.N.L.A. fasse un tel calcul et espère *« faire pourrir un fruit déjà mûr »*, comme on nous l'a dit. Mais il lui faudrait alors s'assurer de la complicité de l'Unita.

Si leurs ressources ethniques comme leurs appuis extérieurs se précisent, le rapport des forces en présence demeure incertain. Il est encore difficile de dire en faveur de quel camp le temps va jouer. La partition militaire du pays semble devenir, en revanche, une donnée essentielle dans la phase actuelle du conflit.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Zaïre

M. Giscard d'Estaing préconise une réunion des producteurs et des consommateurs de cuivre

Le président Giscard d'Estaing était attendu samedi 9 août au Gabon, où il passe avec sa famille quelques jours de vacances. La veille, à bord du navire présidentiel « Kamanyola », sur le fleuve Zaïre, il avait eu un long entretien avec le général Mobutu. Celui-ci a exposé sa position dans le conflit angolais et exprimé son vœu d'un soutien politique de Paris.

Les conversations, commencées vers midi, ont duré plus de cinq heures. M. Giscard d'Estaing a ensuite prononcé un discours devant les cadres du Mouvement populaire de la révolution (M.P.R.), parti unique fondé par le président Mobutu. Dans son intervention qui a duré une trentaine de minutes, il a préconisé, si les autorités de Kinshasa en étaient d'accord, l'organisation d'une réunion des pays producteurs et consommateurs de cuivre, principale production minière du Zaïre.

Vendredi matin, le président français et son épouse avaient été faits citoyens d'honneur de la ville de Kinshasa.

De notre envoyé spécial

Kinshasa. — Visite du barrage hydro-électrique d'Inga, conférence de presse, réception organisée à l'ambassade de France à l'intention de la colonie française, telles sont les trois dernières étapes du voyage officiel de M. Valéry Giscard d'Estaing au Zaïre. Samedi 9 août, en fin d'après-midi, au terme de trois journées particulièrement chargées, le président de la République, accompagné de sa femme et de trois de leurs enfants, quitte Kinshasa pour Libreville.

Pour les Zaïrois, l'étape d'Inga est psychologiquement importante. Cette réalisation (voir encadré ci-contre) symbolise à leurs yeux l'avenir et l'industrialisation future du cours inférieur de l'ancien fleuve Congo. Elle constitue un défi lancé par le Zaïre nouveau, alors que l'exploitation du cuivre et des ressources minières du Shaba restent le symbole du passé colonial et de l'ancienne Union minière du Haut-Katanga dont le nom s'identifie à celui du colonialisme économique.

Quelques heures avant que le général Mobutu ait officiellement pris congé de son hôte, il apparaissait déjà clairement que les deux hommes d'Etat entendaient mener une coopération étroite. Appartenant à la même génération, ils se sont découvert quelques conceptions politiques communes. Leurs objectifs, sans être identiques, sont convergents : M. Giscard d'Estaing cherche à accroître le rôle international de la France, tandis que le général Mobutu entend faire du Zaïre l'Etat-leader de l'Afrique sud-saharienne, entreprise favorisée par la crise qui vient d'éclater au sein de la puissante fédération du Nigéria.

La nouvelle classe politique zaïroise, qui reflète avec un mimétisme parfait le point de vue du *« père de la nation »*, a visiblement été séduite par son visiteur français. Un de ses porte-parole nous a dit : *« Il est plus aisé de traiter avec Valéry Giscard d'Estaing qu'avec n'importe quel autre homme politique européen, parce qu'il a le pouvoir, et qu'il l'exerce, même s'il ne l'a obtenu qu'avec une faible majorité... Il n'a de comptes à rendre à aucune politicaille, contrairement à ce qui se passe en Italie ou en Grande-Bretagne, par exemple, et nous savons que les engagements qu'il prendra à notre égard seront tenus... »*

Un moment particulièrement opportun

Un des représentants les plus typiques de l'équipe actuellement au pouvoir à Kinshasa nous a affirmé : *« Giscard d'Estaing utilise ce voyage pour se poser en leader de l'Occident vis-à-vis du tiers-monde. Nous n'avons aucune objection à cela. Au contraire. Nous sommes prêts à épauler son action dans ce sens... »*

Si l'entente apparaît si complète entre les deux présidents, c'est d'abord parce qu'on estime à Kinshasa que ce voyage officiel se situe à un moment particulièrement opportun. La brouille éphémère mais sérieuse avec les Etats-Unis, la nouvelle tension avec la Belgique, les difficultés de trésorerie auxquelles doit faire face le Zaïre après l'effondrement des cours du cuivre créent un certain sentiment d'amertume. Ni Washington ni Bruxelles n'ont actuellement de représentation diplomatique à Kinshasa où, selon un jeune cadre, *« M. Tindemans, premier ministre belge, avait la prétention mesquine de gagner de vitesse Giscard en venant ici en visite officielle le 1er août. »*

A propos de l'Angola, les deux présidents se sont aisément compris. Les Zaïrois, inquiets de l'installation de la guerre civile *sur leurs frontières occidentales*, attendaient de leur hôte une caution morale à leur politique angolaise. *« Dans ces circonstances*, nous déclarait vendredi un haut responsable local, *nous avons moins besoin d'une aide militaire que de compréhension. Notre armée compte soixante-dix mille hommes bien équipés et bien entraînés. Elle est tout à fait capable d'éviter que l'anarchie ne gagne les voisins de l'Angola, aussi voulons-nous un simple appui politique, étant entendu que comme les monnaies, tout en devant rester stables, les politiques doivent être ajustables... »*

Quelques-unes des modifications intervenues dans le programme de la visite présidentielle semblent en tout cas s'expliquer par la multiplicité des contacts que le chef de l'Etat zaïrois ou ses très proches collaborateurs poursuivent activement avec certains dirigeants angolais — notamment M. Ranque Franque, qui a proclamé le 1er août à Kampala l'indépendance du Cabinda, et M. Roberto Holden, chef du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.), l'un et l'autre récemment rentrés dans la capitale zaïroise. De son côté le ministre cabindais des affaires étrangères a fait part avec insistance de son souci de rencontrer M. Pierre Abelin, ministre français de la coopération, sans que celui-ci ait, jusqu'à vendredi, fait connaître sa réponse. En effet, l'affaire cabindaise laisse perplexe Paris dans la mesure où Brazzaville et Kinshasa, l'un et l'autre interlocuteurs privilégiés de la France, ont une attitude divergente à l'égard du sort de l'enclave portugaise.

L'importance prise par le drame angolais dans le tête-à-tête sur le fleuve Zaïre ne doit faire oublier ni l'adhésion zaïroise au *« nouvel ordre économique international »* du président français ni le renforcement de la coopération entre Paris et Kinshasa. Le discours — on serait plutôt tenté de dire la conférence si l'on se réfère tant au fond qu'à la forme du texte — prononcé en fin d'après-midi devant les cadres du parti unique par M. Giscard d'Estaing a été très applaudi. En dépit du caractère magistral que présentait ce long exposé technique, il a été très apprécié par les auditeurs réunis dans la salle de conférences du domaine présidentiel de la N'Sele, somptueux ensemble de plantations et d'installations industrielles, de jardins et de bâtiments qui s'étendent sur plus de 3 000 hectares aux portes de la capitale. Quant à la relance de la coopération, elle est facilitée par le fait que Français et Zaïrois échappent au complexe colonial. Venant au deuxième rang après les Belges, les experts français vont accroître leur action culturelle et surtout technique, en attendant que les investisseurs, que le général Mobutu a tenu à rassurer avec force, *« changent de style »*, comme ils y ont été expressément invités.

PHILIPPE DECRAENE.

LE MARCHÉ MONDIAL DU CUIVRE

Le Zaïre est le sixième producteur mondial de cuivre (500 000 tonnes en 1974). Ses réserves sont estimées à 80 millions de tonnes.

Il est membre fondateur depuis 1967 du Comité international des pays exportateurs de cuivre (CIPEC) aux côtés du Chili, du Pérou et de la Zambie. Ces quatre pays assurent 40 % environ de la production mondiale de cuivre et 55 % des exportations.

Pour tenter de régulariser les cours erratiques du métal sur le marché mondial (de 430 livres sterling la tonne au début de 1973, ils étaient passé à 1 300 livres en mai 1974 pour retomber, aujourd'hui, autour de 600 livres), le CIPEC a, par deux fois, procédé à des réductions des exportations des Etats membres : 10 % en novembre 1974, et 5 % supplémentaires en avril 1975. Cette mesure devrait, selon les pays du CIPEC, permettre de diminuer la production mondiale de 800 000 tonnes.

UN FANTASTIQUE RÉSERVOIR D'ÉNERGIE

Le site d'Inga est considéré comme un des plus extraordinaires « gisements hydro-électriques du globe ».

Le Zaïre est, en effet, le seul fleuve à posséder de si fortes dénivellations à proximité de son embouchure, donc là où son débit est le plus puissant.

Il existe actuellement une usine dite Inga I, qui pourra fournir 2,4 milliards de kWh. Cette énergie est destinée à la capitale zaïroise et à l'usine sidérurgique de Maluku.

Inga II, en construction, dont l'entrée en exploitation est prévue pour l'année prochaine, pourra produire 9,6 milliards de kWh.

Inga III, encore en projet, devrait avoir un potentiel de 19,7 milliards de kWh.

Enfin le projet dit du « Grand Inga » prévoit une modification importante des installations précédentes et exigerait 6 milliards de francs d'investissements pour mettre en place le plus fort ensemble de production d'énergie hydro-électrique du monde : 300 milliards de kWh. Pour un investissement global équivalent à une fois et demie celui d'Inga III, le « Grand Inga » aurait une production quinze fois supérieure. Le projet est d'une telle ampleur qu'il est fractionné en treize tranches identiques qui pourraient être entreprises au fur et à mesure des besoins. Lié à la création de nouvelles industries, et notamment à la production d'hydrogène électrolytique, le projet de « Grand Inga » exige un effort financier d'une telle importance qu'il implique un choix politique visant à créer le long du cours inférieur du fleuve Zaïre une véritable « Ruhr africaine ». — Ph. D.

ASIE

Thaïlande

L'assassinat de syndicalistes paysans crée une vive tension

De notre correspondant

Bangkok. — La plupart des universités du royaume se sont mises en grève *illimitée, mercredi 6 août*, pour protester contre la vague d'assassinats de responsables paysans et la récente arrestation de neuf paysans et étudiants dans le Nord. En quelques jours, deux importants dirigeants de la fédération des paysans *ont été abattus à bout portant par* des tueurs en pleine rue, dans la province de Chieng-Mai. Ainsi, depuis plusieurs mois, une vingtaine de personnes ont trouvé la mort ou ont été blessées *par balle dans les* mêmes conditions. Rien de sérieux *jusqu'à présent* ne semble avoir été fait pour retrouver les meurtriers — ou ceux qui se trouvent derrière eux, — *les arrêter ou les juger.*

En revanche, le sous-directeur de la police, le général Montchai, a ordonné l'incarcération d' « *activistes* ». Le premier ministre, le prince Kukrit Pramot, après avoir manifesté son étonnement et sa *désapprobation*, a *pris position en* faveur de cette mesure. Il n'en fallait pas plus pour soulever l'indignation des étudiants, des partis de gauche et des responsables syndicalistes, ouvriers et paysans, dont certains n'osent plus dormir chez eux. Il y a *quelques mois, le rédacteur en chef* d'une revue estudiantine était trouvé mort sur le bord d'une voie ferrée : officiellement, il était tombé d'un train en marche, mais certains de ses amis estiment qu'il a été assassiné.

La *situation politique et* sociale est à nouveau tendue à la veille du scrutin de dimanche qui doit permettre l'élection d'un conseil pour l'agglomération de Bangkok-Thonburi. Les forces de l'ordre et les groupes extrémistes de droite demandent un durcissement du régime. La radio de l'armée vient d'accuser les chefs de la police de « *mollesse* », déclarant que « *les généraux de la police devraient changer d'uniforme et remplacer leurs pantalons par des jupes* ». Le vice-premier ministre, toujours à la tête des forces les plus conservatrices du gouvernement, vient de répéter que les communistes « *ne cessaient d'accroître leurs activités* ».

Tandis qu'on entend souvent souhaiter que le premier ministre réduise ses activités diplomatiques pour tenter de résoudre les problèmes intérieurs du pays, un sourd mécontentement apparaît dans la paysannerie, déçue de ne pas voir *son sort s'améliorer assez vite*. Le développement des activités des étudiants dans les campagnes, où ils tentent d'aider les villageois à défendre leurs droits — et de les politiser, — *en participant à leur vie* quotidienne, rencontre un certain succès qui inquiète la bureaucratie locale, les élites rurales et les propriétaires fonciers. L'accroissement de la tension dans certaines provinces est sans doute à l'origine des *récents assassinats. Toujours est-il* que le gouvernement prend les choses très au sérieux : *il aurait* mis au point un plan prévoyant la proclamation de l'état d'urgence et de la loi martiale « *si la situation devenait incontrôlable* ».

PATRICE DE BEER.

● *Environ deux cents guérilleros communistes thaïlandais* ont attaqué, samedi 9 août, un poste de police situé à 500 kilomètres de Bangkok, dans la province de Nakhon Si Thammarat. Dix policiers ont été tués et une quinzaine d'autres blessés. — *(U.P.I.)*

● *Près de quinze mille survivants* du bombardement atomique *de Nagasaki se sont réunis* samedi 9 août pour célébrer le trentième anniversaire de cet événement tragique. — *(A.P.)*

Le fleuve Jaune et le développement de la Chine

II. — Le monstre de boue

De notre correspondant ALAIN BOUC

Dans un premier article consacré au Henan (« le Monde » du 9 août), Alain Bouc a décrit la lutte difficile menée dans les plaines et les montagnes pour l'amélioration des récoltes. Le second article relate les efforts entrepris pour *maîtriser le deuxième grand fleuve de Chine.*

Pékin. — Peut-on *imaginer* un fleuve qui changerait de lit plus d'une fois par siècle ? C'est ce que fait le fleuve Jaune, plus exactement ce qu'il a fait tout au long de l'histoire de la Chine, noyant, dévastant, stérilisant des contrées entières, jusqu'à une date *toute récente. Les brusques* variations de son débit — de un à cent ou cent cinquante — distribuaient *la misère, tantôt à cause de la* sécheresse, tantôt des inondations.

La menace, étrangement, vient moins de l'eau que de ce qu'elle *charrie. Le fleuve Jaune traverse* le Henan avec une énorme quantité d'alluvions qu'il essaie d'emporter jusqu'à la mer (*1,3 milliard* de tonnes chaque année, six fois plus que le Gange ou le Mississipi). Dans le district de Shanhsien, à l'ouest de Loyang, le fleuve contient jusqu'à 46 % de matières solides, 7,5 quintaux de sédiments au mètre cube... C'est à cette bouillie de lœss qu'il doit sa couleur et son nom. C'est elle aussi qui rehausse sans cesse par *ses dépôts le lit de la rivière*, et fait redouter un débordement dans la plaine, en contrebas.

Le fleuve ne reste dans son lit que parce que des digues l'y *contraignent. L'endiguement du* fleuve Jaune date d'avant l'ère chrétienne. En fait, les levées de terres furent rompues par les flots environ mille cinq cents fois en deux mille ans. En 1933, les eaux recouvrirent soixante-sept districts, firent trois millions et demi de sinistrés et dix-huit mille personnes périrent noyées. Cinq ans plus tard, pour se protéger *de l'avance japonaise, Tchiang* Kai-chek fit ouvrir les digues à quelques kilomètres de Chengchou. *Les flots inondèrent l'équivalent* d'un dixième du territoire français : il y eut huit cent quatre-vingt-dix mille morts et plus de douze millions de sinistrés.

En dépit de conditions naturelles aussi précaires, le bassin du fleuve Jaune est le berceau de la civilisation chinoise ; certains disent même de l'humanité. Friable et *assez fertile, la* poussière de lœss n'exigeait pas jadis un travail trop acharné, ni des outils aiguisés et résistants ; les crues, d'autre part, tenaient lieu en quelque sorte de système d'irrigation. Ce qui permettait à l'homme de subsis*ter en ces temps cruels lui impose* aujourd'hui des efforts surhumains dans sa marche vers le progrès.

Soufflant depuis des millénaires, le vent du nord a apporté dans le bassin du fleuve Jaune la poussière de la steppe sibérienne et du désert mongol. La couche de terre jaune d'une épaisseur de 20 mètres au Henan, compose un paysage insolite, que l'on peut observer du *train qui mène de Loyang à* Sian. Des montagnes de poussière cimentée par la pluie dressent *leurs flancs abrupts*, couleur de farine de maïs, au-dessus de ruisselets qui les ont entamées comme au rasoir.

Les parois trouées comme une tranche de gruyère *sont percées* de hangars et d'habitations troglodytes, aux voûtes caractéristiques. Souvent le paysan loge sous le champ qu'il cultive, les pousses de blé tenant lieu de tuiles. Partout, des terasses gravissent les pentes ; il est aisé de les *construire*, mais le lœss a noyé les pierres, si bien que les escaliers de culture, non soutenus par des murettes, risquent d'être emportés à la saison des pluies. En traversant ces terrains, le cours d'eau se charge de matériaux qui lui permettraient de recouvrir chaque année 2 000 kilomètres carrés de 25 centimètres de limon.

Les épaules, la palanche et la charrette

Dès après leur conquête du pouvoir, les *communistes ont entrepris* de maîtriser le fleuve, tâche abandonnée par la dynastie des Tsing et *le* gouvernement nationaliste. La centralisation du pouvoir facilitait l'élaboration d'un plan pour le bassin du fleuve (une fois et demie la surface de la France) ; la confiance dans le gouvernement des paysans, qui possédaient enfin les terres qu'ils cultivaient, rendait possible une mobilisation coordonnée des énergies le long des quelque 4 000 kilomètres que parcourt la rivière.

Comme il le fit pour les autres grandes entreprises de maîtrise hydraulique (aménagement de la Huai et de la Hai, notamment), Mao Tse-toung manifesta l'intérêt qu'il attachait à cette tâche d'ampleur nationale. En 1952, il donna ses directives sur les berges du canal dit de la Victoire-Populaire, le premier grand succès de l'effort collectiviste en ce domaine, qui déverse les excès d'eau du fleuve Jaune dans la rivière Wei, située quelque 50 kilomètres plus au nord. La grande écluse, ménagée au nord de Chengchou, permet d'irriguer vingt-cinq communes populaires et 40 000 hectares, et ce à 7 500 kilomètres de canaux *secondaires et plus de* six mille puits. Les alluvions sont conduites dans des dépressions incultes qu'elles *fertilisent* après dépôt. Ainsi s'étendent les surfaces cultivées.

Les succès remportés au canal de la Victoire-Populaire ne sont rien *comparés à l'ensemble* des résultats obtenus. Le fleuve Jaune irrigue à présent 2,7 millions d'hectares, soit 7 % des terres irriguées du pays. Pour renforcer les digues sur 1 800 kilomètres on a remué 380 millions de mètres cubes de terre et 9 millions de *mètres cubes* de pierres. Un réseau d'alerte relie les ouvrages d'art de l'embouchure au plateau du Tsinghai. Il a permis d'*éviter les* inondations de manière systématique, et ce pour la première fois dans l'histoire de la Chine. Cependant, les digues ne libèrent pas les hommes de toutes tâches, comme l'ont montré les crues exceptionnelles de 1958. Cette *année-là, au Shantoung*, les eaux montèrent jusqu'à 50 centimètres du sommet des digues : pour pré*venir le désastre, une mobilisation* générale fut décrétée, dont l'ampleur laisse songeur : en un jour et une nuit, deux millions de civils et de militaires, encadrés par le parti, rehaussèrent 600 kilomètres de digues, et le danger fut écarté.

Depuis le grand empereur Yu, fondateur de la première dynas*tie, il y a quarante siècles*, les administrations successives ont été jugées sur leur aptitude à *écarter les disettes causées par* les sécheresses ou les inondations. Trois siècles avant notre ère, la dynastie des Chin (d'où le pays tire son nom français) commença l'irrigation des terres autour du fleuve Jaune. Huit siècles plus tard, de gros bateaux pouvaient, *de Loyang, au Henan, gagner* Tientsin, en passant par Hangchou, grâce à 2 700 kilomètres de voies navigables. L'énorme travail accompli par la République populaire se situe dans la grande tradition chinoise. *Pour l'essentiel*, le travail des dernières années fut accompli comme autrefois, avec les mains, les épaules, la palanche et la charrette.

Le gâchis de Sanmenhsia

Les menaces du fleuve Jaune ne sont pas entièrement conjurées. On ne dompte pas totalement en vingt ans un monstre *vieux de plusieurs millénaires.* L'expérience ne s'acquiert qu'avec le temps, et les bévues sont iné*vitables, comme le prouve l'his*toire fameuse du barrage de Sanmenhsia *(la gorge des Trois-Portes)*. On nous l'a rapportée, par un matin froid et pluvieux, sur ce bloc de béton qui *relie* les *montagnes* jaunes du Henan à celles du Shansi, et que parvient *à faire vibrer l'énorme* masse d'eau mugissante 80 mètres plus bas.

Sanmenhsia est sans doute l'un des échecs les plus spectaculaires de l'assistance technique soviétique. Un comité de régulation du fleuve *Jaune, installé en 1954*, envisageait un ensemble de quarante-six ouvrages d'art sur le cours supérieur et moyen, pour le contrôle des eaux, l'irrigation et la production d'électricité (23 millions de kW). Les deux pièces maîtresses étaient le barrage de Liuchiahsia, achevé l'année dernière (*le Monde* du 13 mars 1975), et celui de Sanmenhsia. L'étude *des travaux pour ce dernier fut* confiée à un groupe de sept experts soviétiques. La Chine, dépourvue d'expérience en la matière, préférait s'en remettre au « grand frère » ; elle ne devait prendre en charge que les études préliminaires sur les eaux et les sols.

Les Soviétiques, à leur habitude, virent grand : un réservoir énorme, de 35 milliards de mètres-cubes ; un barrage haut de 95 mètres et long de 900 ; une centrale de 1,2 million de kW. Les travaux comencèrent en 1957. Les *chantiers rassemblèrent* vingt mille ouvriers. On commença à remplir *le réservoir en septembre* 1960, les *travaux étant à peu près* terminés. L'eau accumulée se mit à remonter jusqu'à proximité de Sian, formant un lac artificiel de près de 300 kilomètres de long, à l'époque le troisième réservoir du monde par *la capacité.* C'est alors que les difficultés apparurent.

Il ne fallut pas longtemps pour s'apercevoir que 80 à 90 % des boues *entraînées par le fleuve* Jaune (1,6 milliard de tonnes par an) se déposaient dans le réservoir, qui, dans ces conditions, serait rempli au bout de vingt ou trente ans. Non seulement une masse de travail avait été fournie inutilement, mais le relèvement pro*gressif du fond du lac faisait peser* de graves menaces sur les plaines en aval et en amont jusqu'à la banlieue de Sian.

Le jour de l'inauguration, à l'automne de 1960, les Soviétiques n'étaient pas là, et pour cause : Khrouchtchev avait rappelé tous les experts. En même temps, il avait suspendu la fourniture des *turbines prévues pour la centrale* (turbines qui, d'ailleurs, ne pouvaient fonctionner qu'avec une eau *moins limoneuse*).

Il fallait revoir complètement la conception du barrage. Pour éviter la sédimentation ou la ralentir, les canalisations de la centrale furent affectées à l'écoulement des eaux, qu'on accéléra en *forant* deux tunnels latéraux. Quant à la centrale, on en abaissa la chute pour y installer une turbine *chinoise de 50 000 kW qui* pouvait supporter le frottement des alluvions. Par différentes mesures complémentaires, on parvint à arrêter le processus d'envasement du barrage. Toutes ces modifications exigèrent l'enlèvement de 100 000 mètres cubes de *dépôts. Pour mener à bien cette* tâche, toute la main-d'œuvre disponible de la région fut mobilisée.

La « trahison soviétique »

Les erreurs commises par les experts soviétiques et le refus de livrer les turbines promises *ont accumulé ici des rancunes ineffaçables.* Mais à Sanmenhsia, les Chinois n'ont pas seulement appris à haïr de nouveaux ennemis, ils ont compris la nécessité de former au plus tôt leurs propres experts. De fait, la rectification du projet initial permit la formation de nombreux techniciens qui servirent par la suite sur les autres grands chantiers du pays.

Il est aujourd'hui difficile de visiter une usine d'une certaine importance sans que soit évoquée la « *trahison soviétique* ». Les premières pressions économiques de l'U.R.S.S. se firent sentir dès après l'accession au pouvoir de *Khrouchtchev. Dans la grande* fabrique de tracteurs de Loyang, on nous a affirmé que, dès le début, Moscou n'avait pas respecté les accords sur la fourniture d'équipements. L'usine n'a jamais reçu une presse de 30 tonnes qui avait été promise et dut faire *fabriquer ses réservoirs d'huile* à Changchun, dans le Nord-Est. A Shenyang, au printemps 1974, des dirigeants d'usines nous apprirent qu'en 1956 les Soviétiques avaient refusé de livrer l'acier nécessaire à la construction de machines-outils, à seule fin d'exercer des *pressions sur les responsables de* l'économie.

Les temps difficiles sont *passés.* Les cent cinquante mille ouvriers des quatre cents usines de Loyang ne comptent plus que sur eux-mêmes. Un coup d'œil dans les boutiques *montre que* le *souci* d'auto-suffisance s'étend aux villes et aux provinces voisines. Presque *tous les vêtements et les tissus* vendus dans le magasin principal proviennent des usines de *Loyang ;* il en va de même pour les chaussures, à l'exception des sandales de plastique. La province se suffit désormais pour 60 % de sa consommation industrielle. Cepen*dant*, le principe *d'autonomie* ne peut être appliqué avec trop de rigueur : la grande usine de tracteurs dont les vingt-trois mille ouvriers produisent chaque jour soixante-dix tracteurs de 75 ch. et trente de 40 ch., doit approvisionner l'ensemble de la Chine (elle *exporte même un peu*).

Deux *expériences* ont laissé en *Chine des traces indélébiles* : la misère et la semi-colonisation soviétique. Des jeunes filles creusent la roche à coups de pic *à la* recherche d'eaux souterraines, des tracteurs-chenilles se livrent à un ballet dans l'usine de Loyang, les paysans de Chiliying, la première commune populaire de Chine, troquent la pioche pour le fusil afin de s'exercer à la défense du vil*lage ; au Henan*, *ancienne terre* de détresses, on combat pour abolir cette vieille société où la mort guettait les paysans à chaque mauvaise récolte, et pour ne plus rien devoir à personne.

FIN

Inde

UN NOUVEAU DÉFI DE Mme GANDHI

Des amendements constitutionnels privent les tribunaux du droit de poursuivre le premier ministre

New-Delhi *(A.P.-A.F.P.)*. — La *Chambre* basse du Parlement a adopté, jeudi 7 août, plusieurs amendements à la Constitution, qui marquent le changement le plus brutal qu'ait connu la démocratie indienne en vingt-huit années d'existence. Ces amendements privent les tribunaux du pouvoir de poursuivre le président de l'Union, le vice-président, le premier ministre et le président de *la Chambre*, pour des *faits* concernant leur élection au Parlement. Ils ont été adoptés vendredi par la Chambre haute. L'opposition boycottait les débats des deux Chambres pour protester contre l'incarcération de plusieurs de ses dirigeants.

La Cour suprême siégera néanmoins lundi prochain 11 août, afin d'examiner l'appel contre le jugement d'Allahabad condamnant Mme Gandhi pour « *irrégularités électorales* ». En présentant *les amendements à la Chambre basse, le ministre de la justice, M. H.R. Kokhale, n'a pas caché qu'ils étaient destinés à faire sortir* Mme Gandhi de ses « *embarras électoraux* ». « *Nous proposons de rendre nulles et non avenues les procédures en cours* », a-t-il déclaré

Au cours de la séance de la Chambre basse, des signes de mécontentement ont été observés dans les rangs des communistes pro-soviétiques. Ceux-ci n'ont visiblement pas apprécié le style expéditif dans lequel Mme Gandhi a mené son opération. « *Si vous voulez obtenir une coopération qui ait un sens, vous devez vous rappeler que le parti communiste est un parti distinct, et qui a ses propres idéaux* », a lancé à l'adresse des membres du gouvernement, un parlementaire communiste, M. Inderjit Gupta. L'orateur, dont la formation est *la seule à soutenir le parti gouvernemental*, a critiqué tout particulièrement un amendement qui dispense de tout contrôle juridique la loi sur la sécurité intérieure, en vertu de laquelle Mme Gandhi a pu faire arrêter ses adversaires politiques et des milliers d'autres *personnes, depuis la proclamation* de l'état d'urgence le 26 juin. En dépit de ces réserves, les communistes pro-soviétiques ont voté les amendements constitutionnels. Ceux-ci ont été accueillis avec stupéfaction dans les milieux diplomatiques. La surprise est d'au*tant plus grande à New-Delhi* que les griefs retenus par la haute cour d'Allahabad pour invalider l'élection de Mme Gandhi, en 1971, apparaissaient bien minces : l'utilisation des services d'un fonctionnaire et la construction, par la police, d'un podium pendant la *campagne électorale. Les méthodes* mises en œuvre par le premier ministre pour sauvegarder son pouvoir semblent, de ce fait, disproportionnées.

● *Le gouvernement indien a ordonné, jeudi, l'expulsion* de M. Edward Cody, correspondant de l'agence Associated Press. La police lui a accordé vingt-quatre heures pour partir après que l'agence américaine eut opposé une fin de non-recevoir à une requête du ministère indien des affaires étrangères, qui réclamait le rappel de son correspondant. M. Cody est le sixième journaliste étranger expulsé d'Inde depuis que Mme Gandhi a décrété l'état d'urgence et institué une censure de la presse.

Laos

LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES AURONT LIEU EN 1976

Vientiane *(A.F.P.)*. — « *Il n'y a plus désormais de partie de Vientiane ni de partie du Pathet-Lao* », a annoncé, vendredi 8 août, M. Deuane Sounnalath, secrétaire d'État à l'intérieur, qui a assuré que les élections générales au Laos pourront avoir lieu normalement au cours de l'année 1976. Il a *ajouté que tous les groupes* ou partis politiques représentés au Laos pourront participer aux élections sans aucune discrimination, mais que les forces patriotiques s'opposeront à « *tous les partis hostiles à la paix et à la concorde nationale* ». M. Deuane Sounnalath a annoncé enfin que la loi électorale allait subir quelques modifications, afin d'être conforme au programme en dix-huit points élaboré en mai 1974.

M. Deuane Sounnalath a, d'autre part, déclaré que l'application des accords de Vientiane de 1973 a été très satisfaisante. Il a cependant précisé *que la* commission mixte pour l'application de ces accords serait en*core maintenue un certain temps*, pour continuer son travail en vue de concrétiser la réunification du Laos.

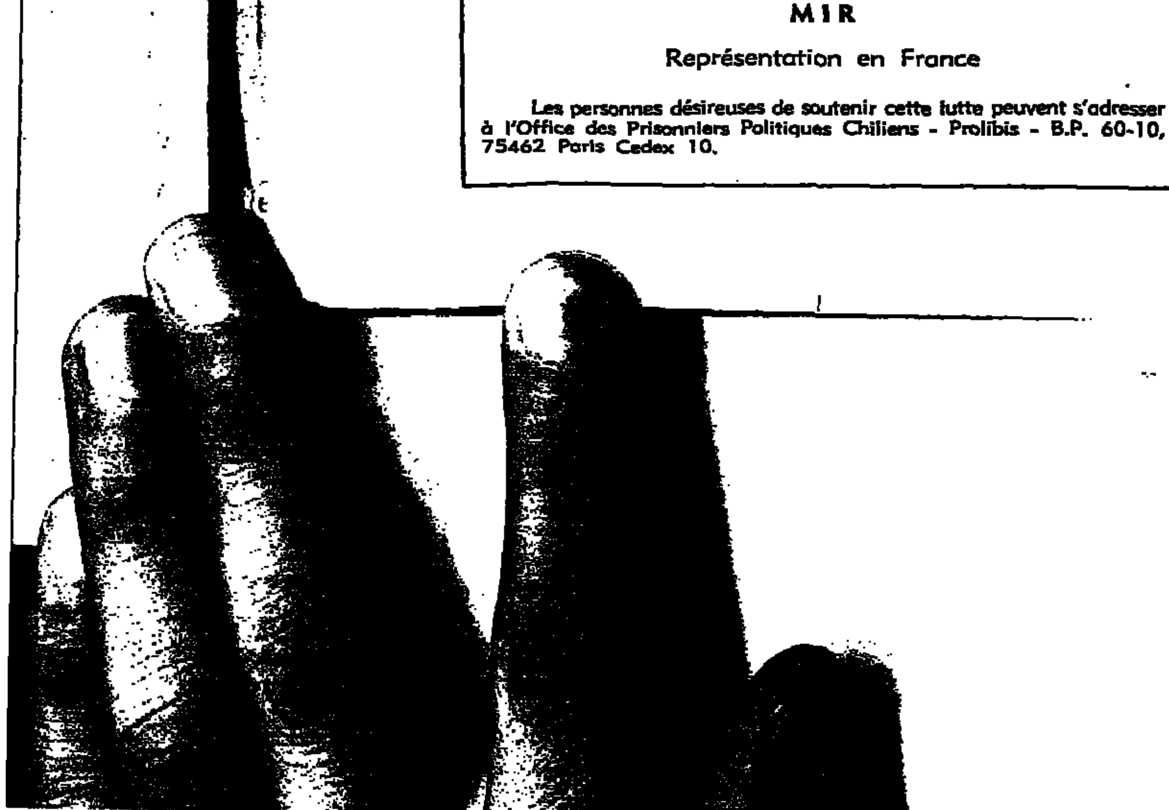
[Adopté à l'unanimité par le Conseil politique national de coalition, le programme en dix-huit points a été promulgué en décembre 1974. Il fixe les grandes lignes d'une politique de transition et prévoit les modalités d'un règlement définitif du conflit au Laos.]

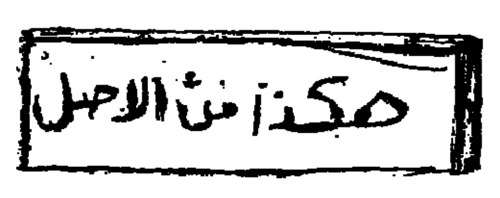
COLLISION DE FERRY-BOATS

Cinq cents noyés

Cinq cents personnes auraient péri noyées le dimanche 3 août, lors de la collision sur la rivière Hsi-Kiang, à 80 kilomètres à l'est de Canton, de deux ferry-boats, annonce samedi 9 août un journal de Hong-Kong. L'accident s'est produit la nuit, lors d'une violent orage.

***Les deux bateaux se sont abordés* en se croisant, alors qu'ils assuraient la liaison entre Canton et un site touristique. *L'un des navires s'est* disloqué et a sombré, tandis que l'autre se retournait. — (A.F.P.-A.P.)**







ÉDUCATION

STABILITÉ DANS LES ÉLECTIONS UNIVERSITAIRES

L'UNEF (ex-Renouveau) confirme son audience

Les élections universitaires, dont les résultats pour l'ensemble de la France ont été récemment communiqués, n'ont pas connu, en 1974-1975, un succès plus grand que les années précédentes. Malgré l'absence de certaines données pour l'année dernière comme pour cette année (1), les caractéristiques des élections précédentes se retrouvent dans le dernier scrutin.

En 1974-1975, la participation au scrutin pour les conseils d'unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) a été de 25,5 %. La légère augmentation du taux de participation — 0,7 % — par rapport à l'année dernière serait sans doute en partie corrigée par l'intégration des résultats de Paris VII et Paris XIII. Le taux de participation très élevé aux élections des conseils d'universités est moins significatif : les électeurs sont eux-mêmes, dans la plupart des cas, des représentants déjà élus dans les conseils d'U.E.R. et donc fortement « motivés ». Il faut cependant noter une baisse de 1,1 % de la participation à ce niveau par rapport à l'année dernière.

Cette année, comme les précédentes, on a sensiblement plus voté en province (28,4 % de participation) qu'à Paris (17,7 %). Il n'y a pas eu d'élections, faute de candidatures, dans 9,1 % des 696 U.E.R. concernées.

Aux conseils des U.E.R., 52,8 % des sièges ont été pourvus (3 643 sur 6 889). L'Union nationale des étudiants de France (UNEF, ex-Renouveau) en obtient 1 148 (31,5 % du total), conservant ainsi la position qu'elle occupe depuis plusieurs années dans ces instances. Toutefois, son implantation semble être beaucoup plus forte à Paris qu'en province, puisqu'elle emporte respectivement 50,3 % des sièges pourvus à Paris, contre 27,5 % seulement des sièges pourvus en province.

Ce sont les associations locales et corporatives de toutes sortes qui occupent la majorité (59 %) des sièges pourvus. Cette appellation générique recouvre une mosaïque de petites groupements extrêmement composite. Tantôt il s'agit de fractions, dissimulées à des fins stratégiques, de mouvements plus importants ; tantôt de rassemblements d'intérêts strictement locaux, voire limités à une U.E.R., peu soucieux de représentativité ou d'action nationales. Cette tendance, qui résiste à l'analyse, est particulièrement nette en province, où 65,5 % des sièges pourvus l'ont été au profit de membres de ces associations.

Le Comité de liaison des étudiants de France (CLEF), créé en 1974 pour regrouper un certain nombre de mouvements d'étudiants à caractère réformiste ou modéré, se présentait cette année pour la première fois aux élections universitaires. Il obtient, sur le plan national, 213 sièges aux conseils d'U.E.R. (5,8 % des sièges pourvus). Son succès est plus net à Paris (12,6 % des sièges) qu'en province (4,3 %).

Les autres associations nationales : Fédération nationale des étudiants de France (FNEF indépendante), Union nationale interuniversitaire (UNI droite) et Mouvement d'action et de recherche critique (MARC, proche de la C.F.D.T.), obtiennent respectivement moins de 1 % des sièges.

Une nouvelle phase

Dans l'examen des résultats des élections aux conseils d'établissements, il est intéressant d'isoler les cinq établissements (Compiègne, Dijon, Perpignan, Rouen et Paris-XI) où se pratique le suffrage direct. Il y avait dans les 38 U.E.R. concernées par ce mode de scrutin 42 023 inscrits, le taux de participation (26,3 %) y fut peu différent du pourcentage national pour les conseils des U.E.R. Cinquante et un sièges sur 93 (54,8 %) ont été pourvus. L'UNEF (ex-Renouveau) en obtient la moitié (26), les associations locales et corporatives, 17, le CLEF, 2, les 6 sièges restants allant à diverses autres associations.

Dans les autres cas, c'est au suffrage indirect que sont élus les représentants étudiants aux conseils d'établissement. La participation à ce vote au second degré est toujours élevée (75,2 % cette année). Mille cent vingt sièges sur 1 251 (89,5 %) ont été pourvus. Les associations locales et corporatives en emportent 523 (46,6 %), l'UNEF (ex-Renouveau), 473 (42,2 %), le CLEF, 40 (3,5 %) ; les associations sans étiquette nationale et les listes d'union se partagent les 84 sièges restants.

L'analyse des résultats confirme, cette année encore, la place occupée par l'UNEF (ex-Renouveau) dans les conseils d'U.E.R. et d'établissement. Cette organisation apparaît toujours la mieux implantée dans un plus grand nombre d'universités, et surtout la seule force étudiante cohérente face au morcellement de petites associations locales et corporatives et à la récente fédération que constitue le CLEF.

Si la représentation étudiante dans les conseils d'U.E.R. et d'établissement n'a guère varié cette année par rapport aux précédentes, on est en droit de se demander s'il en sera de même l'année prochaine. Après le vote par l'Assemblée nationale, le 23 juin dernier, de l'amendement à l'article 14 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants élus risque, en effet, de diminuer au sein des conseils d'université, en même temps qu'il augmentera dans les conseils d'U.E.R. (*le Monde* daté 26-27 juin).

En serait-il vraiment ainsi ? Ou bien cette perspective aura-t-elle pour effet de modifier chez les étudiants la nature et l'importance d'attitudes électorales qui s'étaient quelque peu sclérosées depuis la mise en place de la loi d'orientation ?

MICHEL KAJMAN.

(1) Les statistiques qui nous ont été communiquées ne comprennent pas, pour 1974-1975, les universités de Paris-VII, Paris-XIII pour l'ensemble des résultats ; Amiens et Toulouse-II pour les élections aux conseils d'université.

● *L'Union nationale des étudiants de France* (UNEF, animée notamment par des étudiants communistes) proteste, dans une lettre ouverte adressée vendredi 8 août à M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, contre l'arrêté d'expulsion pris, mercredi 6 août, contre un étudiant belge de Nice, M. Marc Antoine Michaux. M. Michaux avait invité ses camarades à ne pas payer de ticket d'entrée dans le restaurant universitaire « Montebello » pour lutter contre la récente hausse des tarifs (*le Monde* du 8 août 1975). L'UNEF dénonce également la fermeture de différents restaurants universitaires, dont le « Montebello ».

● *Un annuaire des classes de nature* vient d'être publié par la fondations Sauvons l'avenir (8, rue d'Athènes, 75009 Paris). Cet annuaire, conçu à l'intention des élus locaux, des enseignants, des responsables d'associations, apporte les renseignements indispensables pour l'organisation des classes de nature à la montagne, à la mer ou à la campagne (réglementation, lieux d'hébergement...). L'ouvrage a été réalisé avec l'aide du ministère de la qualité de la vie et du ministère de l'éducation. Son prix est de 30 F ou 35 F franco (gratuit pour les communes de plus de 3 000 habitants).

Dans les établissements scolaires

LES PHOTOGRAPHES NE SONT AUTORISÉS QU'A FAIRE DES PHOTOS DE CLASSES ENTIÈRES

Le ministre de l'éducation rappelle, dans une réponse à à une question écrite de M. Jean-Marie Daillet (député réformateur de la Manche), publiée au Journal officiel *du 2 août, la réglementation concernant les photographes qui opèrent dans les établissements scolaires. M. Daillet demandait au ministre si l'activité de nombreux « photographes-filmeurs » n'était pas en contradiction avec les principes de la libre concurrence.*

M. René Haby répond au député que le ministère de l'éducation applique en la matière une réglementation qui lui est propre : « Toutes les offres de service sont examinées » *et* « l'autorisation n'est donnée par le chef d'établissement qu'après consultation du conseil d'administration. » « En outre, *indique le ministre*, les instructions en vigueur ne permettent que la prise de vue de groupes rassemblant les élèves de chaque division. »

[Les écoles maternelles et élémentaires n'ont pas de conseil d'administration et la seule autorité qui s'y exerce est celle du directeur ou de la directrice d'école, sous la tutelle de l'inspecteur départemental de l'éducation. Or c'est précisément dans ces écoles que sont constatés les abus les plus nombreux. D'une part, en effet, les photographes professionnels qui y opèrent pratiquent des prix très élevés, jouant sur le monopole qu'ils obtiennent et sur l'intérêt manifesté pour ces documents « exclusifs » par les enfants et les parents. D'autre part, depuis plusieurs années, de nombreux photographes, au mépris de la réglementation et avec la bienveillance des chefs d'établissement, photographient les enfants seuls, notamment dans les écoles maternelles.]

RELIGION

POINT DE VUE

LIBERTÉ, FOI ET RELIGION

par ANDRÉ PIETTRE (*)

« Liberté ! liberté ! que d'équivoques on commet en ton nom ! »

Cette réflexion s'impose à la lecture de la conclusion que Mgr Coffy, président de la commission épiscopale de pastorale sacramentelle et liturgique, a tirée du récent sondage de la SOFRES révélant une forte dégradation de la pratique religieuse en France, de 1971 à 1975 (la présence à la messe dominicale a diminué de 22 % à 16 %).

« *Nous passons*, a déclaré Mgr Coffy, *d'une religion de l'obligation à une religion de la pratique libre. Que ce passage soit douloureux, qu'au cours de ce passage il y ait une diminution de la pratique, je pense qu'il ne faut pas s'en étonner ; je suis persuadé qu'avec le temps ce passage se révélera bénéfique parce que faire appel à la liberté est toujours positif et bénéfique, puisque la foi est un acte libre.* » (1)

Comme l'on voudrait partager ce superbe optimisme ! En vérité, il n'est pas nouveau — sauf dans l'Eglise...

Il a été proclamé, il y a plus de deux siècles, par les tenants du « laissez faire, laissez passer ». Pour eux aussi l'appel à la liberté ne pouvait être que « positif et bénéfique ». Qui oserait soutenir qu'il en fut toujours ainsi ?... Certes, l'initiative privée est un puissant stimulant. Mais même les héritiers du libéralisme de jadis, les néo-libéraux d'aujourd'hui, estiment que la liberté n'est bénéfique que si elle est encadrée par certaines règles, et qu'au marché sans normes doit être substitué un *marché institutionnel* » (J. Rueff)

S'agit-il du domaine politique ? Même utopie et mêmes déboires ! *O liberté ! que de crimes on commet en ton nom !* », clamait l'infortunée Mme Rolland, au seuil de l'échafaud. Est-ce à dire que, si la liberté politique peut conduire à des abus, elle doive être proscrite ? Pas plus que la liberté économique. Mais, comme l'autre, elle exige des garde-fous, des règles, des lois, pour qu'à la place d'un Etat despotique ne soit pas instauré un régime anarchique. Faut-il une fois de plus rappeler le mot de Montesquieu : « *La liberté n'est pas l'indépendance. Elle n'est pas le pouvoir de faire ce que l'on veut... mais le droit de pouvoir faire ce que l'on doit vouloir.* » ?

S'agit-il de la liberté des mœurs ? L'on voit aujourd'hui où conduit le laxisme couvert officiellement : le porno-cinéma (pour ne citer que ce fait) en est le glorieux résultat. Or, qu'on le remarque bien, ceux qui l'exploitent (et pour quels profits !) se réclament, eux aussi, de la « liberté » !

Qu'on nous cite donc un seul domaine où « *l'appel à la liberté* » — sans plus — ait « toujours » été « positif et bénéfique ».

Quant à dire que la foi est un acte libre, ici encore nous sommes en pleine équivoque.

Je connais un chrétien qui n'a cessé de méditer et de pratiquer sa foi. Issu d'une famille chrétienne, baptisé au berceau, élève d'une institution religieuse, en quoi sa foi a-t-elle été et reste-t-elle un acte libre ?

Elle est devenue un acte libre, profondément réfléchi, à partir du moment où, étudiant, sa culture et son milieu profanes ont balancé sa formation première. Alors, il a connu cette « angoisse métaphysique » dont parle Pascal, et, librement, il a choisi. Et il continue de choisir à chaque assaut de cette angoisse. Mais il n'a pu faire ce choix, et toujours le maintenir, que parce qu'il avait d'abord reçu une formation religieuse qui faisait contrepoids à sa formation profane. Son acte n'a été libre que parce qu'il a été fait « *en connaissance de cause* ». Il est bien évident que, à défaut de cette connaissance première, jamais, sauf éblouissement miraculeux, il n'aurait adhéré à la foi au Christ. Tout le monde ne peut s'appeler Frossard ou Clavel.

Ce n'est pas tout encore.

Librement comprise et librement acceptée, la foi implique une série de pratiques obligées (en conscience). C'est le fait de toute adhésion. Une fois que j'ai adhéré à une organisation, à un mouvement, à une institution, à un contrat, il est logique que je sois astreint à certaines règles posées par leurs statuts. C'est toute la différence entre le mariage et l'union libre.

Le malaise de notre société réside très précisément en ceci. D'un côté, l'homme se veut plus « indépendant », plus personnellement maître de son destin. (C'est la « montée de conscience » dont parlait Teilhard, et dont l'Eglise ne peut que se réjouir.) Mais, d'un autre côté, cette *maîtrise* n'est trop souvent qu'une pseudo-maîtrise, polluée à sa source par l'aliénation à l'opinion, aux *mass media*, etc., et viciée dans ses applications par la légèreté qu'on témoigne aux engagements pris. On oublie que la vraie liberté, comme la noblesse, « oblige ». Il serait grave que l'Eglise partage cet oubli.

Nous permettra-t-on d'ajouter que parler de la « religion de l'obligation » (pour celle, sous-entendu, de l'avant-concile), c'est largement une caricature ? Et largement une injustice.

Une injustice à l'égard de ceux qui participent à la messe, non pour obéir passivement à une « obligation » reçue de leur enfance (!), mais parce qu'ils croient en ce qu'ils font, parce qu'ils croient en la valeur irremplaçable du sacrifice eucharistique, à la présence réelle, à la rencontre privilégiée qu'en communion avec leurs frères ils trouvent avec Dieu. Et une injustice envers ceux qui, n'ayant ni les capacités ni le temps d'approfondir leur foi, font crédit à un message plus que millénaire, dont ils supposent que les auteurs n'étaient pas entièrement stupides. Serait-ce désormais un péché que de se fier à la tradition ? Est-on plus libre quand on se livre à la mode ou qu'on s'abandonne à ses pulsions personnelles *(« Allez à la messe si cela vous dit... »)* ?

Qu'on médite plutôt l'expérience des pays de « pratique libre ». Veut-on, en fin de compte, que, dégagée de toute « obligation », la pratique tombe de 16 % à 1 %, comme en Suède et en Finlande, où elle s'est peu à peu réduite à un Noël « festif » (selon le langage du jour) ?

Soyons francs : à supposer que les réformes de l'après-Concile, nécessaires assurément, mais accomplies dans un tout autre esprit, aient entraîné, au lieu d'une dégradation accélérée à peu près sans précédent, une remarquable ascension de la pratique dominicale, corroborée par la multiplication des vocations, l'essor de la pensée et des mouvements religieux, etc., quels n'auraient pas été les cris de joie, les bulletins de victoire et les actions de grâces ! Alors, l'apport eût été réellement « positif et bénéfique », et l'on n'eût pas manqué d'invoquer la parole du Christ : *« On juge l'arbre à ses fruits. »*

★ Membre de l'Institut.

(1) *La Croix*, 28-29 juin 1975. Précisons que d'après d'autres sondages de l'IFOP, le pourcentage s'élevait à 37 % en 1952 et à 35 % en 1958 (même source). Passages soulignés par nous.

Un sondage plus récent de l'IFOP auprès des Français de vingt-cinq à trente ans révèle, également, que l'« incroyance a considérablement progressé » et la pratique religieuse davantage encore. Sur 64 % de Français de vingt-cinq à trente ans qui s'affirment croyants, 8 % seulement assistent à la messe dominicale (*Vie catholique*, 18-24 juin 1975).

L'ABBÉ COACHE ACCEPTE SA DESTITUTION PAR ROME

L'abbé Louis Coache, animateur du mouvement traditionaliste le Combat de la foi, ancien curé de Montjavoult (Oise), déclaré suspens par son évêque en 1969, annonce dans une déclaration écrite, qu'il accepte sa « *destitution* » par Rome, mais qu'il continuera son « *combat* ».

L'abbé Coache, qui avait été destitué par Mgr Stéphane Desmazières, évêque de Beauvais, pour ses prises de positions hostiles aux réformes du dernier concile, fait allusion à la sentence d'une commission cardinalice romaine en date du 7 juin dernier. Celle-ci donne entièrement raison à l'évêque de Beauvais.

« *Me trouvant donc en situation régulière puisque je me soumets à la mesure disciplinaire de ma destitution*, écrit l'abbé Coache, *je reçois de bon cœur la croix qui m'est ainsi offerte et je reste étroitement attaché à la sainte Eglise catholique romaine, l'aimant intensément, même si ses plus hauts ministres m'ont condamné sans m'avoir ni convoqué ni entendu.* » Mais l'ancien curé de Montjavoult ajoute aussitôt : « *Nous continuerons à combattre pour l'honneur de Notre Seigneur Jésus-Christ et de son Eglise sainte et immaculée... et jamais nous ne la confondrons avec la nouvelle religion qui prône le bonheur terrestre, le plaisir, la révolution et la liberté de tout faire, qui démolit la messe, le sacerdoce, le catéchisme et tout le surnaturel : c'est l'antithèse du christianisme.* »

MÉDECINE

CORRESPONDANCE

L'infection post-opératoire et la chirurgie sous bulle

Suite à l'article « L'infection post-opératoire au C.H.U. de Lille, un remède : la bulle », paru dans le Monde *du 29 juillet, le docteur Lannelongue, qui fut l'un des premiers à utiliser cet équipement, nous écrit :*

C'est une erreur de lier la lutte contre l'infection post-opératoire à un seul remède. L'origine de cette infection est actuellement l'objet d'études très poussées, dont les résultats seront communiqués en temps utile aux journaux. Il est déjà certain que le plus souvent l'infection n'est pas due seulement à la présence de microbes dans l'air, mais que ceux-ci peuvent intervenir dans certaines conditions dues aux malades, aux locaux, au personnel, entre autres facteurs.

En fonction de ces conditions, les chirurgiens choisissent tel ou tel procédé de décontamination ; dans ce cadre se place évidemment la bulle, mais aussi tous les types d'enceintes stériles, d'atmosphères filtrées, les salles d'opération réservées, les désinfections systématiques, etc.

C'est une deuxième erreur de faire cautionner la valeur de la bulle par l'expérience d'un chirurgien qui n'utilise la bulle « qu'une ou deux fois par semaine depuis mai dernier ». Il faudrait expliquer pourquoi les autres jours les malades peuvent s'infecter, expliquer aussi qu'il faut plus de deux ans de recul pour affirmer l'efficacité d'une méthode luttant contre l'infection. Ces conclusions n'ont donc aucune valeur (quant à l'avantage qu'aurait le chirurgien de pouvoir fumer pendant l'intervention, il ne mérite pas d'être mis à l'actif de la bulle !).

Il n'existe actuellement aucune preuve statistique formelle de l'efficacité de la bulle sur l'infection post-opératoire. Ayant exécuté personnellement plus de cent vingt interventions sous bulle, je suis probablement le chirurgien le plus expérimenté sur cette méthode. Or je ne me suis permis aucune déduction quand je l'ai présentée à la Société nationale d'orthopédie, avec l'aide des docteurs Burdin et Pelicot et de leur chef de service, le professeur Castaing, qui ont été les premiers à travailler à la mise au point de cet appareil. Une récente présentation d'une bulle semblable dans une revue anglaise ne se permet aucune conclusion. Le congrès de la Société internationale d'orthopédie, à Copenhague, il y a quelques jours, n'a apporté aucun argument supplémentaire.

La troisième erreur est de laisser ainsi croire que la survenue d'une infection post-opératoire après une intervention sans bulle permettra au malade de reprocher à son chirurgien de ne pas avoir de bulle (...).

Au total, la bulle française est l'appareil probablement le plus efficace existant actuellement pour obtenir une atmosphère stérile. Elle a résolu pour moi les problèmes que j'avais à résoudre. Elle ne résout absolument pas le problème de l'infection post-opératoire.

[L'article mis en cause ne prétendait à aucun moment que la « bulle » était le seul remède : cet équipement était tout au plus présenté comme une des armes efficaces dans la lutte contre l'infection post-opératoire. — X. W.]

● *Choléra au Portugal.* — Deux personnes sont mortes du choléra dans le nord du Portugal où plus de cent trente-cinq cas ont été décelés, ont rapporté, vendredi 8 août, les services de santé portugais.

Les premiers cas, cet été, avaient été signalés à la fin du mois de juillet, huit dans le nord du pays et un à Lisbonne.

L'an passé, l'épidémie avait fait cinquante morts et plus de deux mille cinq cents cas de choléra avaient été décelés. — *(Reuter.)*

● *Vingt cas de typhus* ont été enregistrés vendredi à Cutro, une commune de treize mille habitants, près de Catanzaro, en Calabre. Les vingt personnes ont été hospitalisées.

Il semblerait que la pollution de l'eau soit à l'origine de ces cas de typhus, le déversement des égouts se faisant près des pompes alimentant la ville en eau « potable ». — *(A.F.P.)*

DÉFENSE

DANS LA REVUE « ARMÉES D'AUJOURD'HUI »

Autant supprimer le corps de bataille que de continuer à l'amputer

écrit le colonel Boissau

Le colonel Raymond Boissau, adjoint à la planification de l'Etat, major de l'armée de terre, estime, dans le numéro d'août de la revue *Armées d'aujourd'hui*, éditée par le service d'information du ministère de la défense, que le corps de bataille français est actuellement « *à un niveau minimum* ».

« *Il serait moins insensé de le supprimer radicalement, en en tirant les conséquences politiques, que de l'amputer silencieusement* », écrit-il. Le colonel Boissau rappelle que le deuxième plan d'équipements à long terme s'est soldé par un déficit de 30 %, et de 15 % pour le troisième plan.

« *En toute logique, et dès à partir de 1975, il faudra choisir entre trois voies : un support financier suffisant, une qualité réduite des matériels, un volume diminué des forces modernes.* »

Quelle serait l'efficacité et le poids politique de nos formations « *dotées de fusils modèle 1936, alors que les armées de jeunes nations, dont la population est peu nombreuse et l'économie inexistante, s'équipent de fusils automatiques du dernier modèle sortis des usines américaines, russes, allemandes ou françaises ?*

» *Si l'on comptabilise les chars de bataille des divisions françaises, le nombre visé pour les années 1985 — dont les deux tiers sont dès maintenant réalisés — nous situera au-dessous de l'Angleterre, de la République fédérale allemande, de l'Egypte, d'Israël, de la Syrie, et juste au niveau de la Jordanie. Ne parlons pas des Deux Grands. Notre corps de bataille est bien à un niveau minimum.* »

PAX CHRISTI DEMANDE UNE AMÉLIORATION DU STATUT DES OBJECTEURS DE CONSCIENCE

La section française de Pax Christi, mouvement catholique international pour la paix, estime dans une note de réflexion au sujet des objecteurs de conscience qu' « *il n'est pas admissible que la société continue à envoyer en prison, non des malfaiteurs, mais des garçons d'une haute conscience morale* ».

Analysant les différents cas d'objections de conscience en France et les problèmes qui se posent malgré la loi de 1963, Pax Christi réclame une « *amélioration* » du statut des objecteurs :

1) Par une « *publicité de la loi* » (la plupart des jeunes gens ignorent son contenu et ne peuvent donc pas s'en servir) ;

2) Par la « *prise en considération des motivations d'ordre politique, au sens le plus large et le plus élevé du terme* » (alors que jusqu'ici seuls sont retenus les critères religieux ou philosophiques).

La note de Pax Christi, publiée aux éditions Le Centurion souligne « *la très grande utilité de l'objection de conscience* » pour attirer l'attention « *des responsables et des masses sur les problèmes posés par le « désordre établi* ». « *L'injustice et la violence*, ajoute la note, *règlent trop souvent les rapports humains dans la société internationale, plus encore qu'à l'intérieur des nations ; des chrétiens ne peuvent accepter cela passivement. L'objection de conscience est un moyen d'agir. Elle fournit aussi aux non-objecteurs une occasion de réflexion et de prise de conscience politique.* »

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

M. Poniatowski rappelle la nécessité de maintenir les services publics dans les petites villes

Dans la dernière lettre de la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, chargé de l'aménagement du territoire, fait notamment les réflexions suivantes :

« Nous sommes un pays de longue tradition agricole, et ce secteur a longtemps dominé notre économie. Le profond mouvement de migration vers les villes ne signifie pas seulement pour nous un transfert de population. Il est au cœur d'une véritable révolution socio-économique de notre pays. C'est tout notre ancien équilibre qu'il remet en cause. Aussi est-ce avec la plus grande attention que nous devons l'examiner. Le fait qu'il se poursuive dans les proportions que nous révèle le recensement est naturellement très préoccupant.

» Il nous engage en tout cas à poursuivre notre effort de rénovation du monde rural.

» Mais il apparaît aussi très important de veiller aux structures de vie de ce monde rural.

» Les hommes et les femmes de la terre veulent, aujourd'hui, vivre comme tout le monde. C'est une exigence, au demeurant fort légitime, qui tend, et tendra sûrement au cours des années à venir, à prendre le pas sur la recherche d'un travail...

» C'est pourquoi l'un des axes majeurs, avec bien entendu le développement économique et la création d'emplois sur place, de notre politique d'aide aux petites villes et aux pays, porte sur le maintien et, mieux encore, sur le renforcement des services collectifs en milieu rural... »

Le ministre parle d'or ; ce ne sont pas, par exemple, les habitants d'Uzès qui le démentiront.

IL ÉTAIT UNE FOIS UZÈS...

Il était une fois une petite ville heureuse. Uzès, sept mille cinq cents habitants, dans le Gard. La modeste capitale d'un terroir niché au cœur des Cévennes protestantes, à l'écart des grandes routes : l'Uzège. Là vivaient et travaillaient sans hâte vingt mille Méridionaux qui ne demandaient rien à personne. Ils taillaient leurs vignes, récoltaient leurs asperges, s'employaient dans une vingtaine d'entreprises à taille humaine et se contentaient de la sous-préfecture, du tribunal et du vieux lycée que leur avaient légués les Républiques.

Comme la ville était belle, chargée d'histoire mais un peu à l'abandon, on entreprit sa restauration. Dans le secteur sauvegardé de l'ancienne place aux Herbes, l'Etat accepta d'investir 10 millions pour rendre à la vie d'admirables demeures sur arcades. La ville et les propriétaires, par leurs apports, triplèrent cette somme. Sur les deux cents appartements qui devaient être rénovés, la moitié accueilleront leurs occupants à la fin de cette année. Par contagion, la ville entière faisait peau neuve. Ses corps de métier étaient devenus des spécialistes de la restauration. Sur les ordinateurs des recensements, Uzès ne progressait qu'à petits pas, mais ne s'en plaignait pas. Par tradition, on y préférait l'équilibre aux emportements de la croissance à tout va.

Ce goût de la mesure, et même de l'autarcie, était sans doute une insulte au progrès. On entreprit d'y mettre bon ordre. La sous-préfecture, puis le tribunal, et même la maternité, furent retirés à cette Uzès décidément trop « province ». Restait le lycée, un établissement plus que centenaire où les meilleurs fils du pays avaient tous fait leur rhétorique.

Parmi ceux-ci, l'économiste Charles Gide, l'oncle de l'écrivain (« Il semblait que le progrès du siècle eût oublié la petite ville ; elle était sise à l'écart et ne s'en apercevait pas... »).

Ses trois classes terminales y accueillaient une centaine d'élèves. Des privilégiés qui ne connaissaient pas leur chance : classes à effectifs réduits, professeurs attentifs, ambiance quasi-familiale et, bien sûr, minimum d'échecs aux examens.

En janvier 1974, l'éducation nationale décida que ce lycée avait trop vécu. Désormais, les enfants de l'Uzège iraient en pension dans les usines à enseigner de Nîmes ou d'ailleurs. Là-bas, au moins, ils apprendraient avec des centaines d'autres — et de manière « rentable » — ce qu'est le monde d'aujourd'hui.

Uzes, cette fois, se sentit condamnée. Qui accepterait désormais de venir s'exiler dans une ville ainsi amputée ? Et pourquoi, dès lors, avoir tant travaillé à l'embellir ? Député, maire, conseillers municipaux et simples citoyens multiplièrent les démarches et les manifestations. Au-delà de leur vieux lycée ils défendaient une idée au demeurant fort simple et tout à fait réaliste. C'est qu'il suffit d'une pichenette pour rompre un séculaire équilibre. Ils demandaient à vivre ; on fit tout pour les asphyxier. On orienta les élèves de la région vers d'autres établissements, on refusa de créer une terminale qui manquait à l'éventail des options, on interdit tous travaux de modernisation.

Enfin l'espoir changea de camp. Le gouvernement prônait une nouvelle politique en faveur des petites villes et du « pays » qui les entoure. Après dix-huit mois de combat le maire d'Uzès comprit que le moment était sans doute venu de « monter » à Paris.

En plein mois d'août, fort d'une promesse d'entrevue avec le ministre de l'éducation nationale, il s'envola pour la capitale avec deux de ses adjoints. Retenu ailleurs par « les devoirs de sa charge », M. le ministre ne put recevoir les édiles. Il leur restait à plaider le dossier devant un conseiller technique, et à reprendre l'avion. Il était une fois une petite ville qui ne voulait pas mourir...

MARC AMBROISE-RENDU.

Pour lutter contre le dépérissement de la région

M. Achille-Fould propose la création d'un « CELIB » du Sud-Ouest

De notre correspondant

Bordeaux. — Inaugurant à Gujan-Mestras (Gironde) la la septième Foire aux huitres, M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'Etat aux P.T.T., vice-président du Centre Démocratie et Progrès (C.D.P.), ancien député de la Gironde, a, le 8 août, proposé pour les régions du Sud-Ouest la création d'un organisme comparable au CELIB breton.

Après avoir constaté que le Sud-Ouest n'est qu'un vaste réservoir de main-d'œuvre pour le pays, et notamment pour les services publics, une zone de relative pauvreté par rapport à l'Hexagone et à l'Europe, une région qui a eu trop longtemps « *une mentalité d'assisté* », le secrétaire d'Etat a lancé un appel pour que le grand Sud-Ouest s'organise, sans distinction d'appartenance politique. « *Notre but*, a-t-il déclaré, *est de permettre aux femmes et aux hommes du Sud-Ouest qui désirent profondément pouvoir travailler et vivre chez eux, de trouver dans notre région les emplois auxquels ils ont droit et de conserver ainsi ce sens de la qualité de la vie qui fait qu'une vie vaut d'être vécue chez nous. Ce que les Bretons ont réalisé avec le Comité d'études et de liaison des intérêts bretons (CELIB), je crois que nous somme capables de l'organiser ici, et c'est pourquoi je demande à toutes celles et à tous ceux qui ont des responsabilités, soit économiques, soit sociales, soit politiques, dans notre région, de former un comité d'études et de liaison des intérêts du Sud-Ouest, qui nous permette de réfléchir ensemble, mais surtout d'agir pour que le Sud-Ouest n'apparaisse pas en France comme un parent pauvre.* »

« *D'autres*, a ajouté M. Achille-Fould, *ont déjà tenté, à travers les établissements publics régionaux, au sein d'associations, de s'atteler à cette tâche de développement. Leurs efforts sont déjà importants. Mais je crois pour ma part que c'est au niveau d'une grande entité Sud-Ouest que nous devrons désormais agir et non pas seulement dans le cadre, utile certes mais limité, que nous assignent les fonctions administratives.* »

M. Aymar Achille-Fould a indiqué que « son » comité d'études et de liaison des intérêts du Sud-Ouest (CELISO), serait mis en place d'ici la fin de l'année. — P.C.

[Cette proposition du vice-président du C.D.P., membre du gouvernement, ne peut pas ne pas gêner l'action régionale de M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, maire de Bordeaux et président du conseil régional d'Aquitaine. Celui-ci, que nous avons interrogé, s'est refusé pour l'instant à tout commentaire.]

ENVIRONNEMENT

L'AGENCE POUR LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE LANCE DEUX OPÉRATIONS DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT SOCIAL

Pour la première fois en France une expérience d'amélioration de l'isolement thermique de logements par l'extérieur va être lancée avec l'aide financière de l'Agence pour les économies d'énergie. Cette opération concerne douze H.L.M. situées dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Oise, au total huit cent trente et un appartements.

Il s'agira d'isoler les terrasses, les parois, les planchers, et d'installer des doubles vitrages sur des fenêtres existantes. Chaque bâtiment ainsi « traité » fera l'objet de mesures périodiques et sera comparé avec un bâtiment témoin conservé en l'état.

Cette opération permettra de sélectionner les meilleurs procédés et matériaux d'isolation externe, technique intéressante, difficile, mais dont les coûts et les résultats sont mal connus. La subvention accordée par l'Agence pour les économies d'énergie atteint 1 million 760 000 francs.

Une seconde expérience dotée de 400 000 francs de subvention consistera à améliorer le chauffage par géothermie de deux mille logements H.L.M. déjà achevés, et de deux mille autres projetés à Creil (Oise). Il s'agit cette fois d'augmenter le rendement du chauffage géothermique qui doit équiper ces logements par l'usage de pompes à chaleur de grande puissance.

FAITS ET PROJETS

Aménagement du territoire

● LES DEUX DEPARTEMENTS DE LA CORSE. — Le *Journal officiel* du 9 août publie un décret du premier ministre établissant les chefs-lieux des deux départements créés en Corse : celui de la Corse du Sud est fixé à Ajaccio ; celui de la Haute-Corse, à Bastia.

Environnement

● LE COMITE DE SURETE NUCLEAIRE. — Le comité interministériel de la sûreté nucléaire est créé par un décret du 4 août (*Journal officiel* du 9 août). Réunissant une dizaine de ministres, il doit « *coordonner les actions destinées à assurer la protection des personnes et des biens contre les dangers et les nuisances* » des installations nucléaires et des substances radioactives (protection des travailleurs, rejet des effluents, sûreté des installations, etc.). Les installations intéressant exclusivement la défense nationale sont exclues de la mission du comité.

Paris

● TERRASSE D'ORLY ROUVERTE AU PUBLIC. — Interdite au public depuis le 21 janvier dernier après les attentats terroristes des 13 et 19 janvier, la terrasse supérieure du quatrième étage de l'aérogare sud d'Orly est à nouveau accessible au public depuis le 9 août. Elle est équipée de vitres à l'épreuve des balles.

L'accès des autres terrasses de l'aérogare demeure interdit.

P.T.T.

● *TAXE DE RACCORDEMENT MOINS CHERE POUR LES « ANCIENS » ?* — M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'Etat aux P.T.T., a indiqué, le 8 août à Europe 1, que la France rattraperait, entre 1980 et 1982, le niveau de l'Allemagne fédérale et de la Grande-Bretagne pour ce qui concerne l'équipement téléphonique.

Quant à la taxe de raccordement, actuellement fixée à 1 100 F, « *ce qui est encore trop cher* », estime M. Achille-Fould, elle sera diminuée pour tout le monde, et « *dans des proportions plus importantes* », en particulier pour les personnes âgées, les handicapés et « *les Français qui ont les moyens les plus faibles* ».

FEUILLETON

NUMERO 29

le beau Solignac

DE JULES CLARETIE
de l'Académie française

Paris, automne 1809. — La comtesse de Farges, dont est épris le beau colonel Henri de Solignac, vient d'obtenir de Napoléon la grâce du commandant Rivière, membre d'une conjuration dirigée contre l'Empire. Libre, celui-ci a rendu visite à Thérèse, sa femme, qui le trompe avec le perfide marquis d'Olona, *et s'en repend.*

LE FANTOME DE LA RUE MONTMARTRE

LE commandant Rivière s'arracha à Thérèse plutôt qu'il ne la quitta. Il se sentait faiblir. Il avait besoin de se reconquérir lui-même, de se rendre compte de l'outrage et de la douleur pour ne pas céder à un sentiment de pitié qui l'envahissait. La vue de Thérèse, maigre, pâle, alanguie, lui avait serré le cœur. Et puis il l'aimait, en dépit de tout, il l'aimait toujours !

Poussé par un désir ardent — l'âpre désir qu'on a de souffrir en fouillant les cendres encore chaudes du foyer éteint — il éprouva la tentation de revoir le logis où il avait été si heureux autrefois, quand il ignorait tout, quand la trahison ne lui était pas connue, quand lui, qui aimait si profondément, il se croyait si fidèlement aimé.

Cet homme, qui faisait peu de cas de la vie, cet homme austère et résolu qui savait comment on regarde en face le danger, fit alors, avec une sorte de tremblement intérieur, le pèlerinage de son appartement de la rue Montmartre, demeuré vide depuis la nuit où les agents de Fouché l'en avaient arraché.

C'était là qu'il avait vécu les plus belles heures de sa vie, là qu'il avait pressé dans ses bras cette Thérèse, là qu'il avait agité avec Thévenot et ses amis les destinées de la patrie ! C'était là qu'il avait serré la main de cet Agostino dont le nom lui faisait maintenant bondir le cœur.

Le commandant s'arrêta un moment sur le trottoir de la rue Montmartre qui faisait face à l'angle de la rue de la Jussienne, et d'en bas il regarda les fenêtres fermées de sa demeure. Celle-ci était la fenêtre de son cabinet de travail, celles-là étaient les deux fenêtres de la chambre de Thérèse ! Quand il rentrait autrefois au logis, il levait la tête vers elles, et, quand il apercevait la lumière qui filtrait entre les persiennes, il se disait : « Elle veille ! ». Que tout cela était loin ! Que de rêves, et de quelle main brutale la réalité les avait fustigés !

— Entrons, se dit Claude.

Le portier de la maison faillit tomber à la renverse en apercevant le commandant.

— Vous n'êtes pas mort ?

— Non, mon ami !

— On vous disait fusillé depuis deux mois, un matin, en secret, au petit jour.

— On se trompait, vous voyez !

Rivière prit la clef de son logis. Il entra. Chose étrange, en pénétrant dans cet appartement vide et muet, il lui semblait qu'il entrait chez autrui, qu'il se glissait là comme un voleur. Personne ! Les volets tirés, les meubles enveloppés de housses blanches comme des suaires. La nuit venait. Ce soir de novembre était sombre et glacé. Rivière éprouva une sorte de frisson en revoyant son logis que les domestiques avaient remis en ordre au lendemain de l'arrestation, mais où, depuis ce temps, nul n'était venu.

— Il me semble que c'est un tombeau, se disait-il en hochant la tête.

Et c'était un tombeau, en effet, le tombeau de sa foi, de ses illusions, de ses chimères !...

Il allait et venait, à travers ces pièces désertes, comme un spectre qui visiterait le coin de terre où il a vécu.

Ses pas, criant sur le parquet ou s'étouffant sur le tapis, lui faisaient l'effet d'avoir quelque chose de funèbre.

Dans la cheminée de son bureau, le feu était tout préparé, comme si l'on eût attendu le maître, ce maître de la maison déserte que le hasard seul ramenait ici. Rivière le fit flamber et alluma des bougies. Puis il resta là, songeant, regardant les flammèches lécher les bûches de bois, et se laissant peu à peu aller à ce songe que rien n'était arrivé, que Thérèse était toujours là, et que le bonheur n'était point mort.

Il n'osait pas entrer dans la chambre qu'elle avait occupée ! Il avait peur du fantôme même de cet amour. Il se leva pourtant, il ouvrit, en tremblant, cette porte qu'il avait poussée, autrefois, lorsque la jeune femme, hier fiancée, frissonnait en entendant s'approcher son époux. Il la revoyait dans chaque meuble, dans tous les angles de cette chambre sombre ; il lui semblait que son image passait, furtive, au fond de la glace, et Claude Rivière éprouvait cette sorte de sensation des gens qui sont comme frôlés par quelqu'un d'invisible.

« Je t'aimais pourtant, Thérèse, pensait le commandant. Et nous pouvions être si heureux ! »

Il n'avait jamais, durant toute sa vie, éprouvé une émotion aussi pénétrante. Il se sentait remué jusqu'au fond de l'être, et, la gorge étreinte, il se faisait violence pour ne pas verser de larmes. Mais, comme les cœurs bronzés et brisés à la fois avaient encore des pleurs, Claude Rivière se laissa lentement tomber à genoux à côté du lit où avait reposé Thérèse, et, sa tête altière s'enfonçant dans l'oreiller, il resta là, sanglotant peut-être, mais silencieusement, et son corps tout entier secoué par des mouvements convulsifs.

***

Combien de temps demeura-t-il là, comme perdu dans le passé ? La nuit était depuis longtemps venue. Les bougies, tout à l'heure allumées, achevaient de se consumer.

« Je conçois, se dit Claude, ceux qui restent enfermés tout un jour dans une tombe, parlant à ceux qui ne sont plus. Moi aussi, je viens de parler à une morte ! »

Un furtif sourire éclaira son visage mâle.

« Une morte ! dit-il. Et pourquoi ? Je tiens sa vie entre mes mains. Si j'ai la force d'oublier, de lui tendre les bras, elle renaîtra, la pauvre âme meurtrie ! »

Il y avait, traînant sur la cheminée, une étroite ceinture de soie à boucle d'argent qui avait serré la taille élégante de Thérèse. Il prit ce ruban, il le porta à ses lèvres, comme un amoureux de vingt ans baisant une relique d'amour, et il le glissa dans la poche intérieure de sa lévite et partit.

***

Au bas de l'escalier, il vit un groupe de curieux, de gens de la maison qui l'attendaient au passage et le saluèrent d'ailleurs avec respect. Mais cette curiosité lui déplut. Il passa rapidement en rendant le salut.

Dans la rue, il doubla le pas, se dirigeant vers la maison de Bernard Thévenot. Il devait être assez tard déjà. Les passants étaient fort rares ; le froid, très vif, poussait chacun à rentrer chez soi.

Pourtant, Claude Rivière n'avait pas fait vingt pas qu'il poussa involontairement un cri de surprise et de colère : un homme, marchant rapidement, avait passé auprès de lui, et, à sa démarche, à sa taille, à sa silhouette — et, en vérité, aussi à un secret instinct, — le commandant avait reconnu le marquis d'Olona. Ciampi se dirigeait vers les Halles.

C'était le chemin contraire à celui que Rivière voulait suivre. Mais le commandant n'était pas homme à laisser échapper l'occasion de bondir sur le misérable et de le châtier. Claude n'avait point d'armes. Qu'importe ! Il avait ses mains, il lui semblait qu'il n'avait qu'à sauter à la gorge du traître pour l'étrangler.

Ciampi, d'ailleurs, marchait rapidement. Claude, stupéfait, l'avait laissé gagner du terrain, en demeurant tout d'abord comme cloué au sol, et la silhouette de l'Italien s'effaçait déjà, se fondait dans un léger brouillard.

Le commandant, pressant le pas, se mit alors à sa poursuite ; le pavé glissant l'empêchait d'avancer avec la rapidité qu'il eût souhaitée. La distance qui le séparait de Ciampi diminuait et Rivière, haletant, se disait qu'Agostino était à lui, enfin !

Tout à coup, l'Italien, traversant rapidement la chaussée de la rue, sembla frapper à la porte d'une maison, ou du moins en franchit le seuil et disparut brusquement dans le pâté de bâtiments qui fait face aux dernières maisons de la rue, auprès de l'église Saint-Eustache.

La rue était déserte. On n'entendait qu'un fourmillement vague au loin : — la rumeur indistincte de Paris la nuit.

Claude Rivière avait donc pu facilement surveiller les mouvements d'Agostino. Il chercha à deviner dans quelle maison l'Italien était entré. Toutes ces portes étaient closes ; une seule s'ouvrait, béante, non comme un logis, mais bien plutôt comme une allée. N'était-ce point là que s'était réfugié Ciampi ?

Cette ouverture de bâtiment avait l'air mystérieuse, lugubre. Claude avait maintes mois passé devant sans en remarquer l'étrange aspect.

Et point de porte : une grille ! Certes, voilà où était entré le marquis.

« Allons ! » se dit Rivière.

Il fit lui-même quelques pas dans cette sorte d'antre.

Il pénétra dans cette ombre. C'était le passage de la Reine-de-Hongrie.

***

Il est fort peu de Parisiens qui connaissent le passage de la Reine-de-Hongrie, même parmi ceux qui ont fait, le plus souvent, des promenades ou des courses tout près de Saint-Eustache.

C'est un étroit et sombre couloir qui va de la rue Montmartre à la rue Montorgueil, s'ouvrant sur les deux voies par une porte bâtarde : un de ces coins de Paris qui sentent le mystère et le drame. Deux petites cours intérieures donnent à ce passage un sinistre aspect claustral, ou plutôt on s'y croirait dans le préau d'une prison. Les maisons sont hautes, avec leurs murs noirâtres, percés de fenêtres étroites, et les murailles élevées et plates, semblables à certaines constructions austrasiennes qu'on voit encore à Metz. Le ciel n'apparaît entre la découpure géométrique, l'espèce de losange des maisons, que comme un lambeau enlevé à l'emporte-pièce. Des escaliers sombres, aux doubles rampes de fer noirâtre et à demi rouillé s'ouvrent sur les couloirs étroits de ce passage où, dans l'enfoncement, apparaissent, semblables à des huttes, des boutiques de charbonniers ou de marchands de ferrailles. L'étonnement et l'angoisse vous saisissent à la première vue de ce lieu de misère qui, à cette heure encore, sent la détresse, la chicane, avec ses affiches du Mont-de-Piété et ses tanières de petits débitants.

En 1809, le passage de la Reine-de-Hongrie — qu'on appelait ainsi à cause d'une enseigne peinte, aujourd'hui disparue et remplacée par une plaque de marbre — ce passage qui, de 1792 à 1806, s'était appelé le passage de l'Egalité et venait de reprendre son nom primitif, avait à peu près la même apparence sordide qu'aujourd'hui.

Claude Rivière se rappela, d'ailleurs, que le passage existait, mais seulement lorsqu'il fut arrivé à mi-chemin de cette sorte de couloir.

« Tonnerre ! se dit-il avec fureur. Agostino m'échappe ! Il m'avait vu comme je l'avais deviné moi-même ! Il aura fui par la rue Montorgueil ! »

Le commandant pressait le pas cependant, comme s'il eût espéré atteindre le marquis.

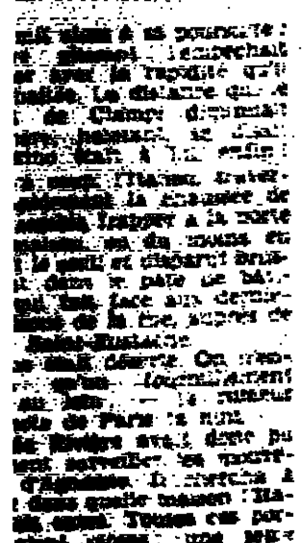
Il était ou se croyait seul dans l'étroit et sombre passage, et il en avait déjà franchi la première cour, lorsque, tout à coup, derrière lui, il entendit des pas précipités et, se retournant, il aperçut des ombres indistinctes, trois ombres, qui se dirigeaient droit vers lui.

(A suivre.)



Le Monde aujourd'hui





Vu de Bretagne

Dans le vent des Glénans

IL ne fallait pas l'oublier : les règles de la terre, les règles physiques, ne tiennent pas sur l'Océan. Sur ce yacht de 7 mètres qui tente de couvrir les 15 miles qui séparent l'archipel des Glénans du petit port de Belon, on retrouve les musiques et les lois d'un monde autre.

D'abord le vent. Un nordet sec et opiniâtre de force 6. C'est une rumeur de souffles. C'est une puissance roulante et vacarmante qui rudoie le navire. Il est là le vent, partout, dans le mât, à l'étrave et surtout dans la grand-voile et le foc. Réfugié dans la cabine, la gîte du bateau m'agite le cœur. Alain, médecin à Moëlan-sur-Mer, et barreur intrépide, nous avait prévenus : *« Le retour sera plus rude ! »* En effet.

Des cathédrales

Tout cogne. Dans les creux, la carène tape la surface rugueuse de la mer. Sur un rythme impair. Comme dans toute bonne chanson. La coque vibre, le gréement durement travaillé par toute une pentecôte de vents, de langues salées, d'esprits invisibles émet un bruit de batterie parmi les profondes harmoniques des lames toujours recommencées.

Pas un oiseau sur la mer. Ils criaient tout à l'heure sur les grèves de l'île Saint-Nicolas, souverains dans le triomphe des airs. Ici c'est un autre triomphe. Devant tout ce roulement de puissances, que faire d'autre que de s'adonner au courage et à la science du barreur ? Il sait diriger, maîtriser ce bateau frêle dans ce concert liquide et hurlant. Ses mains fines sur la barre, voguant au plus près, il biaise avec la lame et le vent. Périodiquement, une pluie d'embruns fouette son suroît. Le voilà chef d'orchestre, chef d'un opéra où les bombardes et les violons du nordet crient la redoutable beauté de l'univers.

Le transistor : le speaker de R.T.L. parle de bouchons à Nogent-le-Rotrou. Dérisoire. A tout prendre, on se sent mieux dans tout ce fracas, sur cette route mouvante et bouillonnante, que dans les tape-culs des entrées de Paris. Et s'il est une autre chanson qu'on aurait aimé entendre, cela aurait pu être *Wind of Keltia*, d'Alain Stivell. Ou les *Walkyries* de Wagner. Vagues qui rient...

L'aller, au grand largue et sous *spi*, avait pourtant été radieux. Nous étions six amis. Nous avions déjeuné dans une idylle de soleils et de mouettes. Au retour, dans ce remuement, nous avions mis quatre heures et avions changé maintes fois de *bord*. Les routes de la mer ne sont jamais des routes droites.

Mais quel plaisir, dans le soir *frais*, de rentrer dans la rivière du Belon. Pignons blancs des maisons bretonnes, toits bleus, cascade verte des pins. Calme plat après le délire des éléments. J'ai aidé Alain à ra*masser la toile. Piètre matelot, vraiment !*

Mer, je suis devant toi un croyant fidèle animé de la foi du charbonnier. Je t'aime et je te crains. Tu peux te rire de moi, du moins devant ta splendeur divine, je suis le plus humble des pratiquants. Humble, tout petit, comme cet oiseau de terre qui vient de chanter sa dernière chanson dans un chêne de Belon.

Là-bas, au large, la houle poursuit son hymne. Les Glénans sont des cathédrales.

XAVIER GRALL.

BÉNÉVOLAT

Les samaritains du divorce

SOUS les combles d'un vieil immeuble niché derrière l'Institut, l'équipe tient permanence trois après-midi par semaine, les lundi, jeudi et samedi. Il y a là des non-spécialistes (qui ont cependant reçu la formation de conseiller familial) et des conseillers, juridiques et conjugaux, hommes et femmes, eux-mêmes mariés, séparés ou divorcés ; il y a aussi un prêtre et un pasteur.

« Foyers dissociés » (1), l'association qu'ils animent, n'est ni un service social, ni une association syndicale ou confessionnelle, ni un club de divorcés, ni un service de placement. Seulement un repaire d'amis pour ceux qui, à la suite de l'éclatement plus ou moins brutal de leur foyer, ont besoin d'une aide globale au moment où toutes les difficultés arrivent en même temps.

Plaque tournante

« C'est à Nogent-sur-Marne, où je m'occupais de jeunes lycéens, dit Xavrier Friocourt, le directeur, *que me sont apparues les répercussions navrantes sur les enfants, surtout à partir de la classe de troisième, d'une mésentente familiale. J'ai vu aussi des femmes, séparées ou divorcées, mal informées de leurs droits et effrayées de ce qui les attendait. Il fallait un service polyvalent ; nous nous sommes attelés à la tâche. »*

« Foyers dissociés », qui rentre aux termes de la loi Neuwirth, de juillet 1974, dans le cadre des *« établissements d'information et de conseil familial et conjugal »*, c'est d'abord une plaque tournante. Lors du premier entretien, on y écoute avec attention la personne qui crie à l'aide, meurtrie par cette situation nouvelle dans laquelle nul ne pense se retrouver un jour. On discerne ensemble les problèmes qu'il faudra affronter, on lui indique les portes où elle peut frapper. Sans prendre parti. C'est aux gens eux-mêmes de prendre les décisions qui conviennent.

Solitude

Un millier de personnes ont fait appel à « Foyers dissociés » depuis sa création en mars 1972, mais l'équipe s'estime en mesure de tripler le nombre des ses interventions. Visites, lettres (ou coups de téléphone pour les gens de province) se succèdent. Parfois, il s'agit d'une simple demande de renseignements pratiques. L'équipe d'accueil, familiarisée avec les subtilités légales ou administratives, n'a pas la solution-miracle à tous les problèmes : un juge spécialisé dans le droit de la famille est présent le samedi ; mais les questions de logement et de travail doivent être renvoyées devant les services compétents.

Parfois, un soutien psychologique à plus long terme est nécessaire : des conversations régulières avec un conseiller conjugal aideront à surmonter le sentiment angoissant de l'échec et la peur de la solitude. Tous les lundis, la même dame téléphone : *« Juste un petit moment. Mais cela fait du bien d'entendre votre voix. »* Solitude d'autant plus écrasante que l'on a cru assurer les fondements du couple en misant tout sur l'Autre : *« A partir de mon mariage,* reconnaît une mère de famille, *j'ai renoncé à tout, même au piano. »*

Le bataillon le plus large est sans conteste celui des femmes de cinquante, soixante ans, sans qualification professionnelle et de milieu modeste, démunies affectivement et matériellement : les cas de non-contribution de l'époux aux charges du ménage ou de pension alimentaire impayée sont fréquents. Le téléphone sonne. C'est un appel de province : *« Jusqu'ici, j'étais prise dans le tourbillon du divorce. Vous me comprenez, n'est-ce pas ? Le divorce, c'est comme une explosion ; après, tout est par terre. Je suis sûre que vous pouvez m'aider, c'est si difficile de trouver quelqu'un qui vous écoute vraiment. »*

Il y a aussi de très jeunes femmes, des moins de trente ans. Dans une lettre, l'une parle de ses enfants nés coup sur coup, de son mari régulièrement en prison. Elle hésite encore à divorcer alors même qu'elle en a fait la demande. On sent, à la lire, qu'elle reste attachée à son mari et voudrait pouvoir lui faire confiance. *« Il est difficile pour nous de déceler dans cette lettre la vraie demande. Tant de problèmes s'entremêlent : réinsertion professionnelle de l'homme à sa sortie de prison, contraception à envisager, aide morale à prodiguer. Sur le plan juridique, nous allons donc proposer lors de la conciliation qu'on renvoie l'affaire à six mois pour permettre au couple de faire le point ; et nous donnerons à la femme l'adresse d'un centre de planning familial. Cela, c'est le plus pressé.*

» Notre action a des limites, reprend Xavier Friocourt. *Cette jeune femme de vingt-deux ans à qui son mari menait une vie infernale, et qui ne pouvait divorcer faute d'argent, nous l'avons soutenue tout au long de sa procédure, en lui faisant obtenir l'assistance judiciaire, en la mettant au courant de ses droits (elle craignait qu'en quittant le domicile conjugal elle ne se mette dans son tort et perde la garde de l'enfant). Mais cette autre jeune femme, une Martiniquaise, débarquée un soir dans notre local avec ses bagages et un enfant sous le bras, nous ne pouvions malheureusement ni l'héberger ni lui procurer un secours matériel, faute de ressources. »*

Les hommes

Enfin, il y a les hommes, un tiers environ des consultants. Tel celui-ci qui sonne un jour à la porte, un homme jeune, dans la trentaine. *« Décomposé. Tout de suite il m'a dit : « C'est dramatique, ma femme est partie avec les enfants sans prévenir. » Je l'ai fait entrer et s'asseoir. Il ne s'y attendait pas du tout, ignorait où elle était. Ce n'était pas la première fugue pourtant : jusque-là, il avait porté plainte pour abandon de domicile conjugal. Chaque fois, elle lui est revenue. Il dit qu'il l'aime encore. Cette fois-ci, elle semble décidée à demander le divorce. Que faire ? On lui conseille, dans la mesure où il reste un petit espoir, de proposer une rencontre avec un tiers, un conseiller conjugal. Si cela échoue, on l'aidera à s'en tirer le mieux possible pour lui et pour les enfants. »*

De cette aide, nul n'est exclu. A l'entrée, pas de fiche à remplir. On ne donne son nom (véritable ou pas) qu'après l'entretien, afin d'être repéré aisément au prochain contact. Sur la table autour de laquelle on parle en tête à tête, une pancarte : *« Participation aux frais de 5 à 50 F selon vos possibilités. »* Juste de quoi payer le loyer et le téléphone.

Le bénévolat serait-il une garantie de bonne humeur ? On pourrait le croire à « Foyers dissociés ». Le tutoiement dans l'équipe est de rigueur. *« Le travail en franc-tireur est impossible. Il faut s'interroger ensemble sur les cas difficiles. »* Cette mise en commun spontanée, institutionnalisée par la loi Neuwirth sous le nom de « supervision mensuelle », permet de revoir les jugements hâtifs, avec l'aide d'une personne extérieure à l'équipe. *« Un père de famille dont la fille en instance de divorce présentait certains troubles psychiques désirait, en accord avec le confesseur de celle-ci, la mettre dans une maison de repos tenue par des religieuses. Nous avons crié au scandale. Puis, tandis que la réunion progressait, nous avons pensé que cette solution, éliminée d'emblée parce que proposée par le père, était en fin de compte raisonnable. »*

Seule déception pour « Foyers dissociés ». Cet organisme, né du besoin de dédramatiser les situations familiales dont souffrent les adolescents, ne les a pas encore vus venir à lui.

GUILLEMETTE DE SAIRIGNÉ.

(1) 9, rue Guénégaud, 75006 Paris.

Au fil de la semaine

Images d'Algérie

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

RECITS de voyages : c'est la saison, et chaque courrier en apporte quelques-uns, qui décrivent des paysages lointains ou proches, sont datés de lieux célèbres ou inconnus, racontent la vie quotidienne de peuples exotiques ou familiers. Beaucoup regardent, bien sûr, avec leurs lunettes et souvent ne trouvent que ce qu'ils s'attendaient à voir, et rien d'autre. Certaines lettres, tout de même, respirent le refus des clichés et des idées reçues, la volonté de juger et de comprendre, bien plus que la recherche de preuves et de confirmations dans un sens ou dans l'autre.

L'Algérie est à la mode cette année, et nombreux sont les témoignages, les reportages, les lettres qui content un séjour dans ce pays si longtemps, et il y a peu d'années encore, le plus beau fleuron de la colonisation française. Des jeunes, par milliers, ont observé avec curiosité le foyer national de la plus forte émigration vers la France ; d'autres sont intrigués par le système politique et social algérien, qui se veut collectiviste et néanmoins ouvert, militaire et pourtant libéral, musclé même et cependant socialiste ; la plupart enfin espèrent trouver là un climat et un accueil qui donnent, à peu de distance et à peu de frais, l'impression d'un dépaysement en même temps que le sentiment de n'être pas vraiment des touristes comme les autres, ni comme ailleurs. Et puis il y a les « pieds-noirs » qui, timidement encore, mais en nombre sans cesse croissant, viennent « faire un tour » pour revoir les lieux où ils sont nés, où ils ont vécu, avec un mélange d'attachement et d'inquiétude, de préjugés et de nostalgie.

De ces récits de voyage et de séjour au Maghreb, voici quelques images typiques choisies dans deux des lettres les plus significatives. Elles ont trait — mais elles pourraient aussi bien parler du Maroc ou de la Tunisie — à des expériences vécues par de jeunes Français en Algérie.

***

Après un séjour au Mali, trois jeunes Français regagnent leur pays à travers le Sahara et l'Algérie. En stop, tout simplement. A Timimoun, aux maisons rouge vif enfouies dans l'îlot de verdure des palmeraies, un camion s'arrête, qui les emmènera jusqu'à Ghardaïa.

« Le conducteur, écrit celui qui tient la plume pour le petit groupe, est un Algérien qui ressemble étonnamment à nos routiers. La conversation roule d'abord, tandis que nous cahotons sur les pistes ensablées, sur des sujets éternels, pimentés de toute la verve méditerranéenne : le vin, la bonne chère, les femmes... Au détour d'une phrase, les combats de l'indépendance, auxquels notre chauffeur a pris part, sont pudiquement appelés « les événements », pour ne pas nous froisser. Mais ce n'est pas parce que nous sommes français que cet homme, qui a été « passé à la gégène » par nos « pacificateurs », prêche sans cesse l'oubli et la modération. Il n'y a pas, dans son propos, la moindre trace de racisme, si peu même qu'il écarte d'un haussement d'épaules les accusations lancées contre certains Français, certains policiers, à propos des assassinats d'Algériens à Marseille et ailleurs.

» Nous rencontrons des dizaines de jeunes Algériens qui n'ont qu'un rêve : aller travailler en France. Impossible de trouver des arguments qui les dissuadent d'imaginer une sorte d'Eldorado dans « leur seconde patrie », comme ils disent si gentiment. Enfin, en voici un qui revient précisément de la banlieue parisienne où il vit depuis cinq ans, manœuvre dans la mécanique. Il n'a pas toujours eu la vie facile, il a bien rencontré quelques salauds, comme partout, mais il a pris le parti de les considérer comme juifs afin de pouvoir décharger de toute faute les « vrais Français », tous dignes descendants de Jean-Jacques Rousseau et fils de la Révolution.

» De Ghardaïa à Ouargla, nous prenons les transports en commun, des cars confortables qui ne coûtent que 7 centimes du kilomètre. Installés à la sortie de la ville, vers 20 heures, le pouce levé, nous cherchons un véhicule pour Hassi-Messaoud. Un Algérien passe, nous dit « Bonsoir », et nous répondons à son salut. Quelques minutes plus tard, il reparaît, porteur d'un pain. « Il est bien tard ; vous ne trouverez pas de voiture. La nuit va être froide. » Et il nous emmène chez des amis, qui nous accueillent comme s'ils nous attendaient et nous offrent le gîte pour la nuit. Le lendemain, nos hôtes nous ont trouvé un habitant d'Ouargla, qui doit se rendre à Tébessa, et nous emmènera donc le jour même à 650 kilomètres, sans accepter aucune rétribution, pas plus, d'ailleurs, que nos logeurs.

» De Tébessa à Constantine, je suis pris en stop par un taxi occupé par deux étudiants algériens, qui, à l'arrivée, tiennent à m'inviter à dîner, et se démènent, tard dans la soirée, pour me trouver un hôtel à la mesure de mes maigres moyens. Finalement, ils m'emmènent à la Cité universitaire, où je retrouve mes camarades, conduits là, eux aussi, par d'autres voyageurs, et déjà hébergés par le frère d'un de leurs conducteurs, qui tiendra absolument à nous faire visiter la ville, le lendemain.

» Surprenante Algérie, où il nous suffit d'être Français pour que l'on s'empresse auprès de nous ! »

***

Un autre témoignage, qui ne rend pas le même son :

« Je me suis trouvé par hasard, un soir, à Tébessa, écrit ce correspondant. Sous le ciel chargé de nuages qui ne cessent de courir sur ces hauts plateaux de fin du monde, je vois se former le cortège d'un enterrement. Je me renseigne, et l'on me dit — c'était en avril — qu'il s'agit des obsèques de Laïd Moussa, ce jeune Algérien assassiné à Marseille. Le vieux père suivait dans une voiture officielle, les yeux braqués sur le cercueil de son fils, ce fils venu de notre ailleurs, et qu'il accompagnait maintenant vers le cimetière, en contrebas des remparts. J'étais au milieu de la foule. Pas un regard, pas un geste hostile, alors que tout symbolisait un destin que chacun refusait. Ce témoignage d'une belle sérénité me paraît exemplaire et prometteur.

» Le racisme, poursuit notre correspondant, comment en parler avec vigilance et sûreté ? Comment, tout simplement, en parler ? Dirai-je, à mon retour en France, après quatre ans d'une coopération qui aura comporté normalement des difficultés et des satisfactions, comme tout contrat, que les Maghrébins sont racistes parce que les enfants du village criaient parfois « Roumi ! Roumi ! » sur mon passage, et qu'ils jetaient volontiers des pierres aux voitures qui les dérangeaient dans leurs jeux ? Ou encore parce que, une fois, on n'a pas voulu m'indiquer le chemin ?

» Non et non ! Il ne faut pas davantage tomber dans le vieux paternalisme, et dire : « Ces réactions sont normales ; ils ont des excuses : vous représentiez l'ancien colonisateur ; vous aviez une situation enviable, etc. » Les Algériens savent parfaitement faire la distinction et oublier les anciennes blessures. C'est l'indifférence envers l'étrange étranger que je suis qui me paraît normale, comme elle l'était dans mon Auvergne natale à l'égard de celui qui n'avait pas la tête du pays, et était, de ce fait, hautement suspect.

» La lutte contre le racisme, sa dénonciation, sont toujours à double tranchant. Il y a péril à manier imprudemment ce poison, même pour tenter de le détruire et, surtout, par le film et l'article. Tantôt, on tombe dans un sentimentalisme débile ; tantôt, l'enflure, l'excès de certaines démonstrations vengeresses, visant à persuader les Français qu'ils sont tous racistes, finissent par produire l'effet contraire à celui qui est recherché, et on se prendrait presque à murmurer tout bas : « Si cela continue, je vais le devenir ! »

Oui, surprenant Maghreb, étonnante Algérie surtout, qui se montre si accueillante, si chaleureuse même, à l'égard des Français, et qui inspire, sur le racisme, des propos comme ceux qu'on vient de lire.

RADIO-TÉLÉVISION

DEUX POINTS DE VUE SUR L'EXERCICE DU MONOPOLE ET L'EXPRESSION DES OPINIONS

L'avènement du pluralisme

par MAURICE SÉVENO (*)

« A vous l'émetteur », annonce l'animateur de la *station Europe 1, sans* broncher, car c'est écrit sur son conducteur d'émission, et il exécute les ordres, il invite l'antenne sarroise de la station à prendre le relais. Immédiatement on entend une publicité pour une boisson alcoolisée — interdite par la loi en *France. Puis, toujours aussi* naturellement, une autre voix enchaîne : « A vous Paris. »

Que le message publicitaire ait été diffusé directement de Paris, personne n'en doute, mais on a respecté la fiction. Le tour est bien *joué, et* la loi est bafouée par l'Etat chargé de la faire respecter et qui contrôle la station Europe 1 à travers la société SOFIRAD.

Cet exemple montre à quel point l'interférence des *intérêts* privés et de l'Etat a dénaturé la notion même de monopole et surtout de service public dans le domaine de l'audio-*visuel* en France.

Les chaînes de télévision issues de l'ex-O.R.T.F. se voient attribuées le produit de la taxe en *fonction de leur indice d'écoute.* Où est le service public ?

Progressivement les budgets des nouvelles sociétés de radiotélévision dépendent de plus en plus étroitement des annonces publicitaires. Où est l'indépendance vis-à-vis des grandes sociétés multinationales, qui distribuent plus de 90 % du volume publicitaire aux *nouvelles sociétés ?*

Mais tout ceci ne serait rien *si une telle politique*, contraire aux intérêts des auditeurs et des téléspectateurs, n'avait sa traduction immédiate au niveau des programmes.

L'abandon d'une télévision d'auteur et de création est déjà chose faite ; la rentabilité commande : il faut produire vite et pas cher au détriment de la qualité.

Une série d'émissions, fût-elle de qualité, n'obtient pas un indice d'écoute suffisant : on la supprime, c'est ainsi que le ciné-club de l'A 2 vient d'être condamné.

C'est le règne de la série américaine abêtissante, des variétés *contrôlées par le* show-business, des jeux débiles.

Quant à l'information, la « pseudo-objectivité » a fait long feu. Les techniques de manipulation du film et du magnétoscope, les découpages habiles de séquences ou d'interviews, intègrent toutes les interventions de l'opposition dans le discours *dominant. Coincés entre un jeu* radiophonique et le hit-parade, les messages subversifs du syndicaliste ou du responsable politique perdent *leur* pouvoir corrosif. L'intervention des auditeurs et des spectateurs eux-mêmes se situent toujours dans un registre mineur et anodin, mieux : *les interviews* des responsables politiques se *font* sous la même forme que le jeu des « mille francs » ou de la « case trésor » :

« Monsieur Séguy, allez-vous déclencher une grève *générale ? répondez par oui ou par non. »*

« Monsieur Mitterrand, allez-vous prendre le pouvoir par la *force ?* répondez par *oui ou par* non. »

Ainsi le point de non-retour est atteint. Le pouvoir a manœuvré de telle façon qu'il a lui-même *rendu impossible la restauration* d'un véritable monopole pluraliste. C'est dans cette perspective que s'inscrit l'initiative du parti socialiste de créer une station de *radio libre.*

Il appartient, en effet, aux responsables socialistes de repenser le problème et de l'aborder sous un angle entièrement nouveau. L'évolution des *techniques* — la modulation de fréquence, le câble, les satellites — aidera sa réflexion.

Aujourd'hui, le problème n'est plus d'intervenir un peu plus ou un peu moins sur les ondes officielles.

Il s'agit de faire entendre une voix nouvelle qui corresponde aux souhaits de millions de citoyens.

La démocratie politique en France est à ce prix.

(*) Délégué du parti socialiste à l'audio-visuel.

L'accès aux ondes

par JACQUES ROBERT

VOICI que le parti communiste part à nouveau en guerre. Pour une information radio-télévisée où seraient *mieux* perçues et exprimées les différentes sensibilités politiques...

C'est le même problème, une fois de plus soulevé : celui de la conciliation, en régime libéral, des exigences de la démocratie et des tentations du monopole.

L'O.R.T.F. a, certes, été supprimé en tant qu'organisme unique en juillet 1974, mais point le principe même de la mainmise de l'Etat.

La radiodiffusion-télévision française demeure *un service national. Mais ce service est investi* d'une mission particulière et éminente : répondre aux besoins et aux aspirations de la population, au premier rang desquels *figurent l'information* et la *communication.*

Dès les *premiers* textes *régissant* l'ancien Office, le souci s'était fait jour de ne point donner à l'information une *orientation* unique, *c'est-à-dire gouvernementale.*

La loi de 1964 *prévoyait* que le conseil d'administration *devrait* « *veiller* à l'objectivité et à l'exactitude des informations diffusées par l'Office » et « vérifier que les principales tendances de pensée et *les grands courants* d'opinion puissent s'exprimer ».

Quant à la loi du 28 juillet 1974 qui a démantelé l'Office, elle stipule très précisément qu'il appartient au service national de la radiodiffusion-*télévision française* lui-même « d'assurer *un égal accès* à l'expression des principales *tendances de pensée* et des *grands* courants d'opinion ». Son article premier prévoit même qu'un *temps* d'antenne doit être *mis* régulièrement à leur *disposition.* Chaque cahier des charges des nouvelles sociétés devra donc prévoir ce temps d'antenne « *permettant* aux formations *politiques* et aux organisations professionnelles représentatives de s'exprimer librement ». Un temps égal sera accordé aux groupes parlementaires de la majorité et de l'opposition.

Mais il demeure toujours acquis que le gouvernement peut, à tout moment, faire programmer et diffuser toutes déclarations ou communications *qu'il juge nécessaires* ; *ces émissions* sont annoncées comme émanant du gouvernement.

Le principe d'égalité découlant du service public peut, certes, être judiciairement sanctionné *par l'annulation,* et éventuellement la réparation, de toute décision écartant des ondes, de façon délibérée, sans raison tirée de l'intérêt du service, une personne ou un groupe déterminé. Mais cela ne donne pas pour autant *un droit d'antenne* (sauf au profit du gouvernement ou dans les limites fixées par la réglementation de la campagne électorale), ni la garantie que *l'information sera « objective », ni la possibilité* de *répliquer.*

Les lois de 1964 (et de 1972) furent bien audacieuses en parlant de « l'objectivité et de l'exactitude de l'information ». Il est aussi difficile *d'être objectif que d'être exact. Qu'est-ce d'ailleurs* qu'une information « *exacte* » ? Où se trouve la vérité ?

La loi de 1974 fut plus prudente en faisant disparaître de son texte l'objectivité au profit du « pluralisme ».

S'il est rappelé, en effet, dans le *statut actuel* que le service national de la radiodiffusion-télévision française a pour but de « faire prévaloir le souci exclusif des intérêts généraux de la collectivité » (formule quelque peu vague, donc dan*gereuse), il lui incombe d'ouvrir « également »* ses antennes à tous les *courants* d'opinion.

La *vraie difficulté* ne se *trouve* pas dans la mise sur pied de ce type d'émission. L'impartialité des organisateurs et des présentateurs n'est pas en cause. *Elle se situe au niveau du choix :* choix des débats, choix des thèmes, choix des hommes... L'initiative vient toujours — et ne peut que *venir* — des *chaînes nationales.* L'opposition *n'y* est jamais qu'« invitée ». Elle n'a pas un *droit d'entrée d'office. Alors que le chef de l'Etat,* le premier ministre et les *ministres* peuvent se faire entendre quand et où ils le désirent. Et sur les sujets qu'ils choisissent.

Le parti communiste *revendique* donc en pre*mier lieu une sorte de droit de cité. Droit d'être* reçu et entendu régulièrement par les directeurs de chaîne pour discuter avec eux de la *manière* dont est traitée l'information. Droit, en somme, à une large concertation...

Cette revendication est légitime. Elle l'est — en fait — bien davantage que l'exigence manifestée *de voir figurer des journalistes* communistes dans les rédactions de station !... Il faut se garder, en effet, de confondre principe de non-discrimination et droit à *l'embauche. Si toute* discrimination est, à l'évidence, inadmissible et si le Conseil d'Etat n'a pas manqué de censurer systématiquement toute décision ou exclusion motivée par des raisons politiques, il n'a jamais *pour autant reconnu un droit automatique à l'em*bauche ni admis le principe d'une proportionnalité quelconque des engagements dans les services publics à l'importance respective des partis et formations politiques. La France n'est ni *l'Italie ni le Liban. Ni partitocratie ni confession*nalisme...

Mais le parti communiste réclame aussi — et la chose est plus importante — un droit d'expression à la suite de chaque intervention publique du chef de l'Etat et du premier ministre. En bref, un « *droit de réponse politique* ».

La radiodiffusion-télévision française pourrait-elle donc, un jour prochain, devenir « *contradictoire* » ?

On le sait, le seul droit de réponse actuellement prévu par les textes vise le cas « où des imputations portant atteinte à l'honneur, à la *réputation* ou *aux intérêts d'une personne* physique auraient été diffusées par l'Office »... Or les exigences procédurales posées par le décret de mai 1975 comme les conditions — pour le moins restrictives — dans lesquelles il s'est *dernièrement exercé — au bénéfice (!) de deux* compagnies pétrolières — ne permettent guère d'espérer grand-chose de ce côté-là.

Le problème posé d'ailleurs par le parti communiste est d'une tout autre nature. Il est essentiellement politique. Il s'agit de savoir si un dialogue démocratique peut s'instaurer sur les ondes entre le gouvernement et l'opposition, si, à chaque intervention officielle — radiodiffusée *ou télévisée — du chef de l'Etat ou du premier* ministre peut succéder, les jours suivants, une réplique de l'opposition prévue dans les mêmes formes. Comme naguère, au lendemain de chacune de ses allocutions, il était répondu, dans *les colonnes de ce journal,* aux exhortations du général de Gaulle par les « remontrances » de Sirius...

L'idée est séduisante. Et l'on croit savoir que l'Elysée s'y intéresse. Mais les modalités de son application seront difficiles.

On peut hésiter entre plusieurs systèmes.

— Le *premier* — le plus simple et le plus spectaculaire — consisterait à prolonger sur les ondes, en l'institutionnalisant, la confrontation *du second tour de l'élection présidentielle. Au* président en charge répondrait officiellement le leader de l'opposition. Le débat se situerait au sommet : entre le chef de l'Etat et son challenger. Les Français verraient ainsi périodiquement se succéder sur leur écran deux hommes dont nul ne conteste qu'ils sont l'un et l'autre d'une très grande qualité. S'affronteraient deux visions différentes de *la société* et *du* monde, deux valeurs *dissemblables* de civilisation.

Mais François Mitterrand parlerait alors seul *au nom de la gauche unie.* Est-ce bien cela que souhaitent les communistes ?

— Un second système consisterait à donner successivement la parole — au cours d'une même *émission de réplique — à chacun* des *partis* d'opposition. Mais que faire, à plusieurs, dans le cadre d'un même temps de parole, nécessairement limité (celui-là même qu'aurait utilisé le président *pour* son intervention) ? A moins que l'égalité dans le temps de parole soit rompue au bénéfice de l'opposition... Mais dans quelle proportion et sur la base de quel critère ? On pourrait aussi *penser* à un « tour de parole », chaque grande formation de l'opposition ayant, à son *tour,* le droit de *répliquer,* elle seule, à une intervention du président...

— Un troisième système, enfin, qui permettrait la réplique au même leader de l'opposition ou à un nombre nécessairement limité de *leaders, consisterait à organiser,* au lendemain de chaque déclaration officielle importante retransmise sur les ondes un large débat sur son contenu entre partis de la majorité et partis de l'*opposition.* Ce serait l'occasion pour tous de *s'exprimer publiquement.*

Un tel système pourrait paraître plus conforme à l'état actuel de notre société politique, où les deux grandes nébuleuses politiques restent l'une et l'autre encore divisées en plusieurs formations *concurrentes ou rivales...*

En toute hypothèse, l'institution, sur les ondes *nationales, d'un dialogue public* et ouvert entre adversaires — et non plus entre ennemis — serait infiniment salutaire.

QUESTIONS SUR LE RÉALISME

L'espace qui va de l'interdiction à la compromission

par DANIEL KARLIN

Parmi les émissions sélectionnées pour le Festival « les Yeux et la Mémoire » — au cours duquel l'Institut national de l'audiovisuel et la SARA (Société des auteurs et réalisateurs de l'audiovisuel) proposaient la lecture sur cassettes de programmes appartenant aux archives de l'ex-O.R.T.F. aux visiteurs de la Maison des images installée à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon (« le Monde » daté 3-4 août) — le « Portrait de Marcia », émission réalisée par *Daniel Karlin dans la série consacrée* au psychothérapeute américain Bruno Bettelheim, a été l'une des plus demandées.

Daniel Karlin, qui prépare actuellement une série sur les prisons américaines, a accepté de répondre ici au questionnaire sur le réalisme que nous avons soumis aux réalisateurs (« le Monde » daté 13-14 juillet). *Bernard Bouthier, Claude Otzenberger,* Jean-Emile Jeannesson, Bernard Rothstein, Jean Christophe Averty et Pierre Cavassilas ont déjà fait connaître leur point de vue.

LA première émission que j'ai réalisée pour la télévision française, en 1970, a été interdite par J.-J. de Bresson, alors directeur général de l'O.R.T.F. ; il s'agissait de « L'usine », produite par J. Frémontier dans sa série « Vivre aujourd'hui ». Mes coréalisateurs étaient C. Dijdou et C. Otzenberger. Depuis cette date, C. Otzenberger a eu trois fois maille à partir avec la censure, et C. Dijdou et J. Frémontier sont aujourd'hui au chômage. Depuis 1973, je n'ai tourné, quant à moi, qu'à l'étranger : il est vrai que j'y ai travaillé sur des sujets passionnants, mais ce n'est certainement pas innocemment que j'ai choisi de ne pas réaliser en France. Pour nous quatre, et pour tant d'autres dont les émissions expriment des idées différentes de l'idéologie dominante, deux problèmes marquent très clairement notre vie professionnelle :

— Face à une insécurité d'emploi permanente et à une angoisse justifiée du lendemain, il s'agit d'abord de survivre. A tous les stades de notre travail, la crainte de la censure et du chômage font en permanence partie de notre réflexion sur ce que nous faisons.

— Nous ne pensons donc à aucun moment le contenu de nos émissions dans l'absolu, ou de manière intrinsèque. Pour un réalisateur, un journaliste ou un producteur, il s'agit d'abord de s'inscrire dans les limites de ce qui lui semble possible de dire, compte tenu des variations constantes de ces limites en fonction de la situation politique dans le pays, et à la télévision. Lénine écrivait en 1920 : « Plus une institution a d'importance dans ces pays (capitalistes) et moins elle est indépendante à l'égard du capital et de sa politique. » S'il est une réalité à laquelle nous sommes confrontés depuis des années, c'est bien celle-là : notre champ d'action se restreint au fur et à mesure que diminue la marge de manœuvre du pouvoir et qu'augmente son besoin d'une télévision aux ordres. Ce n'est pas un hasard si le secteur le plus immédiatement touché par la réforme de l'ex-O.R.T.F. est celui du documentaire dit « de création », qui était une des spécificités de la télévision française, de Krier à Frémontier, en passant par « Les femmes... aussi », Bringuier et Knapp, Jeannesson, etc.

***

D'entrée, tout cela établit une première constatation, la plus importante à mon avis : à la télévision, pour les créateurs dont la pensée est opposée à celle du pouvoir, le réalisme c'est d'abord l'appréciation exacte à un moment donné de leurs rapports avec ce pouvoir, par directions de la télévision interposées. Autrement dit, il s'agit pour nous d'évaluer les dimensions de notre sphère d'action, et de prendre la mesure de notre liberté. Pour nous, le réalisme c'est d'abord l'espace qui va de l'interdiction à la compromission.

Il est vrai que, au moment de concevoir une émission, je devrais me demander, en toute liberté, ce que je veux dire au public que je cherche à atteindre, pourquoi je veux le lui dire, et comment je vais le faire : je devrais donc me livrer chaque fois à cette interrogation sur le Réalisme — avec un R majuscule... — que vous me demandez, et réfléchir au langage, aux signes et aux rapports du médium avec le public. Je pense que c'est ce qui se passera dans la télévision que j'ai envie de contribuer à créer. Mais l'esthétique en dehors de la politique n'est qu'une pensée désincarnée, un ectoplasme : à cause de la nature de l'instrument et de la manière dont le considèrent nos gouvernants, tout se passe aujourd'hui bien différemment. La pure réflexion sur le réalisme se réduit comme une peau de chagrin, et se dilue dans les étapes successives de la lutte sournoise ou déclarée qu'on nous oppose pour nous empêcher de nous exprimer. Des intentions à la programmation, dans ce jeu subtil et ambigu que nous pratiquons depuis des années avec ceux qui nous dirigent, le rapport de forces envahit et domine le champ de la réflexion.

Je me souviens que le Monde *a parlé un jour de mon approche de la réalité à propos d'une émission que j'avais réalisée sur les rapports de classes à l'intérieur de l'entreprise aux Etats-Unis : j'y avais monté en parallèle des interviews de patrons et des images d'ouvriers à la chaîne. En l'occurrence, ce que dans* le Monde *on appelait mon style, c'est-à-dire mon approche de la réalité, était d'abord la conséquence d'une certitude : je savais que si j'y faisais des interviews d'ouvriers, ce film particulier aurait été interdit. Autre exemple : on vient de programmer, avec quel bruit, les Rosenberg, de Decaux et Lorenzi. On pourrait longuement parler du réalisme de Lorenzi à travers l'étude de sa réalisation : mais l'important, au départ, c'est que Lorenzi a depuis dix ans envie de faire un film sur l'affaire Dreyfus, et ce n'est pas un hasard si on l'a laissé faire les Rosenberg — au prix de quelles difficultés ! — alors qu'il est hors de question qu'il puisse traiter l'affaire Dreyfus ; depuis 1968, le réalisme pour Lorenzi c'est d'ABORD de savoir ce qu'il peut faire après l'interdiction de « la Caméra explore le temps... ». Et au-delà, pour 70 % des réalisateurs, c'est de savoir, comme plus de 1 million de travailleurs français, quand et comment ils vont toucher leur allocation de chômage. Encore une fois, de prime abord comme en dernière instance, ce sont ces données qui pèsent le plus lourd sur le choix, le contenu et la forme de nos émissions, comme sur nos rapports avec le public : au vrai sens du terme, elles encadrent notre vie.*

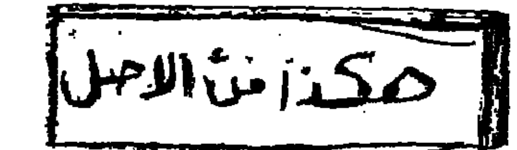
***

Il n'y a là rien d'étonnant. Qu'est-ce que le réalisme, sinon la perception, au plus près possible, du mouvement social et des conditions de transformation de la société ? (Quels que soient ce mouvement et les moyens de cette transformation.) Or la caractéristique de la situation présente, c'est qu'il s'agit pour le pouvoir de tout faire pour empêcher ce mouvement d'apparaître, alors que nous voulons le mettre en lumière : par essence le réalisme est contraire à la nature de la télévision actuelle, parce qu'il est dangereux pour un pouvoir qui ne représente pas les intérêts réels de la majorité des habitants de ce pays. Au contraire, lorsque en France un gouvernement d'union de la gauche prendra en compte les aspirations des grandes masses populaires, le réalisme aura droit de cité à la télévision, parce que l'intérêt du pouvoir sera de montrer les choses et non plus de les cacher, ce que nous saurons bien lui rappeler au besoin. Mais aujourd'hui, et je trouve qu'il y a une véritable ironie à vouloir nous faire parler de la manière dont nous sommes réalistes, alors que nous ne pouvons pas l'être : pour une phrase « réaliste », les Amants d'Avignon, *de Paul Seban, sont restés plus d'un an aux oubliettes...*

Certes, face à une telle situation, il est vrai — et heureux — que les réponses individuelles à des difficultés de même nature sont différentes. Krier, Otzenberger, Moati, Fallevic, Chouchan ou Bouthier, pour citer des gens que j'aime, ont chacun leur style et leur manière d'appréhender la réalité : comme eux, je revendique le droit de parler à la première personne. Nous avons tous envie de parler du réel, de le décrire, et de participer ainsi, avec nos moyens et à notre façon, aux transformations nécessaires de la société dans laquelle nous vivons : ce faisant, il est certain que nous cherchons en même temps, tous, à répondre aux questions que nous nous posons sur nous-mêmes et qui influencent dans une démarche dialectique évidente notre approche du réel. Dans une télévision qui nous donnerait les moyens et la liberté véritables d'être nous-mêmes, tant dans le choix de nos sujets que dans la façon de les traiter, nos différences pourraient sans doute être matière à débat : mais à l'heure actuelle, étant donnée la situation, ce serait une discussion sur des erzats de différences. Je refuse de m'engager aujourd'hui dans une telle comparaison, à un moment où le plus important est depuis des années ce qui nous réunit, c'est-à-dire notre lutte commune pour la liberté d'expression. Pour l'heure, l'essentiel de notre propos, c'est que nous défendons dans nos émissions le respect du public et le respect de nous-mêmes, et une certaine idée de la télévision : c'est encore plus difficile cette année que les années précédentes, et c'est de cela, avant tout, qu'il faut que nous discutions.

***

Depuis 1964, le pouvoir a mis dix ans pour démolir l'O.R.T.F. Pendant tout ce temps l'important a été le combat que nous avons mené ensemble, et que nous continuons à mener pour sauvegarder une télévision de création. Il n'y a jamais eu de notre part — et pour cause ! — d'affirmation triomphante d'une télévision d'auteur, mais aucun d'entre nous n'est d'accord pour refermer, comme vous dites, la parenthèse : nous savons bien que ce n'est qu'en continuant à combattre que nous survivrons en tant que créateurs et que nous sauvegarderons la dignité de notre travail. Les sondages qui montrent que le public est sensible à la qualité des émissions et réclame cette télévision de création ne constituent pas pour nous une divine surprise : nous savons qu'à un moment ou l'autre, il faudra bien donner à ce public les programmes auxquels il a droit. Nous participerons à cette télévision, où pourront s'exprimer réellement toutes les tendances politiques et philosophiques de ce pays, où la liberté d'expression sera garantie, où les moyens de s'épanouir seront donnés aux créateurs. A ce moment, je suis certain qu'il sera passionnant de provoquer un débat sur les différentes approches du réel, et les conceptions respectives du réalisme.



RADIO-TELEVISION

Écouter, voir

● **ESSAI RADIOPHONIQUE : CONCERT POUR MON CHAT. — Tous les dimanches, France-Musique, 14 heures.**

Des voix, des sons, des surimpressions, de la musique : c'est la symphonie-collage hebdomadaire de Jean Couturier, sur France-Musique. Ici, le culte de l'objet sonore est porté à son point ultime ; le contenu reste indifférent, mais certains effets sont superbes. A ne pas manquer, ne serait-ce qu'une fois... Le « concert » du dimanche 10 porte le sous-titre : « Je vous salue, M. Stockhausen ».

● **RADIOSCOPIE. — Tous les jours, France-Inter, 17 heures.**

Jacques Chancel propose, en seconde diffusion, ses entretiens avec Roland Barthes (lundi), le prince de Monaco (mardi), Françoise Prévost (mercredi), Jean-Michel Folon (jeudi), et Gina Lollobrigida (vendredi).

● **FILM : LES AFFAMEURS. — Lundi 11 août, TF 1, 20 h. 30.**

Anthony Mann ou la beauté classique et pure du western. Amateurs de Sergio Leone s'abstenir. Seuls comptent ici, selon la tradition américaine, le paysage et les hommes, en lesquels s'incarne une morale perdue.

● **FILM : LA FEMME INFIDÈLE. — Lundi 11 août, FR 3, 20 h. 25.**

Chabrol — c'est un de ses meilleurs films — s'engage avec virtuosité sur les chemins d'Hitchcock, puis désamorce le suspense au profit de l'ambiguïté psychologique et de la force morale des situations. Un cinéma de la fascination admirablement servi par Michel Bouquet et Stéphane Audran.

● **FILM : ENTENTE CORDIALE. — Mardi 12 août, FR 3, 20 h. 25.**

Vingt ans avant *la Caméra explore le temps*, Marcel L'Herbier mettait, par le cinéma, l'Histoire à la portée du grand public. Ici, les relations diplomatiques franco-anglaises de Fachoda à la Grande Guerre. Une reconstitution limpide (d'après André Maurois), une interprétation remarquable : Gaby Morlay (la reine Victoria à la fin de sa vie), Victor Francen (le roi Edouard VII), Jean Worms (Delcassé) et Pierre Richard-Willm en émule du général Marchand.

● **FILM : RUDE JOURNÉE POUR LA REINE. — Mercredi 13 août, FR 3, 20 h. 25.**

Une journée pendant laquelle Simone Signoret, plus vraie que nature, en Jeanne d'Aubervilliers, se libère de fantasmes aliénants et d'un ordre moral calqué sur celui de la classe dominante. Psychanalyse d'une femme de ménage et discours brechtien sans en avoir l'air. Le film d'Allio connut un échec immérité. A revoir attentivement.

● **HISTOIRES VÉCUES : L'ETERNEL SURVIVANT. — Mercredi 13 août, A 2, 21 h. 30.**

L'éternel survivant c'est Martin Gray. Jean-Emile Jeannesson l'a filmé dans sa propriété, là où sa femme et ses quatre enfants ont trouvé la mort, en 1970, dans un incendie. Martin Gray revit devant la caméra son enfance dans le ghetto de Varsovie, son évasion du camp de Treblinka (la mort de toute sa famille), son départ pour les Etats-Unis, son retour en France, et la catastrophe de 1970. Auteur de quelques ouvrages dont *Au nom de tous les miens*, Martin Gray donne depuis quelque temps de nombreuses conférences. Il subjugue les foules en montrant l'exemple du courage face à l'adversité. Dans l'émission, toutes ces tragédies sont révélées au public. Le réalisateur, Jean-Emile Jeannesson, a mis en scène le malheur avec une certaine complaisance et un mauvais goût qui surprend de sa part. Cette exploitation de la douleur est vraiment trop bruyante.

● **FILM : LES DERNIÈRES VACANCES. — Vendredi 15 août, TF 1, 20 h. 30.**

A Torrigne, dans le Gard, et par un bel été de 1932, la fin d'un domaine et la fin d'une enfance. Dans la lignée du roman français d'analyse, Roger Leenhardt réalisait — c'était en 1947 — la première œuvre d'un cinéma d'auteur. Une œuvre qu'on ne revoit jamais sans tendresse et sans nostalgie. C'est le film du temps qui fuit, de l'adolescence qui s'en va, d'un milieu bourgeois (protestant) en train de sombrer dans ses charmes discrets.

Samedi 9 août

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Variétés : Show Mireille Mathieu ; 21 h. 55, Série : Van der Valk, « l'Aventurier ».

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 15, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : La preuve par treize.

20 h. 35 (●) Feuilleton : La jeunesse de Garibaldi. Réal. F. Rossi. Avec M. Merli.

La République du Rio-Grande est vaincue par les troupes impériales. Garibaldi se réfugie en Uruguay.

21 h. 35, Variétés : Tiens, il y a de la lumière. *Carte blanche à Jean-Marie Rivière.*

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : Pierrot et ses amis ; 20 h. 25, (R.) Série : La famille Boussardel. « Les grilles d'or ».

FRANCE-CULTURE

Jusqu'à 20 h. (●), Bilan d'Avignon, par G. Erisman ; 20 h. (R.) (S.) (●), « Le Phare », de J. Pivon ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

15 h. (S.), Discothèque 75 (Scarlatti, Haendel, Mozart, Schumann, Schubert, Hugo Wolf) ; 17 h. (S.), Nouvelles auditions (Jean-Jacques Werner, Jean-Pierre Beugniot, Ton That Thiet, Claude Ballif) ; 18 h., Magazine musical ; 18 h. 30 (S.), Syncopes, par C. Flicker : Voila-koo ; 19 h. 50 (S.), Le temps du luth : Concert au château de Bayreuth ;

20 h. 30 (S.), Soirée lyrique : « El Misterio de Elche », drame sacré (anonyme espagnol) ; 23 h. (S.), Autour d'un quatuor (Debussy, Prokofiev, Scriabine, Claude Pichaureau) ; 24 h. (S.), Douze-neuf dix.

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévision, les signes (★) renvoient à la rubrique Ecouter, voir, ou aux articles de première page de l'encart; (●) indique des émissions sortant de l'ordinaire; (N) les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs ; (R) les rediffusions ; (S) les émissions de radio en stéréophonie.

Dimanche 10 août

CHAINE I : TF 1

9 h. 30, Emissions religieuses et philosophiques (messe à 11 h.) ; 12 h., La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Jeu : Cigales et fourmis ; 13 h. 20, (R.) Variétés : C'est pas sérieux ; 14 h. 05, (R.) Morceaux choisis (Marcel Pagnol) ; 15 h., (●) Evasion, de J. Chollet et A. Voisin : Nord-Yémen, l'Arabie heureuse (1re partie).

La vie quotidienne dans une contrée surnommée « Le Tibet du Moyen-Orient ».

16 h., Sport ; 17 h. 15, Sport : Football ; 18 h., (R.) Série : Le fol amour de M. de Mirabeau. « Toi ou mourir » ; 19 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 19 h. 30, Droit au but.

20 h. 30, Film : « le Repas des fauves », de Christian-Jaque (1964), avec F. Anglade, F. Blanche, A. Lualdi, Cl. Nicot, Cl. Rich.

1942, une petite ville de province française. A la suite d'un attentat, un officier SS ordonne à sept personnes, qui étaient en train de dîner tranquillement, de choisir deux otages parmi elles

22 h. 10, Documentaire : Ville nouvelle n° 1 : « l'Enfance d'une ville », réal. E. Rohmer.

CHAINE II (couleur) : A 2

16 h. 30, Sport : Tierce à Deauville ; 16 h. 45, (R.) Feuilleton : Le trésor des Hollandais, d'O. Joyeux. Réal. Ph. Agostini. Avec Cl. Bessy, Cl. Ariel, J.-P. Coquelin.

Une bande de gangsters se sert du départ de la troupe de l'Opéra de Paris pour l'Amérique afin de faire passer des bijoux dérobés.

18 h. 05, Série : Le magicien. « Le cauchemar d'acier » ; 19 h. 5, Série : Pointe de fer et séduction. « Le petit chien » ; 20 h., Sports sur l'A 2.

20 h. 35, Jeux sans frontières (à Engelberg) ; 21 h. 50 (●) Portrait : Dino Buzatti, de F. Contini.

Journaliste, romancier, peintre et dessinateur, l'auteur du « Désert des Tartares » perpétue aujourd'hui l'idéal de l' « honnête homme », à l'italienne.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Dramatique : « Chambre avec vue sur l'Arno », d'après E.-M. Foster. Réal. D. McWhinnie.

22 h. 30, (●) (R.) La cervelle d'autrui : Roland Dubillard, interrogé par P. Dumayet.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 15, Emissions philosophiques et religieuses (à 10 h., Messe) ; 11 h., Festival ; 12 h., Disques ; 12 h. 5, C.R.P.L.F., humour, par J. Chouquet ; 12 h. 35, Concert Pasdeloup, direction D. Agrafiotis, avec A. Grumiaux, violoniste (Mozart, Saint-Saëns, Chostakovitch) ;

14 h., Poésie ; 14 h. 5, « La Dernière Prophétie », de Ch. Cordier, réalisation R. Auclair ; 16 h. 5, « Martine », comédie lyrique en cinq tableaux d'H. Rabaud ; 17 h. 30, Jorge Amado et les dieux noirs du Brésil ; 18 h. 30 (R.), L'œil qui rit, de R. Puydorat ; 19 h. 10, « 1975, la République populaire de Chine, année 25 », par J.-R. Nadal et C. Hudelot ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h., Poésie ; 20 h. 40, Musique ; 23 h., Black and blue, de L. Maison : Festival d'Avignon ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), Sous-enveloppe, par B. Bailly ; 9 h. (S.), Les voyages de Mendelssohn, par J.-A. Menetrier ; 10 h. 30 (S.), Notes pour un instrument, par L. Tillet ; 12 h. (S.), La chanson, par M. Legras ; 12 h. 37 (S.), Divertissements : Ballets d'opéra (Tchaïkovski, Mozart, Gounod, Prokofiev) ;

14 h. (S.) (★), Concert pour mon chat, par J. Couturier ; 17 h. (S.), Paf, terapapapoum (Rimsky-Korsakov, Schubert, Milhaud, Katchaturian, Offenbach, Widor) ; 18 h. 30 (S.), Jazz vivant ; 19 h. 50 (S.), Le temps du luth (Vincenzo Capirola, Simone Molinaro, Landino, Giouanni da Firenze, par l'ensemble Musica Reservata, direction J. Beckett) ;

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres : 1967 (Mendelssohn, Beethoven, Bruckner, par l'Orchestre national) ; 22 h. 15 (S.), Autour d'un quatuor : « Quatuor à cordes en ré majeur opus 64 n° 5, l'Alouette » (Haydn), « Sonate pour piano n° 21 en ut majeur opus 53, Waldstein » (Beethoven), « Quatuor pour flûte et cordes en ut majeur K 285, b » (Mozart), « Introduction et allegro pour harpes, quatuor à cordes, flûte et clarinette » (Ravel) ; 24 h. (S.), Plans sur plans, par F. Pinte.

MÉTÉOROLOGIE

FRANCE-INTER : (météo marine) : 6 h. 20 et 19 h. 50.

FRANCE-CULTURE : 9 h. 5, 12 h. 30, 19 h. 30 et 23 h. 55.

Les émissions régulières de radio

Du lundi au vendredi

FRANCE-INTER : 5 h., Variétés et informations ; 9 h., Jean-Paul Nolet ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 francs ; 14 h., Le magazine de Pierre Bouteiller ; 16 h., Musique s'il vous plait ; 17 h., Radioscopie ; 18 h. 5, En direct du Languedoc-Roussillon ; 20 h. 10, Pas de panique ; 22 h. 10, F. Pinte ; 23 h., Le pop-club de José Artur.

EUROPE 1 : 5 h., Musique et nouvelles ; 8 h. 40, Mélodie parade ; 11 h., Pile ou face ; 12 h., Pour une réponse de plus ; 13 h. 30 (●), Les dossiers extraordinaires du crime ; 14 h., Hubert ; 16 h. 30, S'il vous plait ; 18 h., Cinq de 6 à 7 ; 19 h. 45, Match 33 ; 22 h. 40, Goliath.

RADIO-MONTE-CARLO : 5 h. 30, Informations et variétés ; 10 h. 30, Programme à la lettre ; 12 h., A vous de jouer ; 12 h. 25, Quitte ou double ; 14 h. 10, Le cœur et la raison ; 15 h., Julie ; 16 h., Cherchez le disque ; 17 h., Taxi ; 19 h., Hit-Parade ; 20 h. 5, La coupe des chanteurs ; 21 h. 5, Flash-back.

R. T. L. : 5 h. 30, Musique et nouvelles ; 9 h. 30, A.-M. Peysson ; 11 h. 30, Case trésor ; 14 h., Le disque d'or ; 15 h. (●) Cent questions derrière le miroir ; 15 h. 30, R. T. L. c'est vous ; 19 h., Hit-Parade ; 21 h., Les routiers sont sympa ; 24 h., Les nocturnes. — Le 15 août, de 19 h. à 2 h. du matin, Orange 75, festival rock.

SUD-RADIO : 6 h., Lève-tôt ; 11 h., Faites vos jeux ; 17 h. 30, En direct du cap d'Agde ; 0 h. 45, Le Glossaire andorran, de J. Fontbernat.

Du samedi 16 août...

FRANCE-INTER : 9 h. 10, Cartes postales ; 14 h. 5, L'oreille en coin, de P. Codou et J. Garreto ; 18 h. 5, Top inter ; 20 h. 15, La tribune de l'histoire : « Victor Hugo et Napoléon III » ; 21 h. 15, La musique est à vous ; 22 h. 10, Histoires d'opérettes ; 23 h. 5, Au rythme du monde.

R. M. C. : 20 h. 5, Spécial Edith Piaf ; 21 h., Gala Mireille Mathieu.

R. T. L. : 19 h., Orange 75, festival rock.

... au dimanche 17 août

FRANCE-INTER : 9 h. 30 à 12 h., 14 h. 5 à 19 h., L'oreille en coin ; 20 h. 15, Bonsoir M. Irvin Berlin ; 21 h. 15, La musique est à vous ; 22 h. 10, Jam Parade ; 23 h. 5, Histoire de rire ; 0 h. 5, Inter danse.

EUROPE 1 : 9 h. 30, Pile ou face (jeu) ; 11 h. 30, La musique à papa ; 13 h., Concerto pour un transistor ; 14 h. 30, Sport Parade ; 17 h. 30, Hit-Parade ; 19 h. 45, Match 33.

R. T. L. : 9 h., Stop ou encore ; 19 h., Orange 75, festival rock.

R. M. C., 10 h., Jacques Martin ; 21 h., Concert.

Lundi 11 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30 (R.) Feuilleton : La légende de Bas-de-cuir ; 14 h. 30, (R.) Le loup des mers ; 18 h. 10, Pour les jeunes (à 18 h. 20, les « Infos ») ; 19 h. 40, Dessins animés ; 19 h. 45, Feuilleton : Arpad le Tzigane.

20 h. 30, (★), (R.) Film : « les Affameurs », d'A. Mann (1952), avec J. Stewart, A. Kennedy, J. Adams, R. Hudson, L. Nelson.

Deux aventuriers sont mêlés à la vie des pionniers marchant vers l'Ouest, en 1847. L'un choisit d'aider les fermiers, l'autre cède à l'appât de l'or.

22 h., (R.) Les conteurs : Récits bigoudens (par Pierre Jakez Hélias).

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 15, Pour les jeunes : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : La preuve par treize.

20 h. 30 (●) Dramatique : « Christophe Colomb », de N. Kazantzakis. Réal. P. Cavassilas. Avec J. de Coninck, B. Fossey.

Découvrir l'Amérique, n'est-ce pas l'inventer ? Forcer le destin en créant sa propre légende ? L'ambiguïté du héros (surhomme ou faussaire ?) parti, seul, en quête d'un « nouveau monde ».

22 h. 20, Documentaire : Les livres et l'histoire.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : La lettre mystère (jeu) ; 20 h. 25, (★), (R.) Prestige du cinéma : « la Femme infidèle », de Cl. Chabrol (1968), avec St. Audran, M. Bouquet, M. Ronet, M. Duchaussoy.

Après onze ans d'un mariage heureux, un homme découvre que sa femme le trompe. Il tue l'amant, escamote son cadavre. D'étranges rapports s'établissent alors entre sa femme et lui.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5, L'heure du laitier ; 8 h., Les chemins de la connaissance : (R.), Ombres et lumières sur la Grèce (I), par J. Lacarrière ; 8 h. 32 (R.), Les intellectuels et la politique avec R. Abellio ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'Histoire : « Saint-Simon a trois cents ans » ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 1 h. 2, Groupe de recherche musicale : « *Jeux de société* » ; 12 h. 5, *Parti pris* : En Bourgogne, avec Henri Vincenot ; 12 h. 37, Panorama ;

13 h. 30, Trente ans de musique française : Antoine Tisné ; 14 h., Poésie ; 14 h. 5, Les après-midi de France-Culture : L'invité du lundi ; 14 h. 15, Auto-portrait ; 15 h. 2, *Musique* ; 15 h. 30, Dossier ; 17 h. 5, Un livre des voix (R.) : « Ripley et les ombres », de Patricia Highsmith ; 17 h. 50, Hommage à Clara Haskil, par J. Spycket (I) ; 18 h. 30, « Vendredi ou les limbes du Pacifique » (I), de M. Tournier (feuilleton) ; 19 h., Présence des arts : Bonnard et les peintres du bonheur ;

20 h., « Le chacal Tyrol ou la vierge du château maudit », par M. Sarfati, réalisation B. Horowicz ; 21 h. (S.), Festival de Lausanne, Orchestre national de Radio-France, direction P. Sacher, avec M. Rostropovitch : « Symphonie n° 32 en sol majeur » (Mozart) ; « Concerto n° 1 en ut majeur pour violoncelle et orchestre » (Haydn) ; « Symphonie concertante en mi mineur » (Prokofiev) ; 22 h. 30 (R.) (●), Entretiens Paul Claudel - Jean Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), 1 017 millibars, par A. Lacombe ; 9 h. (S.), Vienne, par D. Collins ; 12 h. (S.), La chanson, par M. Legras ; 12 h. 37 (S.), Micro-facteur (Bellini, Chopin, Max Bruch, Tcherepnine, Villa-Lobos) ;

14 h. (S.), Euphonie, par M. Guindani ; 17 h. (S.), Chefs d'orchestre français : Pierre Monteux (Brahms, Debussy, Ravel, Stravinsky) ; 18 h. 30 (S.), Syncopes, par J.-C. Zylberstein et M. de Foligne ; 19 h. 35, Invitation au concert ; 19 h. 50 (S.), A cordes, par P. Boivin ;

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres : 1968 (Hindemith, Schumann, Richard Strauss, par l'Orchestre philharmonique) ; 23 h. 15 (S.), Autour d'un quatuor, par E. Chevalley (Mozart, Schubert, Hugo Wolf, Fauré) ; 24 h. (●), Faisceaux, par A. Almuro.

Mardi 12 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Jeu : Le francophonissime, présentation G. de Caunes, avec J. Alexandre, J. Valton, Ch. Delaroche, A. Lafortune, P. Herman, M. Deneriaz ; 18 h. 10, Pour les jeunes (à 18 h. 20, les « Infos ») ; 19 h. 40, Dessins animés ; 19 h. 45, Feuilleton : Arpad le Tzigane.

20 h. 30, Les animaux du monde ; 21 h., Jeu : Le blanc et le noir ; 21 h. 45, Documentaire : La vie des estampes. Réal. R. Leenhardt.

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 15, Pour les enfants : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : La preuve par treize.

20 h. 35, Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot. « Gengis Khan », de H. Levine (1964), avec O. Sharif, St. Boyd, J. Mason, E. Wallach, F. Dorléac.

La vie de Témujin, guerrier qui tenta de réaliser, au début du treizième siècle, l'unité des tribus mongoles.

Débat : « Un grand conquérant ».

Avec la participation de MM. Louis Hambis, professeur au Collège de France ; Jacques Legrand, chargé de cours à l'Institut national des langues et civilisations orientales ; Owen Lattimore, membre de l'Académie des sciences de Mongolie ; Terbichym Tchimeddorj, secrétaire de l'ambassade de la République populaire de Mongolie en France ; et de Mme Nicole Vandier-Nicolas, professeur d'histoire aux Langues orientales.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : Pierrot et ses amis ; 20 h. 25 (R.) Westerns, films policiers, aventures : « Furia à Bahia pour O.S.S. 117 », d'A. Hunebelle (1965), avec F. Stafford, M. Demongeot, R. Pellegrin.

L'agent secret O.S.S. 117 — inventé par Jean Bruce — doit découvrir, au Brésil, les auteurs de mystérieux attentats commis contre des personnalités politiques.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, L'heure du laitier : Histoire du gentil chevalier Bayard (*feuilleton*) ; 8 h., Les chemins de la connaissance : (R.), Ombres et lumières sur la Grèce, par J. Lacarrière, (R.), Les intellectuels et la politique, par Anouk Adelmann ; 8 h. 50, Les soleils de la vie (8e), par Claude Mettra ; 9 h. 7, Les matinées de France-Culture : La Musique, par C. Samuel et S. de Nussac ; 10 h. 45, Un quart d'heure avec J. de Bourbon-Busset, par P. Lhoste ; 11 h. 2, Libre parcours récital, par F. Malettra (Mélodies de Ravel) ; 12 h. 5, Parti pris, par Jacques Paugam ; 12 h. 37, Panorama, par J. Duchâteau ;

14 h., Poésie ; 14 h. 5 à 17 h., Les après-midi de France-Culture, avec L. Bérimont ; 15 h. 2, Musique, par B. Massin ; 15 h. 30, Radio-Service auditeurs ; 17 h. 5 (R.), Un livre, des voix : « la Rançon du chien », de P. Highsmith ; 17 h. 50, Hommage à Clara Haskil, par J. Spycket ; 18 h. 30 (R.), « Vendredi ou les limbes du Pacifique », de M. Tournier (feuilleton) ; 19 h., Sciences, par E. Noël : « Sur la terre et dans le ciel » ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h. (R.), Dialogues, par R. Pillaudin : « Justice et délinquance », avec R. Badinter et J. Léaute ; 21 h. 20, Concert à la salle des fêtes de la mairie de Gentilly : Quatuor n° 1, extrait (Fauré), Suite en mi mineur (J. Hotteterre), Planétorium (C. Mirceanu), Heptade (Jolivet), Strates (R. Lutz), Densité 21,5 (Varèse) ; 22 h. 30 (R.) (●), Mémoires improvisés de P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., *De la nuit* ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), 1.017 millibars, par A. Lacombe ; 9 h. (S.), Vienne, par D. Collins ; 12 h. (S.), La chanson, par Marc Legras ; 12 h. 37 (S.), *Micro-facteur*, par B. Bailly (Vivaldi, Chabrier, Satie, Stravinsky) ;

14 h. (S.), Euphonie, par M. Guindani ; 17 h. (S.), Chefs d'orchestre français, par D. Méeevand : « Charles Münch » (Berlioz, Roussel, Honneger) ; 18 h. 30 (S.), Syncopes, par J.-C. Zylberstein et M. de Foligne ; 19 h. 35, Invitation au concert, par R. Bouillot ; 19 h. 50, A cordes, par P. Boivin ;

20 h. 30 (S.), Festival estival de Paris, en direct de la Sainte-Chapelle, œuvres de Léonin, Pérotin et Dufay, par la Capella Monacensis, de Munich ; 22 h. 15 (S.), Autour d'un quatuor, par E. Chevalley : « Quatuor à cordes n° 8 en mi mineur opus 59 n° 2 » (Beethoven), « Partita pour violon solo n° 2 en ré mineur BWW 1004 » (Bach), « Trois pièces pour piano » (Brahms), cinq Lieder extraits du « Chant du cygne » (Schubert), « Sonate pour violon et piano n° 1 en la mineur opus 105 » (Schumann) ; 24 h. (S.) (●), Anonymes et sentimentales.

Les télévisions francophones

Lundi 11 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Arsène Lupin ; 21 h., *Je te tuerai*, film de S. Bergon.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., La feuille d'érable ; 21 h. 5, *Carnet de bal*, film de J. Duvivier.

TELEVISION BELGE : 21 h. 15, *Monsieur Hawarden*, film d'H. Kumel ; 21 h. 55, Jazz.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Les cirques du monde ; 21 h. 10, Le mystère de l'homme ; 22 h., La voix au chapitre.

Mardi 12 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Les envahisseurs ; 21 h., *la Princesse de Samarcande*, film de G. Sherman.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Flipper le dauphin ; 21 h. 5, *Fille de neige*, film de P. Kadotchnikov.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15, Les secrets de la mer ; 21 h. 5, Jeux sans frontières.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, En remontant le Mississipi ; 21 h. 5, Jeux sans frontières.

Mercredi 13 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Police des plaines ; 21 h., *l'Espace d'un matin*, film de S. Gobbi.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Aventures australes ; 21 h. 5, *Douze heures d'horloge*, film de G. Radvanyi.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15, Cirques du monde ; 21 h. 10, Grandes batailles du passé ; 22 h. 5, Traits de mémoire.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Les évasions célèbres ; 21 h. 10, Les peintres naïfs d'Haïti ; 22 h. 10, Joan Baez in person.

Jeudi 14 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., La maison des bois ; 21 h., *Collines brûlantes*, film de S. Heisler.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., O'Hara ; 21 h. 5, *la Dernière Chasse*, film de R. Brooks.

TELEVISION BELGE : 20 h. 20, *Macadam*, film de M. Blistene.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Les invités de l'été ; 21 h. 5, Le petit chevalier Michel ; 21 h. 55, *Home*, film de J.-C. Stevens.

Vendredi 15 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., La nouvelle équipe ; 21 h., *le Dialogue des carmélites*, film de P. Agostini.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Aux frontières du possible ; 21 h. 5, *la Traversée de Paris*, film de C. Autant-Lara.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15, Ce pays est à vous ; 21 h. 5, Lyrique : *Lucie de Lammermoor*.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, *le Déserteur*, film d'A. Blanc ; 21 h. 15, Concert.

Samedi 16 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Grandes batailles du passé ; 21 h., *Mission spéciale lady Chaplin*, film d'A. de Martino.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Ranch L ; 21 h. 15, *Tendre piège*, film de Ch. Walters.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15, Le monde sauvage ; 20 h. 45, *Aux frontières des Indes*, film de J.L. Thompson.

Dimanche 17 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Sur la piste du crime ; 21 h., *la Vache et le Prisonnier*, film d'H. Verneuil.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Le Saint ; 21 h. 5, *Coplan sauve sa peau*, film d'Y. Boisset.

TELEVISION BELGE : 20 h. 20, Salvator et les Mohicans de Paris ; 21 h. 10, Destins ; 22 h. 25, Athlétisme.

Lundi 18 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Arsène Lupin ; 21 h., *Winnetou, la révolte des Apaches*, film d'H. Reinl.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., La feuille d'érable ; 21 h. 5, *la Vérité sur Bébé Donge*, film d'H. Decoin.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15, *Lorsque l'enfant paraît*.

RADIO-TELEVISION

Mercredi 13 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Jeu : Le francophonissime ; 13 h. 30, Série : Elephant Boy ; 18 h. 10, Pour les jeunes (à 18 h. 20, les « Infos ») ; 19 h. 45, Feuilleton : Arpad le Tzigane.

20 h. 30, (●) Dramatique : « Alouka ou la comédie des morts », d'après J.-L. Bouquet. Adapt. F. Lacassin. Réal. P. Cavassilas, avec J. Martin, M. Vialle, C. Hubeau, K. Blanguernon.

Des comédiens sont appelés, par l'ancien domestique d'une grande famille éteinte, à jouer, pour lui seul, sous forme de représentation théâtrale, les rôles de ses ancêtres. Mais la comédie devient réalité.

22 h., Emission médicale : Atomes et médecine, de P. Desgraupes, I. Barrère et E. Lalou.

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 15, Pour les enfants : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : La preuve par treize.

20 h. 35, Série : Le justicier. « Piégé » ; 21 h. 30. (★) Documentaire : Histoires vécues. « L'éternel survivant ».

Qui est Martin Gray ?

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : La lettre mystère ;

20 h. 25, (★) (R.) Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Entente cordiale », de M. L'Herbier (1939), avec G. Morlay, V. Francen, A. Marchal, P. Richard-Willm, B. Lancret, J. Worms. (N.)

Au début du vingtième siècle, la réalisation de « L'Entente cordiale », dont le roi d'Angleterre, Edouard VII, et le ministre français des affaires étrangères, Delcassé, furent les promoteurs.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, L'heure du laitier : histoire du gentil chevalier Bayard (feuilleton) ; 8 h., Les chemins de la connaissance : (R.), Ombres et lumières sur la Grèce, par J. Lacarrière ; 8 h. 32 (R.), Les intellectuels et la politique, par A. Adelmann ; 8 h. 50, Echec au hasard, par J. Yanowski et C. de Porthal ; 9 h. 7, Les matinées de France-Culture : Sciences et techniques, par G. Charbonnier ; 10 h. 45, Le livre ouverture sur la vie, par M. Bermond et R. Bocuie ; 11 h. 2, Le magazine des éditions musicales, par C. Maupomé et A. Pâris : L'admiration créatrice chez Liszt ; 12 h. 5, Parti pris, par J. Paugam ; 12 h. 37, Panorama, par J. Duchateau ;

13 h. 30, Musique de chambre (Debussy) ; 14 h., Poésie : 14 h. 5, Les après-midi de France-Culture, par E. Noël ; 14 h. 15, Mercredi jeunesse ; 15 h. 2, Musique et sciences humaines, par J.-M. Damian ; 15 h. 30, Radio-Service auditeurs ; 17 h. 5 (R.), Un livre, des voix : « Ripley s'amuse », de P. Highsmith ; 17 h. 50, Hommage à Clara Haskil, par J. Spycket ; 18 h 30 (R.), « Vendredi ou les limbes du Pacifique » (feuilleton), de M. Tournier ; 19 h., La science en marche, par F. Le Lionnais ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h. (R.), Autoportrait : Pol Bury ; 21 h. 30, Musique de chambre : « Fantaisies nos 10, 11, 12 » (Telemann), « Quatuor à cordes » (P. Hasquenoph), « Sonate no 9 en ré majeur K 311 » (Mozart) ; 22 h. 30 (R.) (●), Mémoires improvisés de P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), 1 017 millibars ; 9 h. (S.), Vienne, par D. Collins ; 12 h. (S.), La chanson, par Marc Legros ; 12 h. 37 (S.), Micro-facteur, par B. Bailly (Beethoven, Schubert, Oscar Lorenzo Fernandez) ;

14 h. (S.), Euphonie, par M. Guindani ; 17 h. (S.), Chefs d'orchestre français, par D. Mégevand : Inghelbrecht (« Images » et « Pelléas et Mélisande », de Debussy) ; 18 h. 30 (S.), Syncopes, par J.-C. Zylberstein et M. de Foligne ; 19 h. 35, Invitation au concert, par R. Bonillot ; 19 h. 50 (S.), A cordes, par P. Boivin ;

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres de Radio-France, par C. Guy : Orchestre national au Théâtre des Champs-Elysées (1968), « la Dame de pique », prélude (Tchaïkovski), « Symphonie no 5 » (Prokofiev), « Musique funèbre » (Primous Ramous), « Sarka » (Smetana), « Symphonie no 7 » (Prokofiev) ; 22 h. 15 (S.), Autour d'un quatuor, par E. Chevalley (Brahms, Schubert, Bach) ; 24 h. (S.) (●), Anonymes et sentimentales, par J. Markovitz et S. Darmagnac.

Jeudi 14 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Jeu : Le francophonissime ; 18 h. 10, Pour les jeunes (à 18 h. 20, les « Infos ») ; 19 h. 45, Feuilleton : Arpad le Tzigane.

20 h. 30, (●) Série : L'homme sans visage, de J. Champreux. Réal. G. Franju. « La Marche des spectres » ; 21 h. 30, Des faits et des hommes : Le bonheur sans objet, de L. Bériot. Réal. J.-P. Gallo.

Le gaspillage, activité de substitution ?

22 h. 30, (●) Emission musicale : le chef d'orchestre Sergiu Celibidache.

Présentation du concert, diffusé le 15 août, à 16 h. 45.

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 15, Pour les enfants : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : La preuve par treize.

20 h. 35, Dramatique : « la Dame de l'aube », de A. Casona. Réal. A. Altit. Avec E. Riva, V. Billetdoux, A. Rignault, G. Delbat.

Depuis la disparition d'Angélique, survenue trois jours après son mariage avec Martin de Mariès, la mort règne dans la famille.

22 h. 05, Ballet indépendant du Mexique.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : Pierrot et ses amis ;

20 h. 30 (★) Un film, un auteur : « Rude journée pour la reine », de R. Allio (1973), avec S. Signoret, J. Debary, O. Perrier, O. Demazis.

Les fantasmes d'une femme de ménage d'Aubervilliers qui, jouant dans sa vie le rôle d'une héroïne de faits divers, prend conscience de son aliénation familiale et sociale.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, L'heure du laitier : « Histoire du gentil chevalier Bayard » (feuilleton) ; 8 h., Les chemins de la connaissance : (R.), Ombres et lumières sur la Grèce, par J. Lacarrière ; 8 h. 32, (R.), Les intellectuels et la politique, par A. Adelmann ; 8 h. 50, Les soleils de la vie, par L. Mettra ; 9 h. 7, Les matinées de France-Culture : La littérature, par R. Vrigny ; 10 h. 45, Questions en zigzag, avec Gabriel Matzneff, par P. Lhoste ; 11 h. 2, Emission du Groupe de recherche musicale de l'Institut audiovisuel, par M. Chion et J. Vidal ; 12 h. 5, Parti pris, par J. Paugam ; 12 h. 37, Panorama, par J. Duchateau ; 13 h. 30, Cycle d'orgue à Avignon ;

14 h., Poésie ; 14 h. 5, Les après-midi de France-Culture, présentés par E. Noël : Deux cents minutes : 17 h. 5, (R.), Un livre des voix : « l'Amateur d'escargots », de Patricia Highsmith ; 17 h. 50, Hommage à Clara Haskil, par J. Spycket ; 18 h. 30 (R.), « Vendredi ou les limbes du Pacifique », de M. Tournier (feuilleton) ; 19 h., (R.), La science et le pouvoir, par E. Laurent ; 19 h. 55, Poésie.

20 h., Théâtre ouvert à Avignon, « Histoires », de Torrigiani, par H. Guillemard ; 22 h. 30 (R.) (●), Mémoires improvisés de Paul Claudel, par Jean Amrouche ; 23 h., « De la nuit » ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), 1 017 millibars, par A. Lacombe ; 9 h. (S.), Vienne, par D. Collins ; 12 h., (S.), La chanson, par M. Legras ; 12 h. 37 Micro-facteur, par B. Bailly (Chausson, Chostakovitch, Albeniz) ;

14 h., (S.), Euphonie, par M. Guindani ; 17 h., (S.), Chefs d'orchestre français, par D. Mégevand : Pierre Boulez (Wagner, Debussy, Bartok, Stravinsky) ; 18 h. 30, (S.), Syncopes, par J.-C. Zylberstein et M. de Foligne ; 19 h. 35, Invitation au concert, par R. Bouillot ; 19 h. 50, (S.), A cordes, par P. Boivin.

20 h. 30, (S.) Anthologie des orchestres de Radio-France, par C. Guy : Orchestre national du Théâtre des Champs-Elysées (1968), Concerto no 2, pour piano et orchestre (Brahms), Symphonie no 6 « Pastorale » (Beethoven) ; 22 h. 15, (S.), Autour d'un quatuor, par E. Chevalley (Bartok, Bach, Vivaldi, Debussy, Honegger, Ravel, Janacek) ; 24 h. (S.) (●), Anonymes et sentimentales, par J. Markovitz et S. Darmagnac.

Vendredi 15 août

CHAINE I : TF 1

10 h. 30, Emissions religieuses philosophiques (11 h. 30), Messe de l'Assomption, en direct de Dublin, et en Eurovision).

12 h. 30, Jeu : Le francophonissime ; 13 h. 30 (★) (R.), « les Dernières Vacances », de R. Leenhardt (1947). Avec O. Versois, M. François R. Devillers, P. Dux, B. Bovy.

Le dernier été d'un domaine familial du Gard, qui va être vendu. Au cours de ces vacances, un adolescent s'aperçoit qu'il est épris de sa cousine, déjà passée, elle, à 16 ans, dans le clan des « grandes personnes ».

15 h., Sports ; 16 h. 15 (R.), Série : Le roi des Celtes ; 16 h. 45, Concert : Sergiu Celibidache dirige l'Orchestre national.

Les Cinq Métaboles, *de Dutilleux*, et l'Ouverture tragique, *de Brahms.*

17 h. 25 (R.) Série : Le fol amour de Monsieur de Mirabeau ; 18 h. 15, Pour les jeunes (à 18 h. 25, les « Infos ») ; 19 h. 45, Feuilleton : Arpad le Tzigane.

20 h. 30, (R.) Au théâtre ce soir : « Mademoiselle », de J. Deval, avec J. Morel, L. Delamare, J. Darche.

Une jeune fille de bonne famille doit dissimuler qu'elle attend un enfant ; son « chaperon » — une vieille fille apparemment revêche — lui trouvera un alibi.

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 10, Sport : Tiercé à Deauville ; 18 h. 15, Pour les enfants : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 20, Documentaire : Notre monde, cet inconnu. « Un paradis à découvrir ; 19 h. 45, Feuilleton : La preuve par treize.

20 h. 35, Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. « Le trésor englouti » ; 21 h. 25, Dramatique : « Ce soir, on improvise », de Pirandello. Mise en scène J. Destoop. Réal. J.-M. Coldefy. Avec G. Fontanel, J. Destoop, J.-Cl. Arnaud.

A travers un spectacle improvisé sur scène par des comédiens, un metteur en scène intervient sans cesse — interpellant le public — pour expliquer ce qu'est la création théâtrale. Du théâtre dans le théâtre.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h., Courts métrages : « Aquarium » et « Folon » ; 20 h. 20, Pour les jeunes : Pierrot et ses amis.

20 h. 30, (●) La vie filmée (1936-1940), de J.-P. Alessandri et J. Baronnet ; 21 h. 25 (R.) Les dossiers noirs : « Conrad Killian », réal. J. Lefèvre.

Le 29 avril 1950, le cadavre de Conrad Killian était retrouvé pendu à l'espagnolette d'une fenêtre dans une chambre d'un petit hôtel de Grenoble. Une mort mystérieuse que certains imputent à l'Intelligence Service.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, L'heure du laitier : « Histoire du gentil chevalier Bayard » (feuilleton), par M. Ruyssen ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental, par G. Stephanesco ; 8 h. 32, Les chemins de la connaissance : (R.), Les intellectuels et la politique, par A. Adelmann ; 8 h. 50, Echec au hasard, par J. Yanowski : « Le centenaire de l'Institut catholique de Paris » ; 9 h. 7, Les matinées de France-Culture : Les arts du spectacle, par C. Jordan ; 10 h., Messe ; 11 h. 2, Lecture d'un disque, par R. Stricker ; 12 h. 5, Parti pris, par J. Paugam ; 12 h. 37, Panorama, par J. Duchateau ;

13 h. 30, Instruments rares, par B. Bonaldi ; 14 h., Poésie : 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture, présentés par F. Le Targat ; 14 h. 15, Dossier ; 15 h. 2, La musique une et divisible, par F Goldbeck ; 15 h. 30, Radio-Service auditeurs ; 15 h. 40, Ange du bizarre ; 17 h. 5 (R.), Un livre, des voix : « le Roi des Aulnes », de M. Tournier ; 17 h. 50, Hommage à Clara Haskil, par J. Spickel ; 18 h. 30 (R.), « Vendredi ou les limbes du Pacifique » (feuilleton), de M. Tournier ; 19 h. (R.), Les chemins de l'océan, par G. Lapouge ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h. (●), Ce qu'on n'entend pas dans les opéras de Mozart, par R. Stricker ; 22 h. 30 (R.) (●), Mémoires improvisées de Paul Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), 1.017 millibars, par A. Lacombe ; 9 h. (S.), Vienne, par D. Collins ; 12 h. (S.), La chanson, par M. Legros ; 12 h. 37, Micro-facteur, par B. Bailly (Richard Strauss, Rachmaninov, Sarasate, Georges Enesco) ;

14 h. (S.), Euphonie, par M. Guindani ; 17 h. (S.), Chefs d'orchestre français, par D. Mégevand : Marius Constant (Debussy, Messiaen, Ohana, Xenakis) ; 18 h. 30 (S.), Syncopes, par J.-C. Zylberstein et M. de Foligne ; 19 h. 35, Invitation au concert, par R. Bouillot ; 19 h. 50 (S.), A cordes, par P. Boivin :

20 h. 30, Anthologie des orchestres de Radio-France, par C. Guy : septembre 1968, l'Orchestre national interprète, au Festival de Stresa, « les Biches » (Poulenc), « Symphonie en ut » (Bizet), « Boléro » (Ravel), « Symphonie no 7 en ré mineur opus 70 » (Dvorak) ; 22 h. 15 (S.), Autour d'un quatuor, par E. Chevalley (Ravel, Turina, Gerardo Gombo Guerra, Halffter, Britten, Loucheur, Moussorgsky) ; 24 h. (S.) (●), Anonymes et sentimentales, par J. Markovitz et S. Darmagnac.

Samedi 16 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Jeu : Le francophonissime ; 13 h. 35, Le monde de l'accordéon ; 14 h. 05, La France défigurée ; 14 h. 35, Samedi est à vous ; 18 h. 40, Pour les jeunes ; 18 h. 50, Magazine auto-moto ; 19 h. 40, (●) Tac au tac, de J. Frappat.

Avec Bretecher, Brullet, Gir, Gotlib.

20 h. 30, Variétés : Show Adamo ; 21 h. 50, Série : Van der Valk. « La Baignade tragique » ; 22 h. 25, Athlétisme : Finale de la Coupe d'Europe à Nice.

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h., Juke-box ; 18 h. 15, Pour les enfants : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : La preuve par treize.

20 h. 25, Athlétisme : Coupe d'Europe, à Nice ; 21 h., (●) Feuilleton : La jeunesse de Garibaldi. Réal. F. Rossi. Avec L. Mandara, M. Merli.

Garibaldi rentre en Italie avec une soixantaine d'hommes. A la conquête de l'indépendance.

22 h., Variétés : Tiens, il y a de la lumière.

(●) Carte blanche à Jacques Bertin.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : Pierrot et ses amis ;

20 h. 25, (R.) Série : La famille Boussardel. « Le temps d'aimer ».

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, L'heure du laitier : « Histoire du gentil chevalier Bayard » (feuilleton) ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Regards sur la science ; 8 h. 32, Les cadres responsables de notre temps ; 9 h. 7, Les matinées de France-Culture : Le monde contemporain, par J. de Beer et F. Crémieux (« les services spéciaux ») ; 10 h. 45, Démarches, par G.-J. Salvy, avec M. Dachy ; 11 h. 2, La musique prend la parole, par D. Jameux ; 12 h. 5, Le pont des Arts, par J. Duchateau, J. Floran et M. Chapuis ; 14 h., Poésie.

14 h. 5 à 23 h. 50 (R.) (●), Pour mémoire : comme il vous plaira Raymond Queneau ; à 14 h. 8 : Le livre de Joslan, par R. Pillaudin ; à 14 h. 14, « Vian dans l'œil », ou l'Œil crevé, d'Hervé ; à 16 h. 41, Ode à Charles Fourier, d'A. Breton, par J. Vilar ; à 17 h. 11, Le livre de Joslan ; à 18 h. 2, Comptines et rondes enfantines, par P. Soupault ; à 18 h. 20, Le livre de Joslan ; à 20 h., « Le Serin muet », de G. Ribemont-Dessaignes, par R. Pillaudin ; à 20 h. 27, Chansons d'écrivains, par J. Chouquet ; à 21 h. 33, « Les Fleurs bleues », de R. Queneau, par J.-J. Vierne 23 h. 50, Poésie

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), 1 017 millibars, par A. Lacombe ; 9 h., (S.), Journal d'une saison, par A. Pâris (Franck, Blacher, Ravel, Bach, Bliss, Schumann, Stravinski, Caplet) ; 12 h., (S.), La chanson, par M. Legras ; 12 h. 37, (S.) (●), La tribune internationale des compositeurs, par R. Pfeiffer ;

14 h., (S.), Aux quatre vents stéréo, par J. Thévenot ; 14 h. 30, (S.), Discothèque 75, par L. Serenne (Mozart, Beethoven, Dowland, Purcell, Schubert, Bach) ; 17 h., Nouvelles auditions, par A. Périer (Aubert, Ancelin), (S.), (Candevielle) ; 18 h., Magazine musical, par R. Bouillot ; 18 h. 30, (S.), Syncopes, par C. Flicker ; 19 h. 50, (S.), Musique ancienne, par J.-P. Lentin ;

20 h. 30, (S.), Soirée lyrique : « la Défense d'aimer » (Wagner) ; 23 h., (S.), Indéterminées, par M. Victor ; 24 h., (S.), Douze-seize-dix-sept.

Dimanche 17 août

CHAINE I : TF 1

9 h. 30, Emissions religieuses et philosophiques (messe à 11 h.).

12 h. 30, Jeu : Cigales et fourmis ; 13 h. 20, Variétés : C'est pas sérieux ; 14 h. 10 (R.), Il y a trente ans, la Libération : « Charles Dequenne » (Jean de Lattre de Tassigny).

Les témoignages de la maréchale de Lattre de Tassigny et de MM. Pierre Raugel, Henri Gorce - Franklin, Paul Rivière, Eugène Claudius - Petit et le Group Captain Hugh B. Verity.

14 h. 55, *Evasion* : Nord-Yémen no2, « Au cœur des tribus », d'A. Voisin et J. Cholet ; 18 h. 20, Série : Vienna 1900. « Mère et fils no 1 », réal. H. Wise.

L'Autriche à son apogée, vue par Arthur Schnitzler, l'auteur de « la Ronde ».

19 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 19 h. 35, Droit au but.

20 h. 30 (R.), film : Don Camillo... Monseigneur », de C. Gallone (1961). Avec Fernandel, G. Cervi, A. Rignault, G. Rouere, V. Ciangottini.

Don Camillo, devenu « monsignore » au Vatican, et Peppone, devenu sénateur à Rome, regagnent leur village pour régler un conflit entre la municipalité et la paroisse.

22 h. 30, Athlétisme : Finale de la coupe d'Europe, à Nice.

CHAINE II (couleur) : A 2

16 h. 40, Sport : Tiercé à Deauville ; 16 h. 45 (R.), Feuilleton : Le trésor des Hollandais. « C'est parti » ; 18 h., Série : Le magicien, « Ovation pour un meurtre » ; 18 h. 50, Pointe de fer et séduction. « Un de plus égal un » ; 19 h. 5, Dessins animés ; 20 h., Sports sur l'A 2.

20 h. 25, Sport : Coupe d'Europe d'athlétisme, à Nice ; 21 h., Jeux sans frontières (à Mannheim).

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Série : Les grands mouvements de la peinture au vingtième siècle ; « Le Pop'Art et l'art américain d'aujourd'hui », de M. Blackwood ; 21 h. 30 (●) (R.), La cervelle d'autrui : « Michel Serres ».

Professeur, historien des sciences, Michel Serres s'est intéressé, en tant que scientifique, au maître italien Carpaccio.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 7, Disques ; 7 h. 15 à 11 h., Emissions philosophiques et religieuses ; 7 h. 40, Chasseurs de son, par J. Thévenot et P. Robert ; 10 h., Messe ; 11 h., Festival ; 12 h., Disques ; 12 h. 5, C.R.P.L.F. humour, par R. Dubillard et C. Piépiu ; 12 h. 35, Orchestre de chambre de Radio-France (Rameau, Haendel, K.-Ph.-E. Bach, Chostakovitch, Haydn), direction A. Girard ;

14 h., Poésie ; 14 h. 5, « Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc », de Charles Péguy, présenté par la Comédie-Française, réalisation J. Reynier ; 16 h. 5, Orchestre symphonique de la radio autrichienne, direction Ernest Bour (Ligeti, Christobal Halffter, Stravinsky) ; 17 h. 30, Rencontre avec Bernard Besret, par P. Galbeau ; 18 h. 30, L'œil qui rit : « Une expédition », de Georges Duhamel, par R. Puydorat et E. Frémy ; 19 h. 10, Le monde insolite : « La boxe française », par C. Dubois ; 19 h. 50, Disques ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h., Poésie, par M. Giroux, avec Bernard Heidsieck ; 20 h. 40, Festival de Prague : Récital de violon par Shizuki Ishikawa : « Sonate no 3 » (Haendel), « Sonate en fa mineur » (Prokofiev), « Sonate pour violon » (Bartok), « Sonate » (Janacek) ; 22 h. 10, Disques ; 23 h., Black and blue, par L. Malson : le groupe Orégon au Festival d'Avignon ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), Sous enveloppe, par B. Bailly (Frescobaldi, Beethoven, Stravinsky) ; 9 h. (S.), Les voyages de Mendelssohn, par J.-A. Ménétrier (Mendelssohn, Schumann) ; 10 h. 30 (S.), Notes pour un instrument, par Cyrille Huve ; 12 h. (S.), La chanson, par M. Legras ; 12 h. 37 (S.), Divertissements ;

14 h. (S.) (★), Concert pour mon chat, par Jean Couturier ; 17 h. (S.), Pat Terapapapoum, par F. Auclain (Ketelbey, Weber, Yvain, Poulenc, Stravinsky) ; 18 h. 30 (S.), Syncopes, par A. Francis ; 19 h. 50 (S.), Musique ancienne par J.-P Lentin ;

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres de Radio-France, par C. Guy (1968-1969), l'Orchestre national interprète « Toccata et Fugue en ré mineur » (Bach), « Transcription pour orchestre » (S. Skrowaczewski), « Concerto pour orchestre » (Lutoslawski), « Musique funèbre dédiée à la mémoire de Bela Bartok » (Lutoslawski), « Symphonie no 5 » (Tchaïkovski).

Lundi 18 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Jeu : Le Francophonissime ; 14 h. 30 (R.), Série : Le loup des mers ; 18 h. 10, Pour les jeunes (18 h. 20 : « Les « Infos ») ; 19 h. 40, Dessins animés ; 19 h. 45, Feuilleton : Arpad le Tzigane.

20 h. 30 (R.), Film : « le Sicilien », de P. Chevalier (1958). Avec F. Raynaud, P. Roberts, J.-M. Amato, M. Bozzufi, R. Devos, E. Gabrielli.

Un modéliste lyonnais, venu à Paris pour se lancer dans la haute couture, est pris, par erreur, pour le tueur qu'attendaient des gangsters.

21 h. 55 (R.), Les conteurs : Trégor à deux visages (Angela Duval).

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 15, Pour les enfants : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : La preuve par treize.

20 h. 35, Opéra : « Andrea del Sarto », de D. Lesur, d'après A. de Musset. Avec G. Bacquier, G. Serkoyan, J.-L. Elie, A. Esposito.

A Florence, en 1531, le peintre Andrea del Sarto découvre l'amour caché de sa femme. Cet opéra est une production du Théâtre des Arts de Rouen.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : La lettre mystère ; 20 h. 25 (R.), Prestige du cinéma : « la Bande à Bonnot », de Ph. Fourastié (1968), avec B. Cremer, J. Brel, J.-P. Kalfon, A. Girardot, P. Aubier.

En 1911, des ouvriers anarchistes se groupent autour de Bonnot, se livrent à des attaques à main armée, en voiture, et deviennent des tueurs.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, L'heure du laitier : Histoire du gentil chevalier Bayard (feuilleton) ; 8 h. à 8 h. 50, (R.), Les chemins de la connaissance : Ombres et lumières sur la Grèce, par J. Lacarrière ; Les intellectuels et la politique entre les deux guerres, par A. Adelmann ; 8 h. 50, Echec au hasard : La sélection des jeunes cadres ; 9 h. 7 (●) Les lundis de l'histoire, par D. Richet : « Surveiller et punir », de M. Foucault ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, « Raga du matin », de F. Bayle, présenté par le Groupe de recherche musicale de l'Institut audiovisuel ; 12 h. 5, Parti pris, par J. Paugam ; 12 h. 37, Panorama, par J. Duchateau ; 13 h. 30, Trente ans de musique française (1945-1975), par S. Albert.

14 h., Poésie ; 14 h. 5 à 17 h., Les après-midi de France-Culture, présentés par E. Noël ; 14 h. 5, L'invité du lundi ; 14 h. 15, Autoportrait ; 15 h. 2, Musique ; 15 h. 30, Dossier ; 17 h. 5 (R.), Un livre, des voix : « l'Autre », de Julien Green ; 17 h. 50, Disques ; 18 h. 30, (R.), « Vendredi ou les limbes du Pacifique » (feuilleton), de Michel Tournier ; 19 h., Présence des arts, par F. Le Targat ; 19 h. 55, Poésie.

20 h., Problèmes d'hier et d'aujourd'hui, par S. Delve : « La faillite familiale », de P. Sabatier ; 21 h., Concert par l'Orchestre de chambre et la maîtrise de Radio-France, direction J. Jouineau : « Septuor pour trois voix de femmes et quatuor à cordes » et « Le miroir de Jésus » (Caplet) ; 22 h. 30 (R.), (●), Mémoires improvisés de Paul Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

HORAIRE DES INFORMATIONS A LA TÉLÉVISION

TF 1 : éditions complètes à 13 heures, 22 heures, et en fin de soirée (vers 23 heures).

A 2 : flash à 18 h. 15 ; éditions complètes à 20 heures (le dimanche, à 19 h. 30) et en fin de soirée (vers 23 heures).

FR 3 : bulletin en fin de soirée (vers 22 heures).

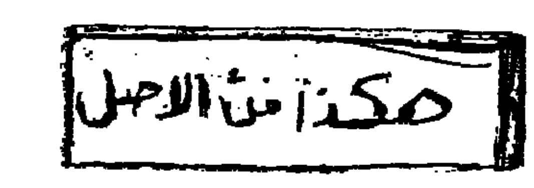
Actualités régionales à 19 h. 20 sur TF 1 et A 2, à 20 heures sur FR 3.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., (S.), 1 017 millibars, par A. Lacombe ; 9 h., (S.), Voix, par G. Geay ; 12 h., (S.), La chanson, par M. Legras ; 12 h. 37, (S.), Micro-facteur par B. Bailly (Offenbach Vieuxtemps Ravel Roussel) ;

14 h. (S.) Concert par J.-P. Derrien ; 17 h., (S.), Itinéraires, par D. Alluard (Ligeti, Anonymes XVe, Juan Fernandez de Madrid, Juan del Encina, Kagel) ; 18 h. 30, (S.), Syncopes, par M. Allessandrini et D. Hedayat ; 19 h. 35, Invitation au concert, par R. Bouillot ; 19 h. 50, (S.), A cordes, par P. Boivin ;

20 h. 30, (S.), Anthologie des orchestres de Radio-France, par C. Guy. L'orchestre national au Festival de Londres (1969) : « Béatrice et Benedict », ouverture (Berlioz), « Symphonie fantastique » (Berlioz), direction J. Martinon ; au Théâtre des Champs-Elysées : « Troisième Symphonie » (Prokofiev), direction C. Abbado ; 23 h. 15, (S.), Indéterminées, par M. Victor ; 24 h., (●), Faisceaux, par A. Almuro.



Reflets du monde entier

TIME

Le club du jugement dernier

Depuis Hiroshima, certains Américains vivent dans la hantise du Jugement dernier. « *Il est intéressant de noter*, écrit l'hebdomadaire *TIME, que cette phobie, comme beaucoup d'autres, peut être une source de profit. Un groupe de promoteurs californiens vient ainsi de fonder le club de Scott-Meadows — 300 hectares d'une fertile sierra sauvage qui sera convertie en retraite inviolable lorsque notre civilisation aura été désintégrée.*

» *Pour un droit d'adhésion de 12 500 dollars (60 000 francs) et une cotisation annuelle de 300 dollars (1 000 francs), les membres du club se voient attribuer un peu d'espace dans le « Bâtiment de sécurité » pour stocker une année d'aliments déshydratés. Ils ont également droit à une réserve d'eau, à l'usage de l'électricité, et même à un emplacement de camping.*

» *Les futurs adhérents sont conduits à Scott-Meadows les yeux bandés, et les membres sont menacés d'expulsion immédiate s'ils révèlent l'endroit où se trouve leur club. Cinquante familles ont déjà adhéré. Les promoteurs en espèrent trois cents, comprenant notamment des médecins, des dentistes et des agronomes pour assurer la vie de la communauté. Lorsque la fin du monde approchera*, expliquent-ils, *on dynamitera les approches du club pour préserver la nouvelle utopie du vieux monde en ruine.* »



La Chine est une caserne...

« *Pour moi, la Chine est une immense caserne qui vit en permanence dans la tension et la peur* », écrit David Karpil dans l'hebdomadaire soviétique, *LITERATOURNAYA GAZETA*. Le reporter poursuit : « *Mes observations, mes contacts avec les Chinois m'ont fait penser que la majorité des hommes de là-bas sont las des multiples « campagnes » qu'on leur a fait mener. La plupart évoquent avec réticence, et même avec un frisson intérieur, la « révolution culturelle ».*

» *Le mode de vie maoïste repose sur la surveillance des citoyens. Plusieurs maisons forment une cellule dont les membres sont tenus de rendre compte les uns aux autres de leurs pensées et de leurs actes. (...) Chaque semaine, le chef de famille rend compte au Comité révolutionnaire du quartier de la situation idéologique dans sa famille, ce qui n'est rien de moins qu'un système de délation. Pratiquement, tout le monde est tenu d'agir de la sorte, y compris les écoliers qui, en fin de semaine, écrivent des dissertations sur la lutte de classe dans leurs familles et chez leurs camarades.*

» *L'homme n'a pas droit à une vie personnelle : chacun de ses actes fait l'objet d'une surveillance rigoureuse. Tout ce qu'il fait à la maison. (...), où il va, de quoi il parle, ce qu'il reçoit, ce qu'il mange, ce qu'il lit, ce qu'il écoute à la radio est immédiatement enregistré par son entourage et porté à la connaissance du Comité révolutionnaire du quartier !* »

朝日新聞

Crise sur les plaisirs nocturnes

Conséquence de la récession, les employés nippons renoncent à leurs plaisirs et désertent les bars et les cabarets. Pour remédier à cet « absentéisme », les propriétaires de ces établissements ont lancé des opérations de racolage de grande envergure qui ont fini par provoquer l'intervention de la police. *L'ASAHI SHIMBUN* écrit à ce propos :

« *La police du quartier d'Ueno, à Tokyo, a dû sévir pour rétablir une circulation normale dans les rues et empêcher que les piétons ne soient en butte aux propositions intempestives des rabatteurs des boîtes de nuit du quartier. Onze de ces derniers ont été arrêtés pour violation de la loi sur le contrôle des lieux de plaisir.*

» *Le quartier d'Ueno est riche d'une bonne centaine de cabarets, bars et « saunas ». A partir de 9 heures du soir, alignés devant leur établissement, des rabatteurs, par équipes, attendent le client. Non contents de l'accoster, ils saisissent parfois l'indécis par les épaules pour l'entraîner à l'intérieur. Certains vont plus loin : ils lui prennent son chapeau, son parapluie ou sa serviette, qu'ils ne lui rendent que s'il entre consommer. Les propriétaires des établissements sont furieux de l'ingérence de la police dans leur affaire et arguent que la sollicitation est un élément indispensable à leur commerce.* »

THE GUARDIAN

Drôle d'oiseau !

L'esprit d'invention britannique marque le pas, si l'on en croit *THE GUARDIAN*. Selon le quotidien de Londres, en effet, « *L'Association de l'aviation légère a renouvelé son offre d'un prix de 1 000 livres* (9 500 francs) — *don d'un membre anonyme l'année dernière — pour la première traversée de la Manche « à vol d'oiseau ».*

» *L'engin peut être à moteur. Il peut avoir n'importe quelle dimension et ne pas avoir de pilote, pourvu que ses ailes battent... Il ne doit donc pas être soutenu par un ballon à air chaud ou mu par une hélice. Quel que soit son mode de propulsion, celui-ci doit faire battre les ailes de la machine de haut en bas à la manière d'un oiseau.* »

Selon l'Association, « *personne n'a encore tenté de gagner le prix dont le montant est toujours à la disposition d'un vainqueur éventuel.* »

EL MOUDJAHID

Une coopérative d'individualistes

La campagne de volontariat étudiant dans le cadre de la révolution agraire bat son plein en Algérie. Mais le quotidien *EL MOUDJAHID* dresse ainsi le constat d'une brigade de lycéens à Ghardaïa, dans le sud du pays.

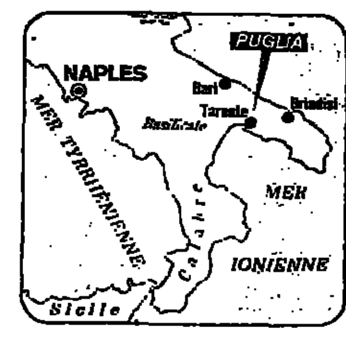
« *Pourtant riche de jardins et de terres fertiles, la commune connaît de sérieuses difficultés dans l'application de la révolution agraire... A peine s'il y a ici une cinquantaine de coopérateurs. Les attributaires (de terres) se débattent en permanence dans des problèmes infinis. Ils ont le sentiment qu'ils sont sans défense. Alors chacun cherche une solution individuelle aux problèmes de l'ensemble. Il faut du monde pour travailler, mais la pompe d'irrigation est toujours en panne. Il faut d'interminables démarches pour la faire réparer ou pour pouvoir la changer. Les plantations brûlent au soleil. La coopérative est en train de s'asphyxier. Nous nous demandons si elle devra être livrée au désert ou s'il y aura d'autres mains pour l'exploiter quand les derniers coopérateurs auront flanché.*

» *Les mains de qui ? Tout le problème est là.* »

ETRANGER

Lettre de La Puglia

Les bonnes manières de Gianfausto



Si vous voyez l'Italie comme une botte, la Puglia peut être considérée comme son talon. C'est une contrée très pauvre. Ici, c'est avec une charrue en bois que la plupart des paysans retournent la terre.

C'est par milliers qu'il a fallu couper les vieux amandiers et les oliviers pour libérer assez d'espace en vue du projet grandiose. Puisque c'est ici, dans cet environnement immuable depuis des siècles, que l'on a implanté une des aciéries les plus modernes du Vieux Continent.

Pourquoi était-ce nécessaire ? C'est parce que le gouvernement italien, en accord avec les Communautés européennes, a décidé de sortir le peuple de la Puglia de sa pauvreté ancestrale. Actuellement, c'est par centaines que les petites voitures populaires attendent, sous un soleil ardent, le sifflement des sirènes annonçant la sortie des ouvriers.

Giorgo, le pêcheur, tout en rangeant les poissons étalés autour de lui, m'a traité de fou quand j'ai essayé de comparer ses revenus modestes avec ceux des travailleurs de l'aciérie. Peut-on imaginer qu'il puisse échanger le balancement de sa barque, la vision du soleil montant à l'horizon, le parfum miraculeux de la mer, le sentiment enivrant de la liberté, l'excitation de l'insécurité, du risque et de la variété contre l'air étouffant et lourd d'une usine ? Mais il n'a commis aucun crime pour mériter pareille punition !

Stefano m'a longuement expliqué, tout en sirotant son vin — je devais le goûter si je me considérais comme son ami, — que, selon lui, toute cette vie moderne avec son industrie, son électricité, ses téléviseurs, n'est que transitoire. Elle va passer comme tant de choses depuis que nous marchons sur nos deux jambes. Ce qui reste, ce qui est éternel, c'est la terre, ses produits et les animaux, le pain, le raisin, le mouton, le chien et le ciel souriant. Et le lapin blanc aux oreilles roses qui se dresse et grignote une fleur sous nos yeux. *Mamma mia*, je vais voir qu'il a raison !

Moi, je veux bien, si je vis encore, bien sûr.

Gianfausto est polyglotte. En dehors de sa langue maternelle, il se fait comprendre en français et en anglais aussi. Il n'en est pas peu fier. C'est la direction de l'usine qui me l'a délégué pour m'assister au cours du tournage d'un film que j'ai réalisé sur la transformation de la région. Il connaît tout et tout le monde, il organise tout. Et puis, il a de très bonnes manières. Rien d'étonnant : c'est un homme qui a vu le monde. Il a été matelot pendant dix ans sur un bateau anglais.

« *Avez-vous déjà vu un « trullo » ?* », m'a-t-il demandé.

Je n'ai pas vu. Son père, qui est viticulteur, vit dans une maison semblable, construite il y a des siècles des propres mains de l'un de ses ancêtres. Il a monté un mur de pierre tout autour de la maison. Il n'y a rien de pareil au monde. Je peux lui faire confiance, parce que lui, Gianfausto, a parcouru le globe et s'en est persuadé. Inutile de dire le contraire, il ne le croirait quand même pas.

Le père est grand, corpulent, le visage plein de rides. A mon étonnement, il n'a que cinquante-deux ans ; il a l'air d'en avoir beaucoup plus. Au cours de toute son existence, il ne s'est jamais éloigné de plus de 20 kilomètres de sa maison.

« *Quelle époque !* dit-il avec un profond soupir quand nous parlons de son fils. *Quand je mourrai, il n'y aura plus personne pour vivre dans le « trullo » et cette terre, qui est une part de nous-mêmes, comme notre sang et notre chair, sera abandonnée. Cela crie au ciel !* » Il a les larmes aux yeux. Gianfausto n'ose pas le regarder. Troublé, il tourne le verre rempli de vin blanc. Il a mauvaise conscience. La culpabilité se voit sur son visage. Il s'est éloigné de son père, de la famille, du passé, de la tradition. Ingrat, fils prodigue, il a traversé des siècles.

La petite maison de Gianfausto est simple et moderne. La maîtresse de maison est jeune, élancée et gracieuse. Ses cheveux noirs merveilleusement tressés et ses grands yeux bruns sont non moins étonnants. Elle a un nez grec qu'on penserait sculpté par Praxitèle. J'ai l'impression qu'Aphrodite en personne est entrée dans la pièce. Elle ne me regarde pas, se contente d'un petit signe de tête dans ma direction et chuchote en grec avec son mari. Gianfausto l'a amenée d'une île grecque, l'île de Kithira.

Je me permets de douter que Lucullus ait eu un meilleur repas que celui qu'Aphrodite nous a servi.

Il était minuit passé quand mon hôte consentit à me laisser partir. Devant la porte de la maison, je l'ai remercié une fois de plus.

— Et je vous félicite pour votre femme, Gianfausto. Elle est belle et elle fait magnifiquement la cuisine..., dis-je pour terminer mes remerciements.

Je croyais qu'il allait me remercier pour mon compliment. Quelle erreur ! Je me suis déjà trompé souvent dans ma vie, mais jamais autant !

Le visage de Gianfausto est devenu subitement sombre, il a lâché ma main, ses yeux lançaient des éclairs. La situation était terriblement pénible, je ne savais que faire.

Je me trouvais seul et désemparé sous le ciel étoilé de la Puglia, avec en face de moi un ouvrier métallurgiste, ancien matelot de stature — oh ! combien — imposante et en fureur. Je me sentais innocent. Finalement Gianfausto brisa cette immobilité. Il mit sa main sur mon épaule et avec une bienveillance paternelle me dit :

— *Alessandro, mon ami, tel que je te connais, j'ai l'impression que tu n'aimes pas un fer froid dans l'estomac.* » Il le répéta en anglais pour donner plus de poids à sa phrase : « *A cold iron in your stomach.* »

— A vrai dire, non. Bégayant et essayant de vaincre ma peur, j'ai ajouté : J'attrape très vite un rhume.

— *Alors, fais attention à ce que tu dis...,* répondit aimablement Gianfausto. *Mais il était toujours* menaçant.

— Pourquoi ? Qu'ai-je dit de mal ? demandai-je sur la défensive.

— *Tu as dit que ma femme était une belle femme... L'as-tu dit ?*

— Bien sûr que je l'ai dit. Ce n'est pas vrai peut-être ?

— *Bien sûr que c'est vrai.*

— Alors, qu'il y a-t-il de mal ? Je n'ai pas menti !

— *Alessandro mon ami, dans ce pays, ou en Calabre, il suffit de prononcer une phrase pareille, pour que tout mari qui se respecte enfonce son couteau dans ton estomac. Et jusqu'à la garde !* précisa-t-il.

— Mais pourquoi donc, Gianfausto ?

— *C'est parce que : si tu sais que ma femme est belle, cela veut dire que tu l'as regardée et qu'elle te plaît. Et si elle te plaît, il est clair que tu voudrais avoir des rapports assez rapprochés avec ma femme. Eh bien ! celui qui désire avoir des rapports assez rapprochés avec ma femme, aura ce qu'il mérite : je le transperce immédiatement, sur place, sans attendre... C'est clair ?*

— Pour clair, c'est clair. Il n'y a pas de malentendu possible. Mais je te déclare solennellement que je n'ai jamais eu de pareille pensée, que je n'ai jamais eu d'intention malhonnête à l'égard de ta femme. Je n'avais pas, je n'ai pas et je n'aurai pas, ma *parole d'honneur !*

— *Vois-tu, Alessandro, autre part, tu n'aurais jamais eu l'occasion de te lancer dans de longs discours semblables. Tu ne peux le faire que chez moi. C'est que je t'aime bien et que je sais que tu n'es pas de ce pays. Je sais bien que tu viens de l'Europe occidentale sauvage, du Wild-West-Europe. Là-bas, je le sais, tout le monde peut jeter son dévolu sur l'épouse, la fille, la sœur de son prochain. La femme, la fille, la sœur de l'autre, sont une proie libre que l'homme peut toucher, souiller impunément... Eh bien ! sache qu'ici, grâce à Dieu, ce n'est pas encore le cas...*

Il avait fini son discours et reculait dans la porte. « *Que le bon Dieu te bénisse !* » dit-il avant de fermer la porte, comme quelqu'un qui ne veut plus jamais me revoir.

J'ai la vague impression que son désir sera exaucé.

ALEXANDRE SZOMBATI.

MAROTTE

L'homme au dinosaure

Depuis quelques mois, un brontosaure haut de quelque 12 mètres et long de près de 50 mètres se dresse à Cabazon, petite ville du désert du sud-est de la Californie. L'animal est vraiment trop énorme, même si l'on se rappelle que le brontosaure était un des plus grands dinosaures de l'ère secondaire — et *même un des plus grands* animaux terrestres à avoir jamais vécu. Et, contrairement au cœlacanthe, ce dinosaure-là n'est pas un fossile vivant ayant miraculeusement survécu dans une cachette pendant plusieurs dizaines de millions d'années.

Le brontosaure de Californie, trois fois plus grand que ne l'était le monstre de l'ère secondaire, est fait d'une « peau » de béton sculpté épaisse de 12,5 centimètres posée sur une carcasse d'acier. Bientôt un musée doté de l'air conditionné sera installé dans les entrailles du brontosaure. Dans un proche *avenir, la tête du monstre — plus* grosse proportionnellement que celle de l'original — devrait être agrémentée d'une large langue se balançant gracieusement au gré du vent. A plus longue échéance, on parle de donner au brontosaure un compagnon encore plus énorme : un tyrannosaure haut d'une vingtaine de mètres, alors que, dans la réalité des temps secondaires, cet autre dinosaure ne dépassait guère les 5 mètres — et c'est incidemment qu'il a vécu quelques millions d'années après le brontosaure. Malheureusement (?) pour lui, le brontosaure risque de rester seul. Son auteur et propriétaire, M. Claude Bell, a soixante-dix-huit ans, et il lui a fallu onze ans (et 10 000 $ par an) pour construire son premier monstre...

L'*International Herald Tribune*, qui a récemment raconté l'histoire de « l'homme-au-dinosaure », a donné quelques précisions sur la marotte voyante et coûteuse de M. Bell. La double origine de celle-ci doit être probablement recherchée dans deux événements fortuits survenus pendant l'enfance de M. Bell. Presque en même temps, le jeune Claude s'aperçut qu'il pouvait gagner de l'argent en sculptant des statues de sable sur la plage d'Atlantic-City (New-*Jersey*) *et il fut ébloui en découvrant* dans la banlieue de cette ville une maison de bois faite en forme d'éléphant (la fantaisie des propriétaires est parfois surprenante : il y a une bonne vingtaine d'années, j'ai vu, aux Pays-Bas, une maison en forme de piano à queue... faite, bien sûr, pour un musicien !).

Sans abandonner le sable, *M. Bell adulte passa au ciment et*, pendant des années, il vécut en faisant des sculptures pour foires et expositions. En 1953, il acheta la concession d'un atelier de portraits dans un parc d'attractions du sud de la Californie. Et il acheta à Cabazon une trentaine d'hectares de désert sur lesquels il ouvrit une auberge.

Ayant l'argent — son atelier de portraits lui *rapporte 140 000 dollars* par an — et le terrain, M. Bell put penser sérieusement à surpasser la maison-éléphant. La construction du brontosaure commença en 1964. Depuis lors, l'homme-au-dinosaure se partage entre son atelier — il faut bien vivre — et son monstre qu'il fignole sans cesse. Le tyrannosaure ? « *Après tout, j'ai encore vingt-cinq ou trente ans à vivre. Je ne m'arrêterai que lorsque je ne pourrai plus travailler* », a dit sans rire M. Bell à Roy J. Harris Jr. qui a raconté cette histoire dans l'*International Herald Tribune*. « *J'ai bien peur qu'il ne parle sérieusement* », a soupiré en écho Mme Bell.

YVONNE REBEYROL.

L'HISTOIRE *par Jean-Marie Mayeur*

Élie Halévy et l'Angleterre contemporaine

LES éditeurs français n'ont que rarement l'audace d'entreprendre la réédition des grands classiques de l'historiographie. Aussi faut-il se réjouir de la publication, en à peine plus d'une année, de l'*Histoire du peuple anglais au XIXe siècle* (1), l'œuvre majeure, épuisée depuis des années, d'Elie Halévy. Fils de Ludovic Halévy, frère de Daniel, ce normalien, agrégé de philosophie, fut l'un des fondateurs, avec Xavier Léon, de la *Revue de métaphysique et de morale* et l'ami d'Alain. Pourtant, les bilans, les commémorations paraissent l'oublier. La raison de cette injustice est double : Elie Halévy enseigna l'histoire, pendant près de quarante ans, à l'école libre des sciences politiques, en marge de l'Université. Surtout, ce travailleurs solitaire, *cet esprit indépendant* ne laissa ni épigones ni école qui se réclament de lui et accaparent sa mémoire. Il n'en est que plus indispensable, à propos de cette réédition, de revenir sur une œuvre dont la vigueur et l'originalité demeurent.

Elie Halévy avait publié en 1912 le célèbre tableau de l'Angleterre en *1815*. C'est après la guerre qu'il donna, en 1923, une suite qui menait l'histoire de l'Angleterre du lendemain de Waterloo à l'avènement de Peel. Mais, bien vite, il interrompit le récit de l'ère victorienne, pour aborder les deux décennies qui précèdent le conflit mondial, où il voyait le prologue des drames du vingtième siècle. Les deux volumes de cet épilogue parurent en 1926 et 1932. Elie Halévy fut frappé par la mort en 1937. L'histoire du peuple anglais demeura inachevée, malgré la publication posthume d'un tome consacré au milieu du siècle (2).

Plus de deux mille pages denses, nourries souvent d'un contact de première main avec les sources : convenons que notre temps, qui a vu une étonnante inflation de manuels, dossiers et autres précis, a un peu perdu l'habitude de ces amples synthèses, qui valent à la fois par les tableaux, aux larges perspectives, et le récit, jamais fastidieux, de l'histoire générale. Halévy savait d'un mot et sans effets de style évoquer les hommes et les situations. Il savait, par la sobriété et le dépouillement de l'expression même, suggérer le tragique. Quel lecteur de l'*Epilogue* n'a gardé en mémoire les pages consacrées aux heures qui précédèrent le début du conflit mondial, et la chute finale : « *Déjà l'invasion de la Belgique avait commencé. La nuit vint, et l'Angleterre entra dans la guerre.* » ?

L'*Histoire du peuple anglais* demeure étonnamment moderne par la volonté de compréhension et d'explication. Dans l'avant-propos du tableau de *l'Angleterre en 1815*, Halévy disait son souci de « *comprendre comment les diverses séries de phénomènes — politiques, économiques, religieux — s'interpénètrent et réagissent les uns sur les autres* ». Il mettait en garde contre les explications « *simplistes* » et souhaitait « *faire éprouver la complexité des relations de toute espèce dont l'enchevêtrement constitue le fait historique* ». A cette prudence dans l'explication, il joignait, dans son entreprise, « *une bienfaisante faculté d'étonnement* ». Ce Français qui écrivait une histoire de l'Angleterre était amené à juger « *surprenants* » bien des aspects de la société anglaise « *familiers aux indigènes depuis leur naissance* ».

Aussi une interrogation centrale court-elle à travers son livre, celle même que posèrent si souvent les esprits libéraux de ce côté-ci de la Manche : quelles sont les raisons de la stabilité du gouvernement ? Elles ne tiennent pas, estime E. Halévy, aux institutions politiques, et de décrire « *un pays sans bureaux, sans police, où le pouvoir exécutif était plus faible que dans aucun autre pays d'Europe* ». Dans ce pays, pourtant, « *les éléments de désordre et d'anarchie, inhérents à la tradition politique du pays s'organisent insensiblement et se transforment en discipline spontanée. Les guerres de religion s'apaisent pendant que les sectes se multiplient. L'émeute dégénère en manifestation pacifique. La guerre civile devient la lutte des partis, soumise à des règles librement acceptées de part et d'autre* ». E. Halévy montrait que « *le secret de cette organisation progressive de la liberté* » ne devait rien à la constitution de la société économique. Bien plus, « *si le matérialisme historique était vrai* », l'Angleterre du dix-neuvième siècle serait « *le pays prédestiné de la révolution politique et de la révolution religieuse* ». Or, malgré l'intensité des convulsions sociales et la misère du prolétariat, tel ne fut pas le cas. A la recherche d'un principe d'explication, E. Halévy aborde alors « *un dernier ordre de phénomènes sociaux : les croyances, les émotions et les opinions* ».

Convaincu qu' « *étudier la structure sociale d'un pays, c'est d'abord étudier sa structure religieuse* », il décrit, dans le tome I comme dans le tome III (dont une partie porte sur les croyances en 1852), les institutions et la vie religieuses. Il assigne une place essentielle au « *réveil méthodiste* » du dix-huitième siècle ; son influence sur les sectes, sur l'Eglise établie, sur les formes laïques de la pensée explique la stabilité de la société anglaise. « *L'élite de la classe ouvrière, la bourgeoisie laborieuse, sont, par l'effet du réveil évangélique, animées d'un esprit qui n'a rien de dangereux pour l'ordre établi.* » Les sectes contribuent au progrès de l'esprit d'association, elles imposent au pays une armature morale. « *Le despotisme des mœurs... rend presque inutile le despotisme des lois.* » Dire que l'Angleterre est un pays libre, c'est dire qu'elle est « *le pays de l'obéissance volontaire, de l'organisation spontanée* ». Telle est, schématisée à l'excès, la thèse par laquelle Elie Halévy prend place parmi les maîtres français de la sociologie des religions.

Il faudrait insister à loisir sur maintes analyses qui révèlent des préoccupations que les historiens contemporains d'Elie Halévy n'avaient pas toujours, ainsi des questions militaires et navales, du système d'enseignement, de l'émancipation féminine, « *mouvement d'origine intellectuelle et non économique, bourgeoise et non ouvrière* ». L'exemple, nullement unique, d'Elie Halévy suffit à démentir le mythe selon lequel les historiens auraient porté une longue défiance à l'histoire très contemporaine. Quand Elie Halévy publie son *Epilogue*, il fait le récit d'une histoire dont il a été le témoin et qui n'est guère plus éloignée de nous que le début de la IVe République. Il avait entrepris l'histoire du peuple anglais au début de ce siècle ; il terminait l'*Epilogue* en 1932 alors que le monde entrait dans cette « *Ere des tyrannies* », née de la guerre et de ses conséquences, dont il pressentait avec lucidité l'avènement (3). Déjà, dans l'Angleterre d'après 1895, il observait le déclin de l'idéal libéral. « *Décadence de cette forme individualiste du christianisme que constitue le protestantisme ; renaissance... des formes catholisantes du christianisme* », décadence de l'individualisme économique, progrès du socialisme, montée des « *passions démocratiques et guerrières* », tel est le diagnostic, marqué de nostalgie pour l'époque de la « *liberté tempérée* ».

***

La lecture des dernières synthèses publiées en français, fondées sur les travaux les plus récents, montre bien à quel point Halévy demeure un classique, même si notre connaissance de l'histoire démographique, économique, de l'histoire des groupes sociaux, s'est approfondie. François Bédarida a publié simultanément un manuel clair et vigoureux consacré à *l'Angleterre triomphante* (1832-1914) et un essai fort suggestif intitulé : *l'Ere victorienne* (4). On appréciera tout particulièrement, dans ce dernier ouvrage, les analyses brillantes de la triade « *mid-victorienne* », travail, famille, religion. F. Bédarida, lui aussi, insiste sur l'importance de l' « *évangélisme* » qui a marqué les mœurs d'une empreinte austère et puritaine. La notion du devoir, la foi en la responsabilité morale de chacun, le moralisme, constituent un credo commun à tous, des trade-unionistes et des socialistes aux industriels et aux commerçants exploiteurs de l'Inde.

Dans la stabilité du corps social, la famille joue également un rôle essentiel. Nul ne la met en cause. En outre, et là, la différence avec la France est éclatante, la contraception est « *peu répandue, mal vue et surtout étrangère à la mentalité générale* ». F. Bédarida marque bien l'ampleur des contrastes sociaux, la condition dramatique du prolétariat, la « *peur de la révolution* », pour reprendre le titre d'un chapitre d'E. Halévy, qui hante les classes dirigeantes ; mais passées les secousses de 1848, le mouvement ouvrier se soucie avant tout d'aménager le capitalisme et d'instaurer la démocratie sociale.

La solide étude de Roland Marx sur la Grande-Bretagne contemporaine (5), qui offre le très grand mérite d'aller jusqu'à notre temps, invite à une réflexion sur les mutations et la continuité dans l'histoire de l'Angleterre. Déclin et difficultés de l'économie, déclin des ambitions géographiques : l'Angleterre est devenue une puissance comme les autres. Cependant les relations sociales et le système politique témoignent, par-delà telles péripéties, de la permanence de cette originalité britannique qui déjà fascinait Elie Halévy. Roland Marx montre que l'alternance des deux grands partis n'a jamais sérieusement mis en cause « *la nécessité d'assurer un contrôle direct ou indirect de certains secteurs économiques essentiels, ni le devoir de la collectivité d'assister tous les citoyens en difficulté* ». La recherche d'une voie médiane, « *entre les contraintes du collectivisme et les maux de l'anarchie libérale* », est le fil conducteur d'une évolution complexe. Le consensus sur l'essentiel permet un « *cheminement sans heurt excessif, sans rupture brutale* ».

R. Marx ne sous-estime ni l'ampleur des clivages entre les classes sociales, ni le désenchantement que suscite une vie politique au visage souvent médiocre. Mais il marque avec force la spécificité d'une évolution, conforme à ces « *mœurs politiques* » dont Elie Halévy, voici bientôt cinquante ans, écrivait qu'elles sont « *un objet d'exécration en même temps que de secrète envie pour tous ceux qui, sur le continent, soit dans les partis de droite, soit dans les partis de gauche, professent la philosophie de la violence* ».

(1) Cette nouvelle édition, chez Hachette, comprend cinq volumes : tome I, *l'Angleterre en 1815* ; tome II, *Du lendemain de Waterloo à l'avènement de Sir Robert Peel* (1815-1841) ; tome III, *le Milieu du siècle* (1841-1852) ; tome IV, *Epilogue I, les Impérialistes au pouvoir* (1895-1905) ; tome V, *Epilogue II, Vers la démocratie sociale et vers la guerre* (1905-1914).

(2) Edité avec le concours de l'historien Paul Vaucher. Les anciens élèves d'E. Halévy assurèrent également la publication, à partir de notes de cours et de rédactions originales, d'une *Histoire du socialisme*, fruit de l'enseignement d'E. Halévy à l'Ecole libre des sciences politiques. Elle vient d'être rééditée dans une collection de poche, « Idées » (Gallimard).

(3) C'est le sujet de sa communication à la Société française de philosophie, en novembre 1936, et d'un ouvrage posthume.

(4) *L'Angleterre triomphante* (1832-1914), Hatier Université, 1974, 224 pages ; *l'Ere victorienne*, PUF, collection « Que sais-je ? », 128 pages.

(5) *La Grande-Bretagne contemporaine* (1890-1973), Armand Colin, 1973, 320 pages. Regrettons que ce livre ne donne pas de textes en documents, comme d'ordinaire dans les ouvrages de la collection « U ».

CROQUIS

Les larmes

LES visages de cire sourient niaisement dans la vitrine. Il hésite longuement, puis, son choix terminé, il va à sa voiture. *Du coffre, il tire un fauteuil pliant*, dont les chromes scintillent au soleil. Posément, il l'installe et règle les roues. Sur le siège avant, la passagère n'a même pas tourné la tête. Le regard, d'une étrange fixité, se perd dans le lointain, tout au bout *de la rue commerçante, bornée d'un* côté par la masse grise de la cathédrale.

L'homme, grand, distingué, prend la femme dans ses bras et l'enlève sans effort, mais avec une douceur infinie. Puis il l'assied dans le fauteuil. *L'un poussant l'autre, ils se* dirigent vers la vitrine. Et là les visages s'affrontent. Ceux de cire, pleins de vie peinturlurée, celui de la passante, blême et figé par la maladie qui a laissé le corps comme mort...

Le siège roulant, manœuvré avec l'aisance que donne l'habitude, pénètre dans le salon de coiffure, coupant net le caquetage des clientes, qui observent le couple avec stupeur. La femme-momie surtout, aux cheveux blancs et rares, mais vêtue élégamment et portant des bijoux de prix. *Le silence soudain du magasin*, chargé de lourds parfums, n'est plus troublé que par le ronflement des séchoirs. Lui se dirige vers la caisse et dit : « *Je voudrais que vous posiez à mon épouse une de ces perruques, la seconde en partant de la droite.* »

Devenue subitement chauve et odieuse, la tête de cire de la devanture n'en garde pas moins son imbécile sourire lorsque la coiffeuse lui ôte *son bonnet de mèches blondes*, souples et luisantes. « *Je vais chercher des cigarettes. Je reviens dans cinq minutes* », annonce l'homme. Dans le fauteuil roulant, elle n'a pas *réagi. Pourtant, au fond des yeux* s'allume, fugace, une lueur de désarroi.

Avec précaution, la coiffeuse ajuste la perruque. Instantanément, le flot doré donne au visage mort une grâce juvénile. Cependant, le regard reste fixé, braqué, sur le miroir. Soudain, voici qu'il est noyé par un attendrissement étonnant. Le mari *est de retour. Stupéfait, il murmure : « Mon Dieu ! Que tu es belle, ma chérie ! »* Et, chez l'épouse paralysée, ce compliment fait jaillir des larmes, provoquées par un des rares soubresauts du cerveau martyrisé.

Le fauteuil est poussé vers la sortie. Au moment où il va franchir le seuil, une bêtasse, comme il s'en rencontre parfois, dit à mi-voix à sa voisine : « *Ne vaudrait-il pas mieux qu'elle soit morte ?* »

Il a entendu, et son fin visage s'est crispé. Tendrement, il se penche sur la perruque, qu'il effleure des lèvres, et il prononce très haut cette phrase : « *Et moi, qu'est-ce que je deviendrais sans toi ?* » Et la porte se *referme sur le couple, qui se perd* au milieu de la foule.

La bêtasse est contrariée. Elle vient de se casser un ongle. Son mari ne va pas être content et l'accusera encore de se négliger. Dans le salon, le caquetage a repris, à l'ombre de la cathédrale.

SERGE GRAFTEAUX.

HUMOUR

De vis en chaise

C'EST un ami qui m'a raconté cette histoire, avec toutes les marques de la sincérité, et, tout de même, un drôle *de sourire en coin. Mais cet ami* est tellement hâbleur, il raconte tellement d'histoires, que je ne parviens pas à le croire tout à fait. Jugez-en.

Il travaille dans une grande administration. Il a donc un bureau, dans un bureau. Derrière ce bureau, il est assis sur une chaise, faite de tubes métalliques chromés et cintrés, supportant un siège et un dossier, l'un et l'autre recouverts de matière plastique et fixés aux tubes par des vis dites Parker, à tête cruciforme. Belle invention ces sortes de vis, entre nous ! Les vis d'antan, à rainure simple, vous aviez toujours n'importe quoi sous la main pour les revisser — un *canif, une lime à* ongles, un coupe-papier. Celles-ci, non : il faut du matériel de spécialiste. Cependant, voici un truc, toujours confidentiel : avec un trombone de taille appropriée (non, pas un trombone, enfin, une « *attache de bureau* », vous savez bien), et en entourant l'autre extrémité *avec votre mouchoir, sinon* vous vous ferez mal aux doigts, vous parviendrez à revisser aux trois quarts à peu près. Plus loin, pas possible, vous avez tout de *même mal aux doigts, et le trombone se tord.*

Mon ami Marcel, donc, s'aperçoit un jour que le dossier de sa chaise prend du jeu au point que la sensation de roulis qu'il éprouve en alignant ses chiffres est nettement anormale dans un immeuble de bureaux qui n'est pas un vaisseau *de haute mer. Vérification* faite, les deux vis qui fixent le dossier aux tubes se sont absentées sans permission. Brève recherche autour, alentour et jusque dans les interstices du parquet. Vaine. La femme de ménage, dont la visite *hebdomadaire* est *pourtant relativement mensuelle*, a dû les balayer par mégarde.

Marcel avise, comme il se doit, la secrétaire du service de la nécessite d'une réparation. La secrétaire, comme elle le doit, *remplit un bon (en triple exemplaire,* avec carbones), visé par le chef de bureau et acheminé par la voie normale vers le service « matériel et entretien ». Au service « *matériel et entretien* », le bon est ventilé vers la serrurerie. Irréprochable : les serruriers s'occupent du fer, les menuisiers s'occupent du bois.

Au bout de quelques jours, Marcel voit arriver dans le bureau *deux hommes.*

« Ah ! messieurs, bonjour, s'écrit-il tout joyeux. Vous venez me remettre mes vis ?

— Pardon, faites excuse, répond le plus âgé, nous venons prendre la chaise à réparer.

— *Mais il n'y a que deux vis* à remettre à ce dossier, s'exclame Marcel.

— Ah ! Nous ne savons pas, reprend l'homme de l'art, nous devons apporter la chaise à l'atelier.

— Pour deux vis ! gémit *Marcel.* Et sur quoi vais-je m'asseoir ?

— Ça ne sera pas long, assurent les deux hommes, qui disparaissent *avec l'objet vers les profondeurs* d'un lointain sous-sol. »

Marcel s'accommode d'un vieux tabouret resté dans un coin sous une pile d'annuaires et prend son mal en patience. Le soir même, il est vrai, l'un des deux hommes revient (seul) avec la chaise.

« A la bonne heure, dit Marcel, *avenant et rasséréné.*

— Pardon, faites excuse, réplique l'homme de l'art. Nous n'avons pas les vis qu'il faut... Alors, je vous *rapporte la chaise pour que* vous puissiez vous asseoir.

— *Merci, vous êtes bien aimable,* répond Marcel. Mais ces vis ?

— Nous allons les commander.

— Et ça prendra combien de temps, d'après vous ?

— Ah ça, je ne peux pas vous dire... »

Quelques semaines se passent.

Un matin, coup de téléphone *dans le bureau de Marcel* : « Nous avons reçu vos vis. Nous allons *venir prendre votre chaise.* »

On vient. On remporte la chaise. Remise en jeu du tabouret. Une heure plus tard, nouveau coup de téléphone : « Vos pas de vis *étaient usés. Il faut changer le* dossier. Nous vous renvoyons la chaise. »

On revient. On rapporte la chaise. Le dossier est commandé. Quelques semaines se passent. Roulis, tangage. Un matin, le téléphone : « Monsieur Marcel ? Le fabricant ne fait plus de dossiers de chaises correspondant à *votre série. Nous allons vous commander un nouveau modèle de fauteuil.* »

Et c'est ainsi que Marcel se serait vu livrer, à quelque temps de *là, un magnifique* appareil pivotant, avec roulettes caoutchoutées, double réglage de hauteur, compensateur de pression dorsale, et ce qu'il appelle le « *changement de vitesse* » : un levier commandant les diverses positions de la mécanique, sur laquelle, en vérité, il est même possible de s'asseoir.

Mais cette histoire est tout de même tellement invraisemblable que, malgré toute mon amitié pour Marcel, je ne peux pas le croire.

JEAN GUICHARD-MEILL.

Correspondance

«F» COMME FRAGILE

Nous recevons cette lettre de Mme Alice Planche à propos du billet de Pierre Viansson-Ponté Le Changement (« le Monde » daté 25-26 mai).

Qui le contesterait : « *Les institutions les plus assurées hier encore de leur pérennité, l'armée, les Eglises, l'Etat, paraissent soudain fragiles* ». A en croire les media, et même *le Monde*, elles sont en bonne compagnie : la famille, la foi, la fraternité, les *firmes* naguère les plus *fermes*, le film, le fisc, les festivals, la fête, la forêt, les formes, la France, *la langue française* et, *malgré son* éphémère flambée, le franc, tout donne des signes de fièvre, de fatigue, de faiblesse... tout, et, par-dessus tout, par-dessous tout, le fuel. Malgré le M.L.F., la femme « ifopée » confirme sa fâcheuse réputation ; elle s'avoue « fragile » ; mais son frère d'en face se sait gagné par le fléau...

Et pourquoi m'en tenir aux mots en F ? Tel ministre est plus « fragile » que les autres (le seraient-ils aussi ?). Le président, *interviewé, révèle* une certaine « *fragilité* », comme d'ailleurs les chefs de l'opposition. Que dire des *fédérations* que l'un et les autres patronnent ? Les démocraties neuves et les dictatures fossilisées *vacillent à la fois*. Doutant des valeurs spirituelles et des valeurs en Bourse, le vieux renard, le *jeune loup*, la chèvre et le chou naviguent sans voile, hantés par *les fantasmes du flasco* et de la faillite. Flous, fluents, fauchés, fichus, changés en fantoches ou en fantômes, les ex-deux cents familles et les deux milliards d'affamés vont-ils flancher de concert ?

La sagesse des nations, la philosophie, les littératures nous l'avaient pourtant répété : la félicité mondaine « a l'éclat du verre » et « *sa fragilité* », le bonheur est fragile et même « *le pire n'est pas sûr* ». *Socrate est mortel, et les* civilisations aussi. Mais nous étions en train de l'oublier : le néologisme « *sécuriser* », haï des puristes, nous servait de sésame. Le voilà déjà en passe d'être remplacé par « fragiliser ». L'épidémie atteint les espèces, dont la nôtre, leur équilibre, la planète. Où s'arrêter ? Hier tabou, la mort est à la mode, et même l'instinct de mort. S'il faut à tout prix nous « conforter », l'euthanasie fait recette aux dépens de l'accouchement sans douleur.

Peut-être est-il sain, pour tenir un temps sans perdre la face, de redécouvrir ainsi l'instabilité de la Fortune et des fortunes,... vase de Soissons, vase « où meurt cette verveine », nous risquons le fracas de la foudre, le coup de francisque et le coup d'éventail. Toute force fut-elle de frappe, est vulnérable, déjà blessée. — Mais ne faut-il pas se savoir fragile, vulnérable, condamné, pour être vivace et tenace, comme la vie ?

MŒURS

Le petit jeune à cabas

UN petit jeune à cabas se présente timidement devant la caissière. Dans ce supermarché pas très super se déroule la furie consommatrice, rite du samedi soir. *Et le drame commence.*

La caissière interpelle le jeune *à cabas. Le ton est acide, impératif*, la moustache féroce : « Ouvrez votre cabas. Vous cachez quelque chose. » Supposition gratuite ou doute permis ? Alentour, les acheteurs lèvent un cil. Le jeune à cabas n'obtempère pas. Il s'accroche aux anses de son panier avec passion : « Non, mais ça va pas ? Dites tout de suite que j'ai une tête de brigand ! Et vous, vous croyez que vous feriez plaisir à rencontrer au coin d'un bois ? » Les clients lâchent leurs proies, couscous en boîte *et maquereaux vin blanc.* On s'émeut. On s'agglutine. On prend position. C'est la folle saga moralisatrice. L'opinion publique se partage en deux camps.

— Il a tort, sale jeune ! Qu'il ouvre son sac.

— Il a raison ! On nous prend pour quoi ? Toujours à suspecter. A nous suivre avec des radars, des télés. Bientôt des pièges à loup ! »

On argumente, on se bouscule. Deux gros zorros s'avancent, ceinturent l'interpellé. Aucune fonction policière ne justifie leurs coups de poings légers. Mais les voilà qui cognent à deux sur le microbe virulent, toujours cramponné à son cabas, répondant à coups de pieds. Le désordre devient ample et généreux : « *C'est ça, allez-y, démolissez-moi, tuez-moi ! De quoi vous mêlez-vous ? Ça vous fait plaisir de me tabasser, hein ? Amusez-vous, mais fichez-moi la paix. Je veux voir la direction.* »

Il n'y a pas de direction. On lui ménage néanmoins un petit entretien dans les hauteurs. On ouvre son panier. *Le grand vide qui l'emplit* l'innocente. Il redescend tête haute et, là, une autre caissière *l'intercepte : « Hé, tu me la feras pas à moi ! Montre ton panier. »* Le sentiment joyeux de sa bonne conscience se dilue. Vraiment, c'est trop. Accablé, il murmure : « *Pauvre France...* »

SYLVIE CASTER.

RAPATRIÉS

Le retour en France de Borzani Kradaoui

Les quatre Algériens retenus en otages à Saint-Maurice-l'Ardoise ont été libérés

Borzani Kredaoui est arrivé à l'aéroport de Toulouse-Blagnac, vendredi 8 août, peu après 19 heures. Le fils de l'ancien harki, retenu en Algérie depuis le 31 juillet, avait quitté Oran, puis Alger, pour Paris en fin de matinée, enfin muni d'une autorisation paternelle de voyage.

Peu après le retour de l'enfant, vers 19 h 40, les quatre travailleurs algériens séquestrés « en représailles » depuis le 6 août au camp de Saint-Maurice-l'Ardoise, étaient libérés.

On peut certes s'étonner qu'une administration algérienne — qui semble d'autant plus tâtillonne lorsqu'elle a à faire à des enfants d'anciens harkis — ait obligé un enfant de sept ans à rester neuf jours bloqué en Algérie. Mais l'exploitation « française » de l'incident apparaît pour le moins douteuse. L'oncle de Borzani Kradaoui — qui accompagnait l'enfant — devait affirmer, lors de son transit à Orly, que seule l'absence d'autorisation paternelle avait fait obstacle au départ d'Oran du jeune garçon. De plus, Borzani n'a jamais été gardé dans les locaux administratifs mais est resté dans sa famille.

Le but des associations des Français musulman est apparu clairement lorsque leurs responsables clamèrent, après la libération des quatre otages : « *C'est bien la première fois depuis l'indépendance que le gouvernement algérien met le genou à terre.* »

On ne saurait donc s'étonner que l'Amicale des Algériens en Europe dénonce « *la singulière inaction de la police* » ; d'autant qu'aucune information judiciaire n'a été ouverte après cette prise d'otages.

L'ambassadeur de France à Alger, M. Guy de Commines, a d'ailleurs été convoqué, vendredi 8 août, au ministère algérien des affaires étrangères pour être interrogé sur les mesures prises par les autorités françaises.

Il faut enfin signaler le retour en France, vendredi en fin d'après-midi, de Kamel et Yasmina Ramdamni, les enfants d'un ancien harki installé aujourd'hui à Belfort, qui avaient eux aussi été retenus à Alger au retour des vacances pour des raisons administratives.

A Orly

« JE NE VEUX PAS RETOURNER EN ALGÉRIE »

Très discrète, à Saint-Maurice-l'Ardoise, où étaient retenus les quatre Algériens, la police s'est montrée particulièrement vigilante lors du retour du jeune Borzani Kradaoui.

Ceux qui attendaient l'enfant aux portes d'arrivée sont repartis bredouilles. Une voiture de police avait pris Borzani en charge à sa descente de l'avion pour le conduire directement dans le bureau d'un commissaire.

Les policiers « *semblaient tout ignorer* » de la présence de l'enfant dans leurs locaux. C'est seulement après avoir obtenu une autorisation de M. Michel Poniatowski que les journalistes ont pu l'interroger.

Un C.R.S. à la carrure impressionnante fait les cent pas devant une porte dans les locaux de la police de l'air. Derrière cette porte, installé dans un bureau fermé à clef, Borzani attend, en compagnie de son oncle, le départ de l'avion pour Toulouse. Assis bien droit dans un fauteuil, l'enfant, vêtu d'un ensemble de jean bleu, boit du jus d'orange. Visiblement dépassé par les événements, il regarde avec effarement les journalistes et les photographes qui l'entourent. « *J'étais chez mon grand-père* », dit-il, et il ajoute : « *Je ne veux pas retourner en Algérie.* » — V. S.

L'AMICALE DES ALGÉRIENS EN EUROPE RÉCLAME « LE CHATIMENT DES AUTEURS DES ENLÈVEMENTS »

Inquiets de la prise d'otages de Saint-Maurice-l'Ardoise, les responsables de plusieurs délégations de l'Amicale des Algériens en Europe, venus notamment de Toulouse, Bordeaux et Lyon, ont participé samedi 9 août à une réunion de travail à Marseille sur l'affaire Kradaoui.

L'Amicale a ainsi dénoncé « *la carence des autorités relative à la sécurité des travailleurs algériens* » et réclamé « *l'arrestation et le châtiment des individus auteurs des enlèvements dont ces travailleurs sont les victimes* ».

M. Abdelkrim Gheraïeb, président de l'Amicale, évoquant le rôle joué par les dirigeants d'associations de Français musulmans rapatriés d'Algérie dans les derniers événements, a affirmé : « *Ils sont à l'évidence manipulés par un groupe de « pieds-noirs » anciens O.A.S. (...) dont le but est de dresser une communauté contre une autre.* » « *Nous ne tomberons pas dans le piège* », a-t-il ajouté, avant d'expliquer que « *seuls étaient indésirables en Algérie les harkis qui sont marqués par leur passé et poseraient des problèmes d'ordre public sur le sol algérien* ». « *Si nous avons refusé l'accès de l'Algérie à certains*, a-t-il conclu, *c'était dans leur propre intérêt. Mais beaucoup d'autres rentrent sans problème, surtout à compter de cette année, conformément à la démarche que nous avons arrêtée récemment avec les autorités françaises.* »

L'agence Algérie-Presse-Service

« QUE LES HARKIS ET LEURS MAITRES N'OUBLIENT PAS LES LEÇONS DE L'HISTOIRE »

L'agence officielle Algérie-Presse-Service, sous le titre : « *Quatre Algériens séquestrés par des Français* », précise que le gouvernement français « *est responsable de la sécurité des personnes qui vivent sur le sol français* ». Et, parlant des harkis, l'A.P.S. écrit : « *Que la France construise des ghettos ou mémoriaux à sa chair à canon venue des colonies, cela ne regarde qu'elle et en toute souveraineté.*

» *L'organe malade a été extirpé du corps sain de la nation algérienne en 1962, qu'il pourrisse ailleurs. Notre pays a les moyens de se défendre. Que les nostalgiques qui s'agitent, les harkis, et surtout leurs maitres, n'oublient pas les leçons de l'histoire.* »

● *M. Eugène Ibagnès*, président de l'Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie (USDIFRA), vient d'engager, par citation directe, une action judiciaire contre le commissaire de police, chef de l'antenne du service régional de police judiciaire de Toulon, pour menaces de mort, voies de fait et violences. M. Ibagnès avait été interpellé, le 18 juillet dernier, alors qu'il regagnait son domicile à Tourves (Var), par des policiers qui menaient l'enquête sur plusieurs plasticages commis dans la région de Toulon, et revendiqués par le mouvement clandestin Justice « pieds-noirs ». M. Ibagnès avait été gardé à vue pendant vingt-quatre heures (*le Monde* du 21 juillet 1975).

FAITS DIVERS

APRÈS L'EXPLOSION

Pas de chômage technique à la poudrerie de Pont-de-Buis

Il n'y aura pas de chômage technique à la poudrerie nationale de Pont-de-Buis-lès-Quimerch (Finistère-Sud), après l'explosion qui a coûté la vie, jeudi 7 août, à trois ouvriers, et qui a blessé trente personnes (*le Monde* du 9 août) : c'est ce qu'a annoncé, vendredi soir, M. Jean Tison, président du directoire de la Société nationale des poudres et explosifs (S.N.P.E.).

Dès lundi 11 août, les personnels des ateliers non détruits par la déflagration doivent retrouver leurs occupations normales, et les autres seront employés à des travaux de remise en état. Tous les salariés, a-t-il été précisé, percevront intégralement leurs rémunérations, quelles que soient leurs activités pendant la période de restructuration. « *Il faut que la poudrerie reprenne le plus rapidement possible. Il y a des commandes à assurer* », ont déclaré, de leur côté, deux députés du Finistère, MM. Marc Bécam (apparenté U.D.R.) et Jean Crenn (U.D.R.). D'autre part, M. Vadi, sous-préfet de Châteaulin, a assuré que tous les habitants de Pont-de-Buis-lès-Quimerch touchés par le sinistre — trente pavillons ont été partiellement détruits — « *bénéficieront des dispositions prévues dans le cas de calamités publiques* ». Il est possible que, à cette occasion, des expropriations, jusqu'alors contestées, soient décidées : des maisons individuelles — très endommagées, du reste, par l'explosion — sont situées, en effet, à une trentaine de mètres des ateliers de la poudrerie.

Ces mesures ont été, dans l'ensemble, favorablement accueillies à Pont-de-Buis-lès-Quimerch, où la vie économique est liée à celle de la poudrerie. Cependant, la fédération C.G.T. des travailleurs de l'Etat a publié, vendredi 8 août, un communiqué dans lequel elle affirme notamment : « *Cette catastrophe a confirmé une fois de plus que le système capitaliste est plus soucieux de réaliser des profits que d'assurer la sécurité des travailleurs et des conditions de vie correctes pour eux et leurs familles (...). Ces derniers mois, d'autres accidents ont eu lieu à Sorgues, Saint-Médard, Bergerac, et plusieurs rapports des délégués à la sécurité sont généralement restés sans effet. Cette catastrophe (...) ne saurait être séparée de la situation et du mécontentement qui existent et se développent depuis plusieurs mois dans les poudreries comme dans tous les arsenaux et établissements de la défense nationale.*

» *L'intransigeance de la S.N.P.E. et du ministre de la défense*, poursuit ce communiqué, *s'opposant aux revendications légitimes et urgentes des personnels des poudreries, a causé, ces derniers mois, de nombreux arrêts de travail limités et des manifestations diverses. Il est important et urgent que des décisions soient prises au niveau gouvernemental pour que la réunion tripartite organisations syndicales - S.N.P.E. - ministère de la défense ait lieu rapidement (...).* »

Enfin, M. Jacques Chirac, premier ministre, et M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., ont envoyé des télégrammes de condoléances aux familles des victimes de Pont-de-Buis-lès-Quimerch.

● *L'alpiniste Michel Claret* a trouvé la mort, jeudi 7 août, en tentant l'ascension de l'Innominata, sur le versant italien du Mont-Blanc. Michel Claret, qui était âgé de vingt-six ans, avait notamment ouvert, avec René Desmaison, une voie originale dans l'aiguille noire de Peuterey, dans le Mont-Blanc.

● *Une fillette âgée de deux ans, Stéphanie Grenot, enlevée* le mercredi 6 août par un inconnu alors qu'elle était en vacances chez ses grands-parents à Talloires (Haute-Savoie), a été remise à ses parents dans la nuit du 8 au 9 août, contre une rançon de 400 000 F versée à La Clusaz. L'enlèvement a été gardé secret de façon à ne pas gêner les transactions entre la famille de Stéphanie Grenot et le ravisseur.

● *« Vénus-des-Iles » : un quatorzième décès.* — Une quatorzième victime de l'incendie et du naufrage de la vedette *Vénus-des-Iles*, le 23 juillet, au large de Toulon, est décédée le 8 août à l'hôpital de la Timone, à Marseille. Il s'agit de Mme Antoine Pina, domiciliée à La Seyne (Var).

Les incendies d'Ebange et de Woippy (Moselle)

UN SUSPECT EST ENTENDU PAR LES POLICIERS

Un ancien ouvrier de la raffinerie de pétrole d'Hauconcourt (Moselle), licencié il y a cinq ans, est actuellement entendu par la police, dans le cadre des enquêtes ouvertes après les deux incendies qui ont ravagé d'importants dépôts de carburants à Woippy, dans la banlieue de Metz, et près de Thionville.

L'homme, qui prétend appartenir à un certain « comité d'action directe ouvrière », lequel a revendiqué la responsabilité des deux sinistres (*le Monde* du 9 août), et qui assure également être en relation avec la « bande à Baader », détenait un plan de la raffinerie d'Hauconcourt où étaient indiquées diverses possibilités de sabotage.

On ignore quel crédit il faut accorder, pour l'instant, aux déclarations — très prolixes — de ce suspect.

D'importantes mesures de protection ont été prises en tout cas, tant à la raffinerie d'Hauconcourt que dans tous les dépôts de la région contenant des produits inflammables, en particulier aux Charbonnages de France-Chimie à Carling (Moselle).

Poursuivi pour escroqueries

UN CONSEILLER FINANCIER DE DIJON A ÉTÉ APPRÉHENDÉ EN SUISSE

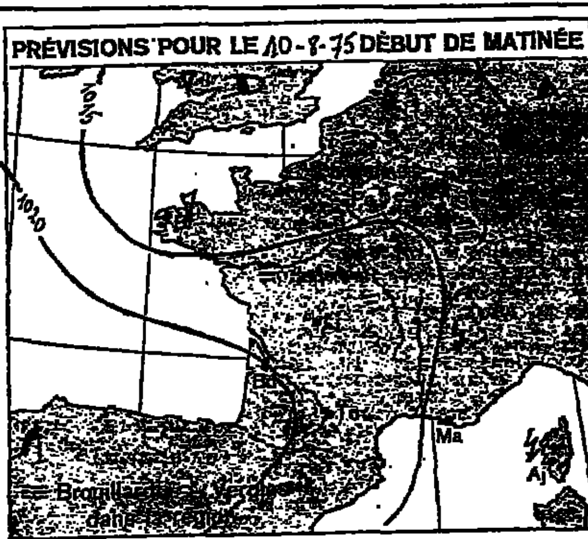
M. Raymond Silvent, conseiller financier à Dijon, a été arrêté et écroué, jeudi 7 août, à Sion, en Suisse, en vertu d'un mandat d'arrêt international délivré par M. Pierre Blondeau, juge d'instruction à Dijon, au mois de juin dernier (*le Monde* du 31 juin), après une plainte pour escroqueries.

Le conseiller, qui s'était fait confier d'importantes sommes d'argent en se disant remisier — de 15 à 28 millions de francs, selon les estimations, — n'avait effectué aucune opération en Bourse depuis 1972. Il garantissait à ceux qui lui confiaient leur argent des intérêts de 3 à 6 % par mois. Les victimes, trop crédules, seraient au nombre de trois cents.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9-8-75 A 0 h G.M.T.



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige ▼ averses orages Sens de la marche des fronts
Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 9 août à 0 heure et le dimanche 10 août à 24 heures :

Les masses d'air maritime qui vont s'étendre en France, après le passage du front froid à caractère orageux, apporteront un temps plus variable, mais souvent nuageux.

Dimanche 10 août, il y aura encore des orages de la Corse aux Alpes. Sur le reste de la France, le temps sera très variable et plus frais que les jours précédents. Les brumes et les brouillards, assez nombreux en fin de nuit, feront place, au cours de la *matinée*, à un *ciel nuageux*. Des éclaircies se développeront l'après-midi ; elles deviendront belles près de l'Atlantique et de la Méditerranée, tandis que les nuages pourront encore donner quelques averses sur les Pyrénées et le Massif Central.

Enfin, les vents, qui viendront de l'ouest au nord de la Loire, du nord-ouest ailleurs, seront modérés et irréguliers en général, assez forts par moments près des côtes.

Samedi 9 août, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 012,6 millibars, soit 759,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 août ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9) : Ajaccio, 29 et 19 degrés ; Biarritz, 26 et 19; Bordeaux, 29 et 19; Brest, 22 et 12 ; Caen, 33 et 16 ; *Cherbourg, 29 et 15* ; Clermont-Ferrand, 34 et 16 ; Dijon, 33 et 19 ; Grenoble, 33 et 18 ; Lille, 34 et 20 ; Lyon, 34 et 19 ; Marseille, 33 et 23 ; Nancy, 32 et 14 ; Nantes, 27 et 14 ; Nice, 28 et 22 ; Paris-Le Bourget, 35 et 20 ; Pau, 34 et 19 ; Perpignan, 34 et 20 ; Rennes, 30 et 14 ; Strasbourg, 32 et 14 ; Tours, 32 et 18 ; Toulouse, 36 et 20 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 24 ; Boulogne, 33 et 17 ; Deauville 32 et 16 ; Granville, 29 et 17 ; St-Nazaire, 25 et 15 ; Royan-La Coubre, 25 et 17 ; Sète, 29 et 22 ; Cannes, 27 et 20 ; St-Raphaël, 29 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 32 et 18 degrés ; Athènes, 28 et 21 ; Bonn, 33 et 19 ; Bruxelles, 34 et 20 ; Le Caire, 32 et 23 ; Iles Canaries, 25 et 21 ; Copenhague, 28 et 17 ; Genève, 29 et 15 ; Lisbonne, 27 et 16 ; Londres, 34 et 17 ; Madrid, 36 et 15 ; Moscou, 21 et 14 ; New-York, 22 et 19 ; *Palma-de-Majorque, 33 et 20* ; Rome, 31 et 19 ; Stockholm, 35 et 16 ; Alger, 36 et 18 ; Tunis, 31 et 20 ; Casablanca, 26 et 21 ; Barcelone, 31 et 22 ; Dakar, 28 et 26 ; Eilat, 35 et 26.

Chasse

● *Conseils aux chasseurs.* — Pour la troisième année consécutive, chaque chasseur recevra en même temps que son permis un petit fascicule résumant l'essentiel des principes qu'il doit connaître pour pratiquer. Edité par la Fondation sauvons l'avenir, sous l'égide du ministère de la qualité de la vie, la plaquette explique les démarches à suivre pour l'obtention du nouveau permis de chasser et s'efforce de répondre aux questions : quand, où, comment et que peut-on chasser ?

Animaux

● *La D.P.A.* (Défense et Protection des animaux) présentera des chiens et des chats à la fête de Saint-Cloud, du 23 août 1975 au 28 septembre 1975, les samedis et dimanches, de 15 heures à 17 h. 30. Pour toute adoption, une carte d'identité, une quittance de loyer, de gaz ou d'électricité et la somme de 90 francs pour un chien et 30 franc pour un chat seront demandées.

(★) Renseignements complémentaires D.P.A., 25, rue Bergère, 75009 Paris.

Éducation

● *La fondation Biedermann* attribuera, pour 1976, une bourse (de 2 000 à 3 000 francs) à un enseignant, un chercheur en sciences de l'éducation ou à un administrateur de l'enseignement pour l'aider à participer à un stage, à un cours ou à un colloque de caractère pédagogique et européen ou pour récompenser un travail qui se réfère à l'Europe. Les candidatures doivent être déposées avant le 1er octobre.

★ Renseignements : Association européenne des enseignants, 6, rue de Trévise, 75009 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 222

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II								■	
III			■						
IV							■		■
V	■				■				
VI									
VII		■					■		
VIII					■				
IX				■					■
X						■		■	
XI	■								

HORIZONTALEMENT

I. Connaît son métier sur le bout du doigt. — II. Nuisent à la propreté d'un ensemble. — III. Médisant et souvent diffamateur : Parvient à animer le marbre. — IV. Ne cherchent rien d'autre qu'à obtenir de brillants résultats. — V. Dans un bénéfice, c'est ça qui compte ; Pièce de soutien. — VI. *Obligèrent leurs fils à emprunter* une certaine direction. — VII. Favorable à Napoléon ; Démonstratif. — VIII. Un qui jargonne ; Abréviation. — IX. Jaboteur ; Tiennent de moins en moins de place. — X. S'il leur arrive de tomber, c'est à cause de leur grande fatigue. — XI. Vivent grâce au tourisme.

VERTICALEMENT

1. Commerce sans effets ; Ondulent naturellement. — 2. Se mire dans un lac ; Insuffisants, pour un champ. — 3. Abréviation ; Ne laissait pas en place. — 4. Modestes récompenses ; Symbole chimique. — 5. Verte région ; Préposition ; Impossible à retrouver quand on a perdu le Nord. — 6. Se plairait peut-être. — 7. Génie ; Pronom ; Bourg d'Italie. — 8. Sur la voie de la corruption. — 9. Façon de pleuvoir ; Abréviation ; Brillant sujet.

Solution du problème n° 1 221

Horizontalement

I. Saison ; Strophes. — II. Volière ; Rêva. — III. Ta ; Assorti ; Ob. — IV. On ; Vé ; Ta ; Ede. — V. Rime ; Craintes. — VI. Réas ; EP. — VII. Démasqué ; Ap. — VIII. Nasse ; Usages ; Ro. — IX. TB ; Tort ; Têtu. — X. Oser ; Génitif. — XI. Vie ; Opéra ; Refus. — XII. Rimer ; Is ; Néri. — XIII Repu ; Patentée. — XIV. Liane; Cid; Léser. — XV. Elia ; Dosera ; Se.

Verticalement

1. Torrent (cf. « Fier ») ; Voile. — 2. Avanie (cf. « Couleuvre ») ; Aboi ; Il. — 3. Io ; Maïs ; Serrai. — 4. Slaves ; Iéna. — 5. Oise ; Détrompe. — 6. Nés ; Pré ; Peu. — 7. Rôt ; Murger ; Co. — 8. Sérac ; Aster ; Pis. — 9. Rasa ; Naïade. — 10. Ruina ; QG ; St. — 11. Bique ; TR ; Ela. — 12. Pro ; Estienne. — 13. Hébété ; Effets. — 14. EV ; Départ ; Urées. — 15. Sages ; Poussière (tout n'est que poussière...).

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 9 août 1975 :

DES DECRETS

● Instituant un comité interministériel de la sécurité nucléaire.

● Créant sur les céréales une taxe parafiscale destinée à alimenter le fonds national de développement agricole.

● Fixant les prix des céréales et le régime financier pour les campagnes 1975-1976.

● Portant suppression du Conseil supérieur de l'enseignement des arts décoratifs.

UNE LISTE

● D'admission à l'Ecole nationale des ingénieurs des travaux des eaux et forêts.

Avis de concours

● *Préfecture de la Loire.* — Deux postes de médecin de protection maternelle et infantile à plein temps sont vacants à la direction de l'action sanitaire et sociale de la Loire. Les dossiers de candidatures sont reçus à la D.A.S.S., préfecture de la Loire, 42022 Saint-Etienne Cédex.

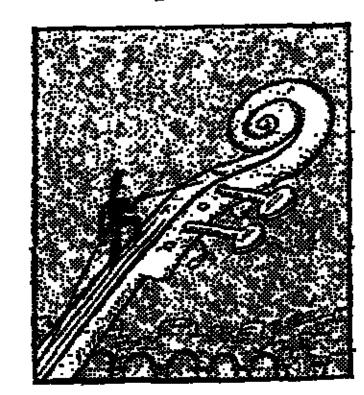
Visites, conférences

LUNDI 11 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — *Caisse nationale des monuments historiques*, 15 h., métro Jussieu, Mme Legregeois : « Des arènes de Lutèce au quartier Mouffetard » — 15 h., musée, rue Basse-des-Carmes, Mme Pajot : « Histoire de la police par les documents ». — 15 h., 1 bis, place des Vosges, Mme Thibaut : « Le Marais sous Henri IV ». — 15 h., 23, rue de Sévigné, Mme Zujovic : « Mobilier et décors du dix-huitième siècle au musée Carnavalet ». — 15 h., 2, rue de Sévigné : « Les plus belles rénovations des hôtels du Marais » (A travers Paris). — 15 h., portail de la basilique : « Basilique de Saint-Denis » (Paris et son histoire).

ARTS ET SPECTACLES

Musique



L'Ensemble instrumental de Provence aux Thermes de Cluny

● « Terre des *festivals* », comme elle se proclame volontiers — justifiant ainsi l'envahissement dont elle est l'objet, deux mois durant, de la part des journalistes parisiens, — *la Provence ne manque* cependant pas de musiciens de talent qui pourraient fort bien satisfaire aux besoins artistiques des vacanciers. Mais, contrairement à ce qui se passerait dans une nation moins civilisée que la nôtre, le touriste a plus rarement l'occasion d'entendre des formations locales que d'applaudir... d'autres « touristes ».

Alors que la « colonisation » culturelle apparaît comme la chose la plus naturelle du monde, on sent toujours plus ou moins, en contrepartie de la venue à Paris d'un ensemble provincial, le désir d'une consécration assez illusoire. S'il n'est que trop vrai pourtant qu'après une telle promotion certaines difficultés locales disparaissent comme par enchantement, on n'en a pas moins l'impression, lorsqu'on doit rédiger une critique, de distribuer les éloges comme des bons points et les blâmes comme des sanctions, toutes choses qui, en matière d'art, ne devraient pas exister.

● Succédant à l'Orchestre de chambre de Toulouse, invité l'an dernier par le Festival estival de Paris, l'Ensemble instrumental de Provence ne jouit pas d'une renommée aussi bien établie : le public remplissait cependant la salle des Thermes du *musée de Cluny* — certains ont dû rester debout — et n'a pas ménagé ses applaudissements.

Le programme, agréablement varié, débutait par le « Double concerto en ré mineur pour violon et hautbois » de Bach, le chef, Clément Zaffini, tenant en même *temps la seconde* partie de soliste ; il se poursuivait avec une « Suite d'orchestre » extraite de « Tancrède » de Campra, l'un des plus fameux compositeurs provençaux, interprétée avec vivacité et expression.

On s'étonne un peu du choix de la « Sérénade K. 239 », pour deux petits orchestres, de Mozart, car son écriture transparente dissimule des difficultés techniques dont seuls viennent à bout des musiciens très entraînés, ceux-là mêmes qui, justement, répugnent souvent à jouer dans un ensemble.

La soirée s'est achevée de façon beaucoup plus convaincante avec le « Divertimento » de Bartok. Cette œuvre magnifique n'a fait fuir que quatre personnes ; neuf étaient parties le mois dernier, lorsque Alain Neveux annonça qu'il terminerait son concert par le « Sixième Livre » des « Mikrokosmos »... Il n'y a donc pas lieu de désespérer.

GÉRARD CONDÉ.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Festivals

La danse chez les papes

(Suite de la première page.)

» Nous avons invité les danseurs du *Théâtre du Silence*, qui venaient de quitter la sécurité de l'Opéra pour l'aventure de la création. Certains de nos choix ont déçu ; le Ballet de Cuba n'a pas répondu à l'attente des spectateurs. Et ici, quand les spectateurs ne sont pas d'accord, ils savent bien le faire sentir. Alvin Ailey a été impressionné par la Cour d'honneur. Il a promis de revenir avec un spectacle spécialement conçu pour elle.

» Carolyn Carlson a pratiquement fait ses débuts ici. Elle suscite des réactions vives et passionnées. Mais je pense que des soirées comme celles-ci sont l'occasion de multiples discussions. Elles permettent à de nombreuses personnes *de se faire peu à peu une opinion* et de s'ouvrir à des expériences nouvelles. Etre sifflé à Avignon *n'est pas pour nous un signe* d'échec, bien au contraire ; le cas de Carolyn Carlson en est la preuve. Dans son premier programme, il y avait Paolo Bartolozzi : les tenants du ballet traditionnel, ont sifflé Carolyn et ont applaudi Paolo, symbole du danseur dans sa perfection, auquel ils pouvaient s'identifier. Mais, en voyant les deux artistes si différents, ils ont comparé, donc réfléchi ; ils en ont débattu. C'est dans ce sens que nous voulons continuer, à l'avenir. Evidemment, il serait plus simple d'inviter des compagnies au succès bien établi, *mais cela n'apporterait* rien au public avignonnais, qui est curieux, disponible, ouvert.

» Certains chorégraphes, et non des moindres, ne l'ont pas senti. Ils ont englobé Avignon dans leurs tournées de galas et ont présenté des programmes passe-partout. Le succès de Carolyn, ce soir, est exemplaire. Elle a créé son spectacle en fonction du lieu, et pris complètement possession de la Cour. »

Avec les groupes Mercury et Delta au Cloître des Célestins, avec Blaska et Carlson au Palais des papes, le Festival d'Avignon a donné quatre échantillons des tendances et des recherches du jeune ballet d'aujourd'hui : l'accueil du public est assez encourageant pour que Paul Puaux envisage d'augmenter encore la participation de la danse l'an prochain. Il souhaite élargir la confrontation par des *démonstrations-spectacles*, où chaque chorégraphe montrerait ses techniques de travail et ses *méthodes de recherche. Il projette* aussi de stimuler les créateurs en suscitant des commandes. A une *époque* où les frontières *entre* comédie, musique, chant et danse s'abolissent, Avignon est bien placé pour encourager certaines formes nouvelles, les spectacles qu'appelle le temps présent.

MARCELLE MICHEL.

CORRESPONDANCE

Les malheurs de Satie

M. Georges Charbonnier nous écrit :

Je viens de prendre connaissance d'un encadré intitulé « En bref - Satie interrompu par l'horaire » (*le Monde* des 6-7 août 1975, page 13). J'ai assisté au concert, à une place excellente, d'où j'ai vu un incident très différent de celui qui est exposé dans votre journal.

Voici les faits : pendant l'exécution de la Messe des pauvres, *deux musiciens* de l'orchestre se sont levés et ont quitté précipitamment le chœur de l'église. Stupéfait, Ravier s'est immobilisé *après* cette sortie. Seulement alors Ravier a quitté le chœur — je suppose qu'il espérait obtenir le retour des musiciens. A aucun moment Ravier n'a fait une annonce. Ecrire qu'il fit face au public et déclara : « J'ai un train à prendre », est — j'utilise un terme diplomatique — une contre-vérité.

Cinéma

« FRENCH CONNECTION N° 2 »

de John Frankenheimer

French Connection n° 2 est une commande des studios Fox visant à renouveler le succès considérable de la première *French Connection*, de William Friedkin, en 1971-1972. Autrefois, ce genre d'opération s'appelait *remake*, le titre variait, le noyau de l'histoire restait identique. Aujourd'hui, très froidement, à l'original succède une seconde mouture tout simplement baptisée *n° 2. Nous nous* rapprochons des exigences du film à épisodes sans exactement jouer le jeu.

Le film de William Friedkin ressemblait à une mécanique de précision, *on avait gommé la psychologie* pour se rabattre sur l'action pure. John Frankenheimer, cinéaste de haut standing commercial qui bénéficie auprès de la critique française et internationale d'une certaine réputation, a réalisé un film assez *différent*, a braqué ses caméras presque exclusivement sur Popeye Doyle, un des deux responsables de l'enquête à New-York dans le premier film, qui se faisait remarquer par sa violence sanguinaire : il en arrivait à tuer cinq hommes lors du règlement de comptes final, dont un membre de la police.

Popeye Doyle (Gene Hackman reprend le rôle qui lui valut l'Oscar et la célébrité internationale) débarque à Marseille pour retrouver la trace du mystérieux Alain Charnier (Fernando Rey), cerveau de la filière française de la drogue. *En fait, il* sert d'appât pour débusquer ce dernier, est enlevé par la bande dans *un hôtel louche, drogué à mort puis* abandonné inconscient devant l'immeuble de la police. Revenu à *une activité normale* après une longue rééducation, il gagne l'amitié du commissaire Barthélémy (Bernard Fresson) mais n'en mène pas moins seul ses recherches pour retrouver l'hôtel où il fut séquestré. Aux dernières séquences, le metteur en scène renoue, en partie, avec le style de l'original, accumule les poursuites, temps forts et effets de montage. John Frankenheimer et ses scénaristes (l'Anglais Alex Jacobs, qui collabora à *Délivrance*, de John Boorman, et le couple Robert et Laurie Dillon) ont beaucoup travaillé la « psychologie » de Popeye Doyle. Le commissaire Barthélémy, dont le rôle s'est considérablement accru, lui sert de repoussoir, recueille ses confidences (on pourra penser au tandem de *l'Epouvantail*, de Jerry Schatzberg, avec ce même Gene Hackman et Dustin Hoffman). *Tout en admirant la performance* dramatique de Gene Hackman, le spectateur est bien *obligé de noter* la totale inconsistance du personnage, Frankenheimer a essayé de donner le change en noircissant le tableau, en faisant de Popeye une sorte de « salaud » accompli, pourtant capable de s'attendrir lors d'une longue scène d'explications avec Barthélémy qui frise le ridicule.

Les invraisemblances ne manquent pas dans un récit fabriqué au possible : l'indicateur noir, que la police relâche en plein quartier arabe pour le voir aussitôt égorgé par ses anciens amis ; l'incendie de l'hôtel où il avait été torturé par un *Popeye en fureur... Mais le meilleur* du film est dans l'utilisation du décor naturel, la volonté délibérée de *transformer la patrie de Marcel* Pagnol en un Chicago de la drogue, avec l'aide d'une très belle photo *de Claude Renoir*.

Ailleurs, entre deux poursuites ou deux fusillades, on croit assister à une résurrection du vieux cinéma « réaliste » de Marcel Carné et d'Yves Allégret. Ouvrage bâtard, *French Connection n° 2* plonge le public dans l'absurde du « cinéma-cinéma ». On sort de là groggy, la tête vide, drogué à son tour par cette copie conforme du meilleur des mondes hollywoodien, où la soi-disant psychologie s'étale complaisamment, mais où rien ne répond de rien.

LOUIS MARCORELLES.

★ Paramount - Odéon, Publicis-Champs-Elysées (v. o.) ; Ermitage, Boul' Mich, Max-Linder, Paramount-Opéra, Bastille, Paramount-Gobelins, Paramount - Montparnasse, Paramount - Orléans, Magic - Convention, Paramount-Maillot, Passy, Moulin-Rouge (v. f.).

Culture

M. MICHEL GUY EN VISITE OFFICIELLE EN GRÈCE

M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, en visite officielle en Grèce, a invité son homologue grec, M. Constantin Trypanis, à se rendre, à son tour, en France ; la date de ce voyage sera fixée à l'automne.

Lors de ses entretiens avec M. Trypanis, M. Michel Guy a abordé la question des échanges culturels franco-grecs. Dans les deux prochaines années, Paris enverra à Athènes une exposition des impressionnistes et une exposition des artistes français de 1950 à 1975. De son côté, le gouvernement grec enverra en France une exposition d'art byzantin et une exposition des « réserves » du Musée national d'Athènes.

Les deux ministres ont étudié la création d'un Festival de la Méditerranée, qui aurait lieu simultanément en Grèce et dans le sud de la France.

Jazz

MORT DU SAXOPHONISTE « CANNONBALL » ADDERLEY

Le saxophoniste américain de jazz Julian « Cannonbal » Adderley est mort vendredi 8 août dans un hôpital de Gary (Indiana) où il avait été admis il y a quatre semaines à la suite d'une congestion cérébrale. Il était âgé de quarante-six ans.

[Adderley était né à Tampa (Floride), le 15 septembre 1928. Son père était, lui aussi, musicien de jazz. Sa notoriété date de 1957, année où il rejoint le groupe de Mile Davis. En 1959, il devient saxo alto dans le quintette de George Shearing. Il joue également avec Lionel Hampton, J. J. Johnson et Woody Herman, et reçoit le prix du meilleur joueur de saxo alto pour l'année 1959 du magazine spécialisé « Downbeat » et de nombreux autres prix. Son dernier album, « Phenix », était caractéristique de son style « traditionnel moderne ».]

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 9 - Dimanche 10 août

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Samedi, 15 h. : Opera Mouffe, de A Varda ; Violons d'Ingres, de J. Brunius ; Une partie de campagne, de J. Renoir ; 18 h. 30 : la Grève, de S.-M. Eisenstein ; 20 h 30 : Soudain, l'été dernier, de J.L. Mankiewicz ; 22 h. 30 : *les Oiseaux*, d'A. Hitchcock ; 0 h. 30 : Mark of the vampire, de T. Browning.
Dimanche, 15 h. : le Guépard, de L. Visconti ; 18 h. 30 : le Petit Soldat, de J.-L. Godard ; 20 h. 30 : El, de L. Bunuel ; 22 h. 30 : l'Heure du loup, d'I. Bergman ; 0 h. 30 : Frankenstein, de J. Whale.

Les exclusivités

AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All., v. o.) : Studio des Ursulines 5e (033-39-19).
L'AIGLE AVAIT DEUX TETES (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
ALLONSANFAN (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Marais, 4e (278-47-86).
L'ANGE NOIR (All. v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
LA BALLADE SAUVAGE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
BRANNIGAN (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : ABS, 2e (236-55-54), Montparnasse 83 (544-14-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy, 18e (522-37-41).
LA CAGE (Fr.) : Murat, 16e (288-99-75).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE DEMON AUX TRIPES (It., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Gaumont-Opéra, 9e (073-94-48), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
EFFI BRIEST (All. v.o.) : Olympic-Pigozzi, 15e (783-67-42) (horaires spéciaux).
EXHIBITION (Fr.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90), Miramar, 14e (326-41-02), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Napoléon, 17e (380-41-46), Marotte, 2e (231-41-39), Helder, 9e (770-11-24), Ermitage, 8e (359-15-71), Amsterdam-Saint-Lazare, 8e (285-45-18).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), Quintette, 5e (033-35-40) ; v.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
LA GRANDE CASSE (A., v.f.) : Ambassade, 8e (359-19-08), Berlitz, 2e (742-60-33), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Nations, 12e (343-04-67), Cambronne, 15e (734-42-96).
L'INDE FANTOME (Fr.) : Olympic, 14e (783-67-42).
INDIA SONG (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), *Le Seine*, 5e (325-92-46).
LENNY (A., v.o.), P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42), Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67), Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LILY AIME-MOI (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
PAS DE PROBLEME (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; Danton, 6e (326-08-18) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Lumière, 9e (770-84-64) ; Caravelle, 18e (387-50-70).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18).
PROFESSION : REPORTER (It., v o.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Cinoches-Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Marignan, 8e (359-92-82).
LA SANCTION (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) v.f. : Miramar, 14e (326-41-02) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; Rex, 2e (236-83-93).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio Galande, 6e (033-72-71) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42). (H. spéciaux.)
THE GROOVE TUBE (A., v.o.) (*) : Studio J.-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; v.f. : Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
TITI SUPER-STAR (A., v.f.) : Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03), de 14 h à 17 h. 20.
TOMMY (A., v.o.) : *Paramount-Opéra*, 9e (073-34-37) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
TRINITA PREPARE TON CERCUEIL (It., v.f.) : Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Ang., v.o.) : *Concorde, 8e* (359-92-84) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; v.f. Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03).
VA TRAVAILLER VAGABOND (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
VILLA DES DUNES (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42). (H. spéciaux.)
VIOLENCE ET PASSION (It., v. Ang.) : Cinoches-Saint-Germain, 6e (633-10-82).
JULIETTE DES ESPRITS (It., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.), (70 mm) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) (**) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; France-Elysées, 8e (225-19-73) ; v.f. : Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16).
LE MANUSCRIT TROUVE A SARAGOSSE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e *(325-92-46) H. spéciaux.*
M.A.S.H. (A., v.o.) : Dominique, 7e (551-44-11).
PLUMES DE CHEVAL (A.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).
SENSO (It., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; v.f : Studio Raspail, 14e (326-38-98).
SPARTACUS (A., v.o.) Quintette, 5e (033-35-40).
SHERLOCK JUNIOR (A.) : Quintette, 5e (033-35-40).
UN ETE 42 (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).

Les films nouveaux

OPERATION LADY MARLENE, film français de Robert Lamoureux. — Murat 16e (288-99-75) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy - Palace, 17e (387-77-29) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C., 6e (325-71-08) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
FRENCH CONNECTION N° 2, film américain de J. Frankenheimer, avec Gene Hackman et Bernard Fresson. — V.O.: Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). — V. f.: Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Max - Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Paramount - Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Passy, 16e (288-62-84) ; Lux-Bastille, 12e (343-79-17).
CAPONE, film américain de Steve Carver, avec Ben Gazzara et John Cassavetes. — V. o. : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; V. f. : Caméo, 9e (770-20-89) ; Cambronne, 15e (834-42-96) ; La Rotonde, 6e (633-08-22) ; Mistral, 14e (734-20-70).
LE FUTUR AUX TROUSSES, film français de Dolorès Grassian, avec B. Fresson. — Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).

Les festivals

ETE 75. — Le Marais, 4e (278-47-86) : sam. : Addio Anna ; dim. : Eldridge Cleaver, Black Panther ; II. sam. : Fiancées en folie ; dim. : V.I.P.I. ; le Lys brisé.
I. BERGMAN (v. o.). — Racine, 6e (633-43-71) : sam. : Persona ; dim. : Monika.
SEPT GRANDS FILMS, SEPT PAYS (v. o.). — Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25) : sam. : le Pigeon ; dim. : les Amours d'une blonde.
W. ALLEN (v. o.). — Studio Logos, 5e (033-26-42) : sam. : Tombe les filles et tais-toi ; dim. : Tout ce que vous avez toujours...
A. BAZIN, 13e (337-74-39). (v. o.) : WESTERNS (v. o.). — Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : sam. : Valdez ; dim. : l'Empereur du Nord.
La Fayette, 9e (878-80-50) : Valdez. — Châtelet - Victoria, 1er (508-94-14) : sam., dim. : Un homme nommé Cheval.
H. BOGART (v. o.). — Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : sam. : les Passagers de la nuit : dim. : Key Largo.
A. HITCHCOCK (v. o.) — Action-République, 11e (805-51-33) ; sam. : la Loi du silence ; dim. Une femme disparaît.
FILM AFRO - AMERICAIN (v. o.). — Palais des glaces, 10e (607-49-93) : Wattstax.
VARIATIONS SUR L'HOMOSEXUALITE (v. o.). — Studio Parnasse, 6e (326-58-00) : sam. : le Renard ; dim. : Faut-il tuer Sister George ?
LAUREL ET HARDY, B. KEATON. — Noctambules, 5e (033-42-34).
GANGSTERS ET Cie (v. o.) — Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : sam. : Lucky la main froide ; dim. : Tony Rome est dangereux.

Les grandes reprises

AU CŒUR DE LA NUIT (Ang., v.o.) : Arlequin, 6e (548-62-25) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).
BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
DROLE DE DRAME (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h et 24 h.
LA CHINE (F.-It.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 12 h. (sauf Dim.).
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 20 h et 22 h. 15.
CINQ PIECES FACILES (A., v.o. **) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h et 24 h.
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
JULES ET JIM (Fr.) : La Clef 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
MORGAN (Ang., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
PANIQUE A NEEDLE PARK (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.

théâtres

Les salles municipales

Le Nouveau Carré : Cirque Gruss (sam., 15 h. 30 et 20 h. ; dim., 15 h. 30).
Châtelet : Valses de Vienne (sam., 14 h. 30 et 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30).

Les autres salles

Charles-de-Rochefort : le Troisième Témoin (sam. 20 h. 45, dim. 15 h.)
Comédie Caumartin : Boeing-Boeing (sam. 21 h. 10 ; dim. 15 h. 10 et 21 h. 10).
Comédie des Champs-Elysées : Viens chez moi, j'habite chez une copine (sam., 20 h. 45 ; dim., 18 h. 30).
Cour des Miracles : *La golden est* souvent farineuse (sam. 20 h. 30) ; *Elle, elle et elle* (sam., 22 h.).
Daunou : Monsieur Masure (sam., 21 h. ; dim 15 h.)
Galerie 55 : On purge bébé et Bonjour Monsieur Courteline (sam., 21 h.)
Gymnase : le Saut du lit (sam., 20 h 30 ; dim., 15 h.).
Hébertot : l'Amour fou (sam. 21 h.).
Huchette : la Cantatrice chauve ; la Leçon (sam., 20 h. 45).
Lucernaire : les Chaises (sam. et dim. 20 h. 30) ; Sade (sam 18 h 30 et 22 h. 15, dim. 18 h 30).
Michel : Duos sur canapé (sam. 21 h. 10 ; dim. 15 h et 21 h 10).
Nouveautés : la Libellule (sam. 16 h. et 21 h. ; dim. 16 h.).
Théâtre Campagne-Première : le Presse-Purée des Destaing (sam. et dim., 20 h. 30) ; Loretta Strong (22 h.) ; Argentine show (23 h.)
Théâtre Présent : Ah ! bon (sam., 20 h. 30).
Troglodyte : *les Retrouvailles de* l'imaginaire (sam., 22 h.).

Les cafés-théâtres

Café-Théâtre de l'Odéon : Arrabal (sam. 21 h. 15).
Le Fanal : Anouilh (sam. 21 h. et 22 h. 30).
Pizza du Marais : le Regard à genoux (sam. 21 h.) : Qué fada ! (sam., 22 h. 30).
Sélénite : la Jacassière (sam. *(20 h 30)* ; C'est comme si vous vous promeniez l'été dans un champ de pollen (21 h.) ; J'ai aucune idée (22 h. 30) ; Peau d'homme (23 h. 30).

Les chansonniers

Caveau de la République : l'Année de la frime (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30 et 21 h.).

Le music-hall

Casino de Paris : Spectacle de Roland Petit (sam. 20 h. 45 ; dim., 14 h. 45 et 20 h. 45).
Elysées-Montmartre : Histoire d'oser (sam., 17 h. et 20 h. 45).
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la folie.
Mayol, 16 h. 15 et 21 h. 15 : Revue.
Olympia : la Magie (sam., 20 h 45 ; dim., 14 h. 30 et 20 h. 45).
Taverne de l'Olympia : Lève-toi et viens (sam. 21 h. 30).

Les opérettes

Mogador : Fiesta (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).

Le cirque

Cirque Gruss (voir Nouveau Carré, salles municipales).
Cirque de Paris, Jardin des Tuileries, à 15 h. 30 et 17 h.

La danse

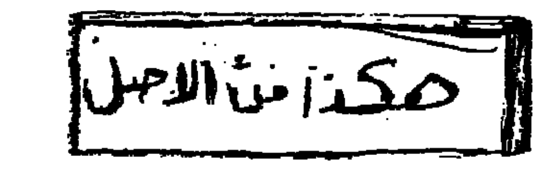
Jardin des Tuileries : Ballet-théâtre Joseph Russillo (sam. 21 h.)
Hôtel de Sully, 21 h. : Ballets historiques du Marais (sam. et dim., 21 h.).

Festival estival

Jardin d'acclimatation, sam. et dim., 15 h. 30 : Musique pour les enfants.
Bateaux-Mouches, sam. et dim., 18 h. : Ensemble de cuivres de Prague.
Musée des monuments français, sam. 20 h. 30 : Amfiparnasso, avec la Camerata de Prague.
Amphithéâtre de la Sorbonne, sam. *18 h. 30 : G. Fumet, flûte, A. Pumet*, violon, J.-F. Camus, alto, J.-J. Wiedeker, violoncelle (Mozart, Debussy).
Eglise Notre-Dame, dim. 17 h. 45 : Philip J. Sawyen, orgue.
Eglise Saint-Séverin, dim. 20 h. 30 : Camera Musica Mosana de Maastricht (Sweelink, Monteverdi).
Jardins du Palais-Royal, sam et dim., 21 h : Artisanat vivant.
Musée Guimet, sam. et dim., 15 h. : Films

Festival de Sceaux

Orangerie du château : Quatuor Parrenin, sam à 17 h 30 (Berg, Schubert, Beethoven) ; dim. à 17 h. 30 (Mozart, Brahms, Bartok).



Culture

M. MICHEL GUY EN VISITE OFFICIELLE EN GRÈCE

Jazz

MORT DU SAXOPHONISTE « CANNONBALL » ADDERLEY

théâtres

SPORTS

FOOTBALL

Lens, Bastia et Nice en tête du championnat de France

Grâce au point de bonification obtenu pour avoir marqué trois buts de plus que leurs adversaires, Lens, Bastia et Nice sont en tête du championnat de France après les rencontres de la première journée disputées vendredi 8 août. Toutes les équipes jouant à domicile ont gagné ou fait match nul, sauf Lyon, qui a réussi à battre Troyes sur son terrain.

Saint-Etienne à la recherche de l'efficacité

Saint-Etienne. — A la vue des plaques minéralogiques des automobiles garées autour du stade Geoffroy - Guichard, vendredi 8 août, pour la venue du stade de Reims, on peut penser que cette association sportive de Saint-Etienne qui collectionne tous les titres et demeure invaincue sur son terrain depuis le 23 mars 1973, soit en quarante-six matches de championnat, est devenue un sujet de curiosité pour les touristes de passage dans le Forez.

A défaut de retrouver d'emblée cette belle mécanique qui surclassait ses rivales à la fin de la saison dernière, et en l'absence de Piazza suspendu, de Merchadier, Sarramagna et Synaeghel, blessés, les dix-neuf mille spectateurs de cette soirée auront découvert la dernière révélation de cette école de football stéphanoise en la personne du jeune ailier droit Dominique Rocheteau.

Deux minutes ont, en effet, suffi à Rocheteau pour prendre le meilleur sur Brucato, son adversaire direct, adresser quelques centres dangereux et permettre à Hervé Revelli d'ouvrir le score.

Pourtant, malgré ce départ prometteur et une domination très nette en fin de première mi-temps, les Stéphanois ont tardé à concrétiser leur supériorité au tableau d'affichage. Comme la saison dernière, les Stéphanois font bien circuler la balle et courir leurs adversaires au milieu du terrain, mais ils continuent aussi de pécher par manque d'efficacité au niveau des attaquants où Hervé Revelli et Triantafilos, en petite forme, se complètent mal.

Ainsi, au cours de la deuxième mi-temps, les situations confuses se multiplièrent devant le gardien de but rémois Marcel Aubour. Hervé Revelli tira deux fois sur le montant des buts (49e et 75e minutes), Triantafilos une fois sur la barre transversale (83e minute) ; Marcel Aubour multipliait les parades, tandis que le public, souvent cruel, du stade Geoffroy-Guichard lui attribuait des infortunes conjugales sur l'air des lampions. C'est pourtant

De notre envoyé spécial

sur un tir de 25 mètres de l'arrière droit stéphanois Repellini, dévié par le Rémois Richard Krawczyk, qu'Aubour encaissa son deuxième but à la 66e minute.

Déferlant alors en vagues successives vers les buts des Rémois, les Stéphanois faisaient de louables efforts pour marquer le troisième but qui leur aurait assuré le point de bonification. Ils ne devaient pas y parvenir par manque de réussite et surtout d'efficacité. C'est, au contraire, le Rémois Jacky Vergnes qui, à deux minutes de la fin du match, leur donna une belle leçon d'opportunisme en réduisant le score à 2 à 1 après avoir intercepté une passe hasardeuse de Janvion à son gardien de but Curkovic.

GÉRARD ALBOUY.

LES RESULTATS

*Saint-Etienne b. Reims	2-1
*Nîmes et Nantes	0-0
*Marseille b. Avignon	3-1
*Bastia b. Paris-S.-G.	3-0
*Nancy et Valenciennes	3-3
Lyon b. *Troyes	4-3
*Nice b. Sochaux	3-0
*Bordeaux et Strasbourg	1-1
*Lens b. Metz	4-1
*Lille et Monaco	3-3

Classement. — 1. Lens, Bastia et Nice, 3 pts ; 4. Marseille, Lyon et Saint-Etienne, 2 pts ; 7. Nancy, Valenciennes, Lille, Monaco, Bordeaux, Strasbourg, Nantes, Nîmes, 1 pt ; 15. Reims, Troyes, Avignon, Metz, Paris-S.-G., Sochaux, 0 pt.

CARNET

Décès

— M. et Mme Claude Brossat et leurs enfants,
M. et Mme Jean Meynard et leurs enfants,
M. et Mme Maurice Gallet et leurs enfants,
Tous leurs parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jehan GALLET,
docteur en pharmacie,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
administrateur
de la caisse d'assurances
vieillesse des pharmaciens,
ancien membre du Conseil
de l'ordre des pharmaciens,

survenu le mercredi 6 août 1975, à l'âge de quatre-vingts ans.
Les obsèques ont été célébrées en l'église de Montrond - les - Bains (Loire), le vendredi 8 août.
L'inhumation a eu lieu au cimetière de Volvic (P.-de-D.).
Rue des Quatre-Vents,
42210 Montrond-les-Bains.

— Mme André Home,
Mme Claude Home, Patricia et Corinne,
M. et Mme Jean Duporté,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude HOME.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en la chapelle du cimetière protestant.

— M. Antoine Pietri,
Nicole et Jean Celeyrette et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Fanny PIETRI,
leur épouse et mère,

survenu subitement le 11 juillet 1975.
1, place Goiran,
06 Nice.
7 bis, avenue du Rocher,
94 Saint-Maur.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Patrice ZURCHER,

survenu subitement, dans sa vingt-cinquième année, le 26 juillet 1975.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité de sa famille et de ses amis, le 31 juillet 1975.
De la part de
M. et Mme André Zurcher,
M. Thierry Zurcher,
Mme Robert Zurcher,
Mme Philippe Schuler,
Ses enfants et petits-enfants.
1, rue René-Hirschler,
67000 Strasbourg.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

— Pour le sixième anniversaire de la disparition de

Me Léon ROUSSEAU,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé, et restent fidèles à son souvenir.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

Les commandes soviétiques de céréales américaines divisent les experts et l'opinion

Washington. — La publication des dernières statistiques confirmant une hausse sensible des prix agricoles et des céréales stimule la controverse en cours sur les avantages des ventes de grain à l'Union soviétique. En fait, l'affaire a pris la dimension d'un problème politique embarrassant pour le gouvernement, qui n'a pas encore arrêté sa position définitive sur le sujet.

Le ministère de l'agriculture a simplement demandé aux compagnies exportatrices d'ajourner leurs ventes de grain jusqu'au 11 août, date à laquelle sera publié le rapport des experts sur les prévisions de la récolte céréalière de 1975. A la lumière de ce document, les officiels seront en mesure de porter un jugement plus solide sur les conséquences des achats soviétiques sur les prix alimentaires américains.

La sécheresse dans les Etats du Kansas, du Dakota du Sud et de l'Iowa pourrait en effet modifier

De notre correspondant

sensiblement les premières estimations sur la récolte de maïs, qui aurait dû atteindre le chiffre record de 153 millions de tonnes. A cette incertitude s'en ajoute une autre, concernant les besoins de l'Union soviétique, elle aussi victime de la sécheresse. Les experts s'attendent maintenant que le déficit de la production céréalière soviétique soit de 30 millions de tonnes au lieu des 20 millions de tonnes attendues.

Si les Soviétiques se tournent vers les Etats-Unis pour combler ce déficit, ils exerceront inévitablement une pression sur les prix qui se traduira par une hausse sensible des prix alimentaires, notamment du pain, de la viande, de la volaille et des œufs. Pour le moment, les achats soviétiques de céréales américaines n'atteignent que 10 millions de tonnes, mais la probabilité de nouvelles commandes de l'ordre de 5 millions de tonnes, ravive la discussion entre adversaires et partisans des ventes de grain à l'U.R.S.S. Ceux-ci s'opposent vigoureusement jusqu'au sein même du gouvernement.

M. Butz, ministre de l'agriculture, n'a jamais cessé de faire valoir que les ventes de céréales à l'Union soviétique servent les intérêts des fermiers américains et profitent à la balance des paiements, étant donné que les Russes paieront le grain américain à des prix supérieurs aux grands achats soviétiques (19 millions de tonnes) de 1972. A son avis, les prix alimentaires américains ne seront pas affectés sensiblement par des exportations de 15 millions de tonnes. D'autre part, les services du ministère de l'agriculture s'efforcent de convaincre le public que l'augmentation du prix du blé n'aura pas de répercussion grave sur le prix du pain : par exemple, une hausse de 1 dollar par boisseau, disent-ils, ne se traduirait que par une augmentation de 15 cents sur le prix du pain.

M. Arthur Burns, président du Système fédéral de réserve, ainsi que d'autres personnalités du gouvernement, sont d'un avis différent. Ils pensent que les achats soviétiques conduiront inévitablement à une hausse des prix alimentaires, avec pour conséquence une relance de l'inflation et la remise en question de la reprise économique. Les grandes organisations de défense des consommateurs font valoir que déjà les premiers achats soviétiques ont provoqué une hausse de 19 % du prix du blé, entraînant une augmentation de 10 % de la farine vendue dans les supermarchés ; elles prévoient d'ici la fin de l'année une hausse des prix de la viande. La hausse du prix des grains incite les éleveurs à abattre immédiatement leur bétail, avec pour résultat une courte baisse du prix du bœuf suivie d'une forte hausse en raison de la pénurie.

Bien entendu, les fermiers soutiennent le ministère de l'agriculture mais sans illusions et avec beaucoup de méfiance. *« Quand il a dû choisir entre les consommateurs et les fermiers, le gouvernement nous a toujours sacrifiés »*, disent-ils. Ils font valoir qu'en imposant des contrôles à l'exportation, le gouvernement irait à l'encontre de sa philosophie politique et économique, mais qu'il l'a déjà fait en mettant sous embargo les ventes de soja en 1973 et en contrôlant les exportations de grains en 1974.

En fait, le gouvernement se trouve dans une situation délicate. Il ne peut satisfaire à la fois les fermiers et les consommateurs et risque, en outre, de perdre sur tous les tableaux. En effet, toute augmentation des prix alimentaires, quelle qu'en soit la raison, sera imputée par le grand public aux achats soviétiques que le gouvernement aura favorisés. Les démocrates, majoritaires au Congrès, n'ont pas perdu de temps pour exploiter l'affaire politiquement. Ils ont pris position contre les ventes massives de grain américain aux Soviétiques et pour le contrôle des exportations. Certains invoquent les besoins des autres pays, mais d'autres parlent plus cyniquement de la défense de l'intérêt national et de la ménagère américaine qui, selon le sénateur Chiles (Floride), *« devra payer plus cher sa nourriture pour permettre aux Russes de manger mieux et à meilleur marché »*. Finalement, cette campagne rejoint les réserves, et parfois l'hostilité déclarée, de certains milieux démocrates à la politique de détente. Faut-il rappeler que la grande centrale intersyndicale A.F.L.-C.I.O. a dénoncé les achats soviétiques qui, dit-elle, *« étranglent le contribuable américain »*, tandis que la majorité du Syndicat des gens de mer a décidé d'empêcher les transports de grain à l'Union soviétique ? Ainsi les mérites des achats soviétiques ne sont pas appréciés en termes strictement commerciaux. Il s'y mêle des considérations électorales et idéologiques. M. Butz a dû admettre lui-même qu'il existait actuellement des *« limites politiques »* aux ventes de céréales, mais que le président Ford ferait tout pour éviter les contrôles à l'exportation.

HENRI PIERRE.

Quatre départements de l'Ouest « sinistrés »

Quatre départements sont désormais déclarés zone sinistrée en raison de la sécheresse. Après le Morbihan, la Manche et le Finistère, où les arrêtés préfectoraux concernent les dégâts occasionnés aux prairies et à certaines cultures, la Charente-Maritime l'a été pour les céréales.

La Fédération des exploitants d'Ille-et-Vilaine a demandé que le département soit également déclaré sinistré *« en raison de la sécheresse »*. Il est urgent, déclare la Fédération, *« que les agriculteurs puissent bénéficier des prêts « calamités », afin d'acheter les aliments nécessaires pour nourrir leurs animaux et les conserver »*.

Divers organismes spécialisés viennent de faire le point sur les effets de la sécheresse sur les cultures. La récolte de blé tendre ne devrait pas dépasser 14 millions de tonnes, contre 16 millions l'année dernière. Bien qu'il soit trop tôt pour donner des chiffres précis sur la production de maïs, les experts estiment que les 9 millions de tonnes prévues en 1975 ne seront pas atteintes. Seule la récolte d'orge (9,5 millions de tonnes) serait largement supérieure à celle de 1974 (5,9 millions de tonnes).

En ce qui concerne les fourrages, les experts pensent que le manque d'herbe provoquera une baisse de 6 à 8 % de la production laitière par rapport à 1974. La sécheresse a également affecté la production de légumes, notamment des haricots, qui sont souvent trop filandreux pour être utilisables en conserverie. Le manque d'eau a provoqué une réduction importante de la taille des fruits ; quant à la production de vin, elle devrait être de l'ordre de 65 millions d'hectolitres contre 76 millions d'hectolitres en 1974.

L'Office statistique des Communautés européennes estime, de son côté, que la production de céréales sera de l'ordre de 101 millions de tonnes, soit 8 % de moins que l'an passé. La production européenne de pommes de terre devrait baisser de 6 %, tandis que celle des betteraves à sucre augmenterait de 15 %.

Ces baisses de production, qui pourraient provoquer une hausse des prix agricoles, sont susceptibles d'être aggravées si la sécheresse persiste, ou atténuées si la pluie tombe dans les prochains jours. Toutefois, des orages trop violents peuvent également avoir des effets néfastes sur les cultures. Le violent orage qui s'est abattu vendredi après-midi 8 août sur les Côtes-du-Nord, dans la région de Paimpol, a provoqué d'importants dégâts dans les récoltes d'haricots verts, de choux-fleurs et de céréales. Plusieurs serres ont été entièrement détruites.

DES VITICULTEURS AUDOIS DÉTRUISENT 130 HECTOLITRES DE VINS IMPORTÉS

Mettant à exécution les consignes données par leur comité d'action à Douzens (*le Monde* du 9 août), des viticulteurs audois ont arrêté, vendredi 8 août, en gare de Capendu un train en provenance de Sète. Les manifestants ont tout d'abord vidé le contenu d'une citerne de vin destinée à Armentières, puis ils ont dénaturé une seconde cuve avec du mazout. 130 hectolitres ont ainsi été détruits.

Les vignerons ont ensuite « contrôlé » pendant deux heures les camions-citernes transportant du vin sur la nationale 113. Des barrages analogues ont été établis en soirée entre Carcassonne et Béziers.

AUTOMOBILE

CITROËN CÈDE MASERATI

Après deux mois de pourparlers entre Citroën et les pouvoirs publics italiens, un accord est intervenu, le 8 août, sur le dégagement de la firme française du capital de Maserati.

C'est en 1968 que Citroën avait pris une participation de 60 % dans la firme italienne. L'année suivante, la production de la S.M. était lancée et, en 1971, Citroën prenait le contrôle à 100 % de Maserati. Les effets conjugués de la crise de l'énergie et des limitations de vitesse avaient entraîné, dès 1974, des difficultés financières pour Maserati (qui emploie huit cents personnes).

L'accord du 8 août prévoit que les actions de Maserati seront cédées à la GEPI, société à participation d'Etat, et à M. de Tomaso, industriel d'origine argentine, propriétaire des motocyclettes Benelli et Guzzi.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES DIFFICULTÉS DES PAYS INDUSTRIALISÉS

LE P.C.F. ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

Les comptes de M. Marchais

Il n'y a pas de problème de chiffrage de nos propositions, puisque nous ne sommes pas au gouvernement, a déclaré en substance vendredi M. Marchais en présentant les propositions du P.C. pour une relance de l'activité économique (*le Monde* du 9 août). En écartant d'une phrase l'essentiel des difficultés que poserait l'application de son projet, M. Marchais a cru se tirer habilement d'affaire : comment l'équipe au pouvoir aurait-elle l'outrecuidance de lui demander des comptes détaillés sur ses intentions, comme elle l'avait fait en 1973, alors qu'elle s'est lourdement trompée depuis deux ans ?

Le secrétaire général du parti communiste, ce faisant, se met en contradiction avec la thèse qu'il avait lui-même défendue il y a deux ans, en affirmant que toutes ses propositions, dont s'inspirent celles d'aujourd'hui, étaient calculées avec minutie et totalement financées. *L'Humanité* et la revue spécialisée du P.C., *Economie et Politique*, avaient, à l'époque, publié quantité de tableaux et de démonstrations qui visaient, même si certaines lignes étaient laissées en blanc, à convaincre l'opinion du sérieux du projet. La droite avait bien contesté les additions, discuté les hypothèses ; mais le P.C. avait remporté un certain succès d'estime.

M. Marchais abandonne-t-il à présent cette tactique, sous prétexte qu'il « *n'est pas au gouvernement* ». Mais il n'y était pas davantage il y a deux ans. Le secrétaire général du P.C. ne craint-il pas en opérant de la sorte de jeter un discrédit rétrospectif sur ses calculs d'antan ? Et de donner du poids à la thèse de ceux qui avaient alors refusé de prendre au sérieux ce travail, en arguant précisément que « s'il était au gouvernement » le P.C. proposerait d'autres chiffres et d'autres solutions ?

M. Marchais abandonne certes l'objectif d'une croissance de 8 % par an, qu'il avait lancé bien imprudemment à l'époque et qui l'avait fait critiquer à droite par les spécialistes — incrédules devant la possibilité pour la France d'atteindre un tel rythme — et à gauche par ceux qui voulaient « *une autre croissance pour une autre société* ». Mais par quoi le remplace-t-il ? Nul n'en sait rien puisque M. Marchais n'a pas répondu à la question.

Il ne suffit pourtant pas de répéter que M. Giscard d'Estaing « *s'est trompé* » ou plutôt, selon M. Marchais, « *a trompé* », pour convaincre les Français de la crédibilité d'une solution de rechange. C'est au contraire dans une période de crise, comme actuellement, que la qualité des remèdes proposés doit être le mieux étayée.

L'opinion, rendue sceptique par l'événement, a besoin de solides arguments pour donner sa confiance. Or si le P.C. — comme l'ensemble de la gauche — a raison de penser que sans relance de la consommation le pays ne sortira pas de la crise, la sauce à laquelle M. Marchais accommode son plat peut étonner. Développant le programme qu'il avait présenté le 24 septembre dernier à Albertville, le secrétaire général du P.C. propose, à côté de mesures d'urgence en faveur des chômeurs, le doublement de la retraite minimale que touchent trois millions de personnes âgées, le doublement des allocations familiales, la majoration de 30 % du SMIC, l'ouverture de crédits importants pour créer des emplois nouveaux ou des équipements sociaux supplémentaires, etc. Et, simultanément, il demande le blocage des prix des entreprises à la production et, à l'Etat, la suppression de la T.V.A. sur les produits de première nécessité.

Comment tout cela est-il compatible — en laissant de côté la question de l'indemnisation des propriétaires des entreprises à nationaliser ? Dans quels délais ? Avec quelles ressources non mentionnées M. Marchais compte-t-il financer cet ensemble ?... Il ne suffit pas d'évoquer une « *nouvelle problématique* » économique pour tout régler, comme d'un coup de baguette magique. Surtout maintenant que le P.C. abandonne l'idée d'une croissance ultra-rapide.

M. Mitterrand, à qui s'est posé le même type de problème, a avancé de trimestre en trimestre des réponses plus précises : calendrier échelonnant la mise en œuvre des mesures proposées, appel massif à l'épargne (grâce à l'indexation), lancement de vastes emprunts publics (20 milliards au moins), reconversion rapide d'un certain nombre d'industries. Même les économistes qui contestent que de telles mesures puissent suffire admettent qu'il y a là l'amorce d'une réponse sérieuse à nos problèmes.

M. Marchais aurait été bien venu de s'inspirer de la méthode. Pour aller au-delà de son réalisme de 1973, et non pas revenir en deçà.

GILBERT MATHIEU.

JAPON : la reprise du début de l'année ne s'est pas poursuivie

De notre correspondant

Tokyo. — L'économie japonaise continue de stagner. Malgré les prévisions optimistes du début de l'année, la route de la reprise économique risque d'être dure et longue pour l'industrie nippone. En dépit des pressions qui s'exercent jusque dans son sein pour un véritable plan de relance, le gouvernement japonais reste opposé à des mesures risquant de faire repartir la hausse des prix. La lutte anti-inflation demeure — pour l'instant du moins — l'objectif prioritaire.

Un expert économique japonais a pu comparer récemment la situation à une automobile : *« L'économie est passée facilement en seconde au cours du premier trimestre 1975, mais elle ne réussit pas à prendre suffisamment de vitesse pour passer en troisième. »*

De fait, la reprise qui s'était bien amorcée au début de l'année ne s'est pas poursuivie au-delà d'avril et l'activité s'est stabilisée depuis à un niveau assez modeste. La plupart des analystes sont assez pessimistes ; certains, comme ceux de la banque Fuji, estiment même que 1975 sera encore une année de croissance zéro. Les plus optimistes, comme l'Institut de recherche Nomura, évaluent la croissance à 2,1 %. Il est certain en tout cas que les prévisions du gouvernement au début de l'année — + 4,3 % — ne seront pas vérifiées.

Des raisons multiples expliquent que, malgré son redressement rapide fin 1974 et début 1975, l'activité au Japon demeure fragile : à l'intérieur, le fléchissement de la consommation et la chute de rentabilité des industries, due à la sous-production ; à l'extérieur, la chute des exportations. Après une hausse spectaculaire en 1974 (+ 5 % en un an), qui s'est poursuivie plus modestement jusqu'en avril cette année, les ventes japonaises à l'étranger ont diminué ces trois derniers mois : — 7,1 % en mai, — 8 % en juin et — 11,9 % en juillet par rapport aux périodes correspondantes de l'an dernier. C'est le renversement de tendance le plus brutal qu'on ait enregistré depuis 1963.

Cette situation n'est pas inquiétante financièrement puisque le déficit de 1 860 millions de dollars du commerce extérieur pendant le premier semestre est inférieur de trois fois et demi à celui de la même période l'année dernière. Il en est de même du déficit de la balance des paiements — 1 138 millions de dollars, — qui est près de cinq fois inférieur à celui de l'année dernière. Mais la réduction des exportations met un frein à l'expansion économique, ainsi d'ailleurs que la persistance des tendances inflationnistes. Bien que le gouvernement ait de bonnes chances de pouvoir maintenir la hausse des prix dans les limites de 10 % cette année, la stabilisation des prix de détail est encore précaire.

Cette analyse de la situation conduit les milieux d'affaires et le gouvernement japonais à des conclusions radicalement opposées : les premiers, appuyés d'ailleurs par le MITI — ministère du commerce international et de l'industrie, — estiment que la relance est prioritaire, tandis que M. Takeo Fukuda, vice-premier ministre et directeur général du Planning économique, reste avant tout soucieux d'éviter un nouveau cycle d'inflation. M. Fukuda a réaffirmé récemment ses objectifs : d'abord stabiliser réellement les prix, puis prendre des mesures graduelles pour relancer l'économie.

On comprend la préoccupation des industriels japonais, dont beaucoup sont lourdement endettés envers les banques. Leur impatience explique les pressions considérables qui s'exercent sur le gouvernement : depuis les milieux d'affaires jusqu'au MITI en passant par les partenaires commerciaux du Japon en Asie dont les ventes ont baissé de 30 à 40 %. M. Toshiwo Doko, président du Keidanren — le patronat japonais — prédit périodiquement la catastrophe prochaine si le gouvernement ne se décide pas à une vraie relance économique.

Malgré cette coalition puissante, M. Fukuda appuyé par le premier ministre M. Takeo Miki, ne cède pas. Il envisage seulement de développer selon les besoins du moment, le très modeste plan anti-récession du 16 juin dernier, jugé très insuffisant par les milieux d'affaires.

M. Fukuda veut seulement éviter, par des mesures ponctuelles, une détérioration de l'économie. Il espère ainsi une amélioration progressive qui fera sortir peu à peu le Japon du marasme pour retrouver, sans relance de l'inflation et sans heurts, une croissance raisonnable. Le vice-premier ministre est d'ailleurs de ceux qui pensent que le nouveau taux d'expansion devrait en vitesse de croisière se situer autour de 5 %.

Il est possible que les pressions pour une véritable relance économique deviennent irrésistibles à un certain moment. Pour l'instant MM. Fukuda et Miki paraissent devoir se contenter d'une nouvelle réduction du taux de l'escompte en août ou septembre et éventuellement de quelques mesures complémentaires de circonstances. Ils se refuseront en tous les cas à profiter du budget supplémentaire qui sera soumis à la Diète le mois prochain, pour relancer l'économie. — *(Intérim.)*

ÉNERGIE

Le dialogue producteurs-consommateurs

SEPT PAYS DU TIERS-MONDE SE RÉUNISSENT A GENÈVE

Genève. — Quatre pays producteurs de pétrole (l'Algérie, l'Arabie Saoudite, l'Iran et le Venezuela) et trois pays consommateurs du tiers-monde (le Brésil, l'Inde et le Zaïre), qui ont participé en avril dernier à Paris à la réunion préparatoire sur l'énergie, se retrouvent ce samedi 9 août à Genève pour évaluer les chances d'une reprise du dialogue.

La réunion, qui devrait durer quatre jours, se déroulera à haut niveau. La plupart des délégations sont dirigées par les représentants des Etats à la rencontre de Paris. C'est ainsi que le Venezuela sera représenté par M. Perez Guerrero, ministre d'Etat chargé des relations économiques extérieures ; l'Iran par M. Yeganeh, gouverneur de la Banque centrale ; et le Brésil, par M. Cabral de Mello, directeur des affaires économiques au ministère des affaires étrangères

● NUCLEAIRE : PROTESTATION DE LA C.G.T. — Les décisions prises pour restructurer l'énergie nucléaire française *« mettent en cause l'intérêt national et dilapident les moyens scientifiques et techniques mis en valeur avec les deniers du contribuable par le Commissariat à l'énergie atomique »*, estime l'Union nationale des syndicats de l'énergie atomique C.G.T. Celle-ci *« dénonce le fait que les parlementaires n'aient pas eu leur mot à dire, de même que les organisations syndicales et le comité national du C.E.A. »*.

MONNAIES ET CHANGES

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

(Principaux postes sujets à variation en millions de francs)

ACTIF	17 7	24/7
1) OR ET CREANCES SUR L'ETRANGER	98 169	98 191
Fonds de stabilisation des changes	9 718	9 644
Annuités de prêt de la B.I.R.D. et de l'Export Import Bank	191	191
2) CREANCES SUR LE TRESOR	22 807	22 933
Monnaies divisionnaires	175	162
Comptes courants post.	258	262
Concours au Trésor public	20 865	21 831
3) CREANCES PROVENANT D'OPERATIONS DE REFINANCEMENT	64 236	70 744
Effets escomptés	15 722	15 756
Effets achetés sur le marché mon. et obl.	43 074	48 071
Avances sur titres	43	41
Eff. en cours de recouv.	5 396	6 874
4) DIVERS	2 691	2 786
	187 105	194 605

PASSIF	17 7	24/7
1) BILLETS EN CIRCULATION	100 894	100 777
2) COMPTES CREDITEURS EXTERIEURS	4 388	4 269
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	777	656
Compte spéc. du Fonds de stabilis. des changes. Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	2 418	2 418
3) COMPTE COURANT DU TRESOR PUBLIC	027	378
4) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANC.	26 259	33 588
Comptes cour. des étab. astreints à la constitution de réserves	24 525	31 863
Autres comptes : dispos. et autres engag. à vue	1 733	1 725
5) RESERVE DE REEVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	48 568	49 568
6) CAPITAL ET FONDS DE RESERVE	1 243	1 243
7) DIVERS	4 751	6 158
	187 105	194 605

« La situation hebdomadaire arrêtée au 31 juillet 1975 fait état de l'apurement du déficit encouru au cours du premier semestre 1975 par le Fonds de stabilisation des changes, indique un communiqué de la Banque de France.

» Ce déficit, soit 2 932,5 millions de francs, comprend la perte entraînée par les réévaluations, au 9 janvier et au 30 juin 1975, des avoirs et engagements en devises de la Banque de France et du Fonds à des cours nettement inférieurs à ceux qui avaient été constatés au 31 décembre 1974.

» Son apurement a donné lieu, le 31 juillet, à un débit au compte du Trésor public et a eu pour conséquence une réduction de même montant de la ligne « avances au Fonds de stabilisation des changes — autres opérations ».

» La charge qui en est résultée pour le Trésor a été compensée par un accroissement de 2 900 millions de francs des concours non rémunérés de la Banque de France au Trésor public ; le montant maximum de ces concours se trouve ainsi porté de 13,4 à 16,3 milliards de francs, le plafond global des concours — rémunérés ou non — passant de 23,4 à 26,3 milliards de francs. »

Pour résorber le chômage

LE GOUVERNEMENT ITALIEN VA DÉPENSER 23 MILLIARDS DE FRANCS SUPPLÉMENTAIRES

De notre correspondant

Rome. — Le conseil des ministres a délibéré pendant six heures, vendredi 8 août afin de mettre au point une série de mesures destinées à relancer l'économie et résorber le chômage (l'Italie compte un million de chômeurs, selon les dernières statistiques officielles). Il s'agit essentiellement de mesures financières, qui consistent à injecter 3 500 milliards de lires (23 milliards de francs environ) dans les secteurs les plus touchés : exportation, agriculture, construction, travaux publics, petites et moyennes entreprises.

La part la plus importante de cette masse monétaire, dont la répartition s'étalera sur deux ans, est destinée à la construction : 640 milliards de lires. Le gouvernement a prévu d'allouer des sommes importantes à la construction d'hôpitaux, de routes, ainsi qu'à l'agriculture. Les petites et moyennes entreprises, principales victimes de la récession économique actuelle, recevront une aide de 120 milliards de lires. Un chapitre spécial concerne la mise en valeur des ports de Gênes, de Trieste et de Naples, et la modernisation des aéroports et des transports locaux.

(Intérim.)

TIERS-MONDE

MAURITANIE : les réserves monétaires ont été multipliées par huit en deux ans

De notre envoyé spécial

Nouakchott. — Deux ans après sa création, la monnaie mauritanienne se porte bien. Selon un document publié récemment par la Banque centrale de Mauritanie (B.C.M.), les réserves en devises du pays seraient passées de 500 millions d'ouguiyas (1), à la date de la sortie de la zone franc et de la création de la monnaie nationale, le 1er juillet 1973, à plus de 4 milliards actuellement.

Cette forte progression des avoirs extérieurs est toutefois beaucoup moins, selon la B.C.M., le résultat d'une croissance des exportations que d'un afflux de prêts et de dépôts, en provenance essentiellement de divers pays arabes amis. Cela risque de poser à terme des problèmes, si des investissements productifs et assez rapidement rentables ne prennent pas sans trop tarder le relais

De prime abord, il apparaît que le gouvernement mauritanien détient désormais, en ce domaine comme dans d'autres, les moyens de sa politique. Ces deux dernières années, l'essentiel de l'économie du pays est passé sous le contrôle de l'Etat. Les mines de fer et de cuivre (Miferma et Somima), les deux principales richesses de la Mauritanie, ont été nationalisées, et il en a été de même pour les assurances.

L'Etat est majoritaire dans les trois principales banques de développement, créées avec des participations respectives de la Libye, de la Tunisie et du Koweït. Le commerce d'importation de denrées de base relève du monopole d'une société d'économie mixte, la Conimex, et celui de l'exportation du bétail, la première ressource agricole du pays, d'une société d'Etat, la Covima. Enfin, les principaux projets d'investissement industriel (deux entreprises sidérurgiques, une raffinerie de cuivre et une autre de pétrole, une cimenterie), sont ceux de la Société nationale industrielle et minière (S.N.I.M.), la société d'Etat qui assure par ailleurs l'exploitation du fer et du cuivre depuis leur nationalisation.

Si elle contrôle donc parfaitement ses circuits financiers internes, la Mauritanie n'en doit pas moins compter avec les aléas du marché mondial de ses principales productions. Or, de ce point de vue, la situation n'est pas tout à fait satisfaisante. Le marché du cuivre en particulier est, depuis de longs mois, tellement déprimé que l'exploitation des mines d'Akjoujt a dû être provisoirement suspendue. Un prêt marocain vient cependant de combler le très important passif accumulé avant la nationalisation.

PIERRE BIARNÈS.

(1) L'ouguiyas vaut 0.10 franc français.

● ACCORD ENTRE PARIBAS ET L'ARAB INTERNATIONAL BANK. — Un accord a été signé au Caire le 7 août entre la Banque de Paris et des Pays-Bas et l'Arab International Bank. Il porte sur la création d'une banque d'affaires destinée à promouvoir des projets de développement économique dans le monde arabe et en Afrique.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Stabilité du dollar
Nouveau et vif repli de la livre

Après trois semaines consécutives de hausse, le dollar a enregistré des mouvements erratiques sur les divers marchés des changes en ce début du mois d'août. Si lundi la devise américaine s'avançait à 4,39 francs à Paris, — retrouvant ainsi ses plus hauts niveaux de l'année — mardi et mercredi matin, elle connaissait un brusque accès de faiblesse. On l'attribuait, dans les milieux cambistes, à des ventes bénéficiaires, mais également à une intervention de la Réserve fédérale américaine. Celle-ci aurait vendu des dollars contre des deutschemarks afin de rembourser à la Bundesbank une partie des fonds qui lui avaient été avancés pour soutenir le dollar lorsque celui-ci était au plus bas.

Ce repli devait être de courte durée. Dans l'après-midi de mercredi, et jeudi, la devise américaine se redressait vigoureusement, tant à Paris (4,3950 francs contre 4,36) qu'à Francfort (2,58 DM contre 2,56) et Zurich (2,69 FS contre 2,6750). Nul doute que l'annonce par le Trésor américain qu'il allait procéder, au cours des prochaines semaines, à des émissions de bons pour un montant de 6 milliards de dollars a contribué à ce raffermissement. L'effet a été immédiat sur les taux d'intérêt, qui demeurent, aux Etats-Unis, sensiblement plus élevés qu'en Europe (vendredi la First National City Bank a relevé son prime rate de 7 1/3 % à 7 3/4 %). Les capitaux disponibles se reportent donc bien évidemment sur la monnaie américaine.

Vendredi, à la veille du week-end, on enregistrait, comme d'habitude un retour au calme sur les marchés des changes. Le dollar s'inscrivant finalement à 4,3850 francs contre 4,37 francs et à 2,58 DM contre 2,5685 DM.

De l'avis de nombreux observateurs, on pourrait trouver un palier autour des cours actuels du dollar. En un mois, celui-ci a gagné quelque 10 %, ce qui arrange finalement tout le monde. Des pays comme la France, préoccupés dans l'immédiat de faire tourner leurs usines, de relancer leur économie, ont un besoin vital d'exporter. Avec un dollar à 4 francs la concurrence américaine était très forte. Autour de 4,40 francs, elle est plus supportable. Il sera bien temps par la suite de se préoccuper du renchérissement des importations, notamment énergétiques, qu'entraine la remontée du dollar. Mais si ce niveau paraît raisonnable à beaucoup, il reste que les réactions du marché sont souvent plus brutales. On peut exagérer à la hausse comme on exagère à la baisse.

Au sein des monnaies du « serpent » européen, le deutschemark fait un peu figure de parent pauvre. Sa faiblesse persistante est due à l'abondance des liquidités sur le marché des capitaux ouest-allemand. Cette situation est voulue en grande partie par les autorités monétaires ouest-allemandes, dans le cadre de leur politique de relance de l'économie. La Banque de France est intervenue cette semaine d'une manière indirecte pour soutenir le deutschemark. Elle a acheté des dollars, afin d'éviter que l'écart entre le franc et le deutschemark ne devienne trop important.

Mais c'est la livre qui donne toujours le plus d'inquiétudes. La Banque d'Angleterre a dû intervenir à plusieurs reprises pour éviter un effondrement du sterling, qui est descendu à 2,10 dollars pour une livre, soit à son plus bas niveau historique. Le rapport de conjoncture de la confédération des industries britanniques, indiquant que l'industrie connaît actuellement une récession de plus en plus forte, accentue la méfiance à l'égard du sterling. Par rapport aux devises européennes, le taux de dépréciation officielle ressort à 27,8 %. On n'est plus qu'à 1,5 % du taux record établi le 30 juin (29,3 %). La remontée de la devise britannique, enregistrée au début du mois de juillet, en liaison avec la hausse du dollar et après la publication du plan anti-inflation de M. Wilson, ne sera bientôt plus qu'un souvenir.

* * *

Sur le marché de l'or, on a enregistré un léger repli, le cours de l'once s'inscrivant, vendredi, à Londres, à 164,35 dollars, contre 166,75 dollars une semaine auparavant. Certains attribuent ce fléchissement à des ventes d'or effectuées par l'U.R.S.S. en vue de payer ses récents achats de céréales.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Florin	Lire	Mark	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse
Londres ...	5,5597	1,4072	5,4231		2,1020	9,2172	5,6543
	5,6848	1,4308	5,5222		2,1500	9,3955	5,8028
New-York ..	37,8071	0,1493	38,7596	2,1020		22,8050	37,1747
	37,8214	0,1502	38,9332	2,1500		22,8832	37,8507
Paris	165,78	6,5496	169,96	9,2172	4,3850		163,01
	165,27	6,5664	170,13	9,3955	4,3700		161,91
Zurich	101,7013	4,0179	104,2635	5,6543	2,6900	61,3459	
	102,0801	4,0555	105,0807	5,8028	2,6990	59,9888	
Francfort ..	97,5425	3,8536		5,4231	2,5800	58,8373	95,9107
	97,1444	3,8595		5,5222	2,5685	58,7785	95,1648

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	1er août	8 août
Indice général	90,1	89,5
Assurances	124,4	126,3
Banq. et sociétés financ.	74	73,6
Sociétés foncières	90,6	81,9
Sociétés investiss. portef.	90	89,7
Agriculture	75,3	74,2
Aliment., brasseries, distil.	92,7	92,8
Auto., cycles et leurs équi.	72,6	68,9
Bâtim., matér. constr. T.P.	96,1	94,8
Caoutchouc (ind. et comm.)	76,7	76,9
Carrières salines, charbon.	85,9	84,8
Constr. mécan. et navales	86,1	85,5
Hôtels, casinos, thermal.	108,8	106,2
Imprimeries, pap., cartons	80,1	80,1
Magas., compt. d'exportat.	71,8	70,5
Matériel électrique ...	97,9	96,7
Métall. com. des pr. métal.	101,9	100,5
Mines métalliques ..	102,7	101
Pétroles et carburants	81,1	81,4
Prod. chimiq. et él.-mét.	112,3	112,3
Services publics et transp.	88,1	89,4
Textiles	71,1	70,8
Divers	98,3	95,8
Valeurs étrangères	96,2	non parv.
Valeurs à rev. fixe ou ind.	109,9	—
Rentes perpétuelles	71,1	—
Rentes amort., fonds gar.	141,5	—
Sect. indust. publ. à r. fixe	94,6	—
Sect. ind. publ. à rev. ind.	155,6	—
Secteur libre	98,2	—

INDICES GENERAUX DE BASE 100 en 1949

Valeurs à rev. fixe ou ind.	192,5	—
Val. franç. à rev. variable	624	—
Valeurs étrangères . .	71	—

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	75,1	74,2
Produits de base	51,8	51
Construction	96,8	95,8
Biens d'équipement	70,7	69,7
Biens de consom. durables	113,6	109,9
Biens de cons. non durabl.	69,9	68,3
Biens de consom. aliment.	91,8	91,1
Services	111,4	110,7
Sociétés financières .	84,9	84,6
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr	143,8	144,1
Valeurs industrielles	67,8	66,7

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS A TERME

	Nbre de titres	Val. en cap (F)
4 1/2 % 1973	53 400	29 603 130
Schlumberger	31 095	14 136 892
Michelin *	5 370	6 282 490
I.T.T.	57 625	5 658 051
Maisons Phénix ..	3 830	5 587 540
Thomson Brandt .	21 975	4 676 812
L'Oréal	3 850	4 668 670

(*) Quatre séances seulement.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	4 août	5 août	6 août	7 août	8 août
Terme	46 280 369	55 527 891	52 107 009	52 900 657	38 168 730
Comptant					
R. et obl.	63 246 496	49 810 721	43 317 235	44 025 771	44 723 137
Actions	33 755 569	31 323 748	48 456 872	23 924 961	27 956 086
Total	143 282 434	136 662 360	143 881 116	120 851 389	110 847 953

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 31 décembre 1974)

Valeurs :					
Franç. ..	129,5	129,1	127,8	128,1	128,6
Etrang. .	129,3	127,9	127,3	127,8	128,3

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
(base 100, 29 décembre 1961)

Indice gén.	75,1	74,5	73,8	74	74,2

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 4 AU 8 AOUT

A l'heure des vacances

DESŒUVREE, écrasée de chaleur, la Bourse de Paris a réappris cette semaine à conjuguer le verbe « baisser », avant de se redresser un peu à l'approche du week-end.

Seule, en effet, la température ambiante a continué de monter sous les verrières du palais Brongniart, chauffées à blanc par les rayons d'un soleil impitoyable, et il s'en est fallu de peu que la corbeille ne soit déclarée « zone sinistrée ».

Rien ou presque rien de l'effervescence passée n'a subsisté. Vidé de sa substance par le grand exode saisonnier, le marché retrouvait dès lundi, et son calme et la voie du repli. Le mouvement de baisse s'accélérait encore les deux jours suivants. Jeudi, changement de décor : Le recul des cours s'arrêtait et une reprise très sélective s'amorçait même. Mais ce sursaut ne devait être suivi d'aucun effet et la semaine s'achevait sur une note assez irrégulière et à peine soutenue. Si bien que d'un vendredi à l'autre les différents indices ont fléchi d'un peu plus de 1 %.

Accès de mauvaise humeur ? Pas même ! La très faible activité, qui a régné durant ces cinq séances en témoignent. Les transactions en valeurs françaises ont tourné journellement autour de 30 millions de francs. C'est peu. C'est même très peu. Dans ces conditions, il suffit de quelques ordres d'achat ou de vente pour provoquer des décalages de cours dans un sens ou dans l'autre, auxquels l'on aurait tort de vouloir chercher une explication. Comment au reste pourrait-il y en avoir une ? Les mesures destinées à soutenir l'économie sont dans les limbes et l'actualité n'a jamais été aussi creuse.

Pour tromper leur attente, les opérateurs jettent un coup d'œil vers New-York et suivent attentivement l'évolution des marchés des changes. En dépit d'une légère amélioration, Wall Street traîne toujours la jambe et le dollar joue à saute-mouton (voir d'autre part). Tout cela, avouons-le, n'est guère stimulant. Alors, certains commencent à ronger leur frein et à se poser des questions. Pourquoi ce qui se passe d'un côté de l'Atlantique n'arriverait-il pas de l'autre ? Est-ce que les mesures de relance préparées par le gouvernement porteront des fruits ?

Dans l'incertitude, quelques-uns allègent leurs positions par précaution. D'autres, plus optimistes au contraire, procèdent à des arbitrages et même à quelques achats, sélectionnés en fonction des conditions présentes et futures. A cet égard, la restructuration de l'industrie nucléaire est apparue prometteuse. Alors, comme jeudi, l'on joue les valeurs des entreprises appartenant à ce secteur (Alsthom, Creusot-Loire, Electro-Mécanique, Schneider). Et, pour ce faire, l'on se dégage ici et là. De ce fait, le bâtiment, les établissements de crédit, les magasins et les automobiles s'alourdissent. Mais toutes ces opération boursières restent très ponctuelles et surtout n'engagent pas beaucoup leurs auteurs. En grande majorité, les opérateurs préfèrent camper sur leurs positions. Dans quinze jours, dans trois semaines, dans un mois, il sera toujours temps de prendre une décision. Pour l'instant, et comme le reste de la France, la Bourse s'est mise en vacances.

Dans l'ensemble, les professionnels restent cependant confiants. Ils font remarquer que les liquidités sont abondantes. Selon eux, c'est bon signe, car ce facteur est plutôt favorable à une nouvelle détente des taux d'intérêt. Comme l'immobilier ne marche pas fort, les investisseurs, disent-ils devront tôt ou tard se tourner vers les valeurs françaises. C'est évidemment un point de vue. Mais le marché a quelquefois des raisons que la raison ignore.

Suivant les indications de Londres, l'or a fléchi. Le lingot a perdu 255 F à 23 845 F et le kilo en barre 285 F à 23 810 F. Bonne tenue du napoléon qui, après une pointe à 261,70 F, est revenu à 260 F soit son cours du vendredi précédent. La rente 4 1/2 % 1973, qui est indexée sur la pièce française de 20 F, a malgré tout un peu fléchi pour s'établir à 557,50 F (— 3,70 F).

Aux valeurs étrangères, la baisse a été à peu près générale. Les pétroles internationaux ont été seuls à se montrer relativement résistants.

ANDRÉ DESSOT.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse de l'argent, du cuivre et du sucre

METAUX. — *Nouvelle progression des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres, en dépit de l'accroissement persistant des stocks britanniques de métal, qui atteignent 344 675 tonnes (+ 10 100 t.).*

La hausse s'accentue sur les cours de l'argent, qui atteignent à Londres leurs meilleurs niveaux depuis 1974. Le disponible s'avance à 248,10 pence l'once troy contre 232,90 pence, et le trois mois à 255,90 pence contre 240 pence. Ce regain d'intérêt est dû à des achats de couverture pour compte américain, britannique et pour divers pays du Proche-Orient. La diminution de 10 millions d'onces à 15 millions d'onces de la production mondiale pourrait pourtant être comblée, et au-delà même, par la vente de métal en provenance de l'Inde, pays qui dispose de réserves très importantes. En raison du climat de tension politique qui règne dans ce pays, il faudrait peut-être ne pas trop compter sur cette source d'approvisionnement en complément.

Sur le marché libre de Londres, les cours de l'aluminium s'établissent à 340-348 livres la tonne contre 335-345 livres la semaine précédente. A partir du 11 août, plusieurs producteurs américains vont porter le prix du lingot de 39 cents à 41 cents la livre.

CAOUTCHOUC. — *Les cours du naturel ont progressé sur les places commerciales. Pour l'année en cours, le groupe d'études international du caoutchouc évalue le déficit mondial de production à 75 000 tonnes, supérieur de 25 000 tonnes à celui de 1974.*

DENREES. — *Vive reprise des cours du sucre sur les places commerciales, la hausse étant en moyenne supérieure à 20 %. Les récoltes de betteraves de plusieurs pays européens présenteraient une faible teneur en sucre. En outre, plusieurs pays ont acheté des cargaisons de blanc à des prix élevés.*

La hausse se poursuit à Londres sur les cours du café. La prochaine récolte brésilienne affectée par les gelées serait désormais évaluée entre 10 millions et 11 millions de sacs au lieu des 25 millions de sacs prévus. Les stocks de l'Institut brésilien du café de 15 millions de sacs sont « gelés » jusqu'en juillet 1976.

CEREALES. — *Reprise des cours du blé sur le marché aux grains de Chicago. La récolte canadienne aurait été affectée par la sécheresse. Quant à celle de l'Australie, elle serait estimée à 9 millions de tonnes contre 11,2 millions de tonnes.*

Cours des principaux marchés du 8 août 1975

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 604 (577,50), à trois mois 623,50 (596,50) : étain comptant 3 245 (3 140), à trois mois 3 277 (3 162) ; plomb 184 (173) : zinc 343,50 (334). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) 57,90 (57,80) ; aluminium (lingots) inch. (39) : ferraille, cours moyen (en dollars par tonne) inch. (58,17) ; mercure (par bouteille de 76 lbs) inch. (143-148). — Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 1 018 3/8 (993).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton oct. 49,88 (49,85), déc. 50 (50,08), laine suint oct. inch. (146), déc. 151 (149). — Londres (en sterling par tonne), jute Pakistan White grade C inch. (195). — Roubaix (en francs par kilo) : laine août 17,30 (17,70). — Calcutta (en roupies par maunds de 82 lbs) : jute inch. (470).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 36-38,50 (37,25-38,50). — Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : 148,50-149 (142,75-143,25).

DENREES. — New-York (en cents par lb) : cacao sept. 59,10 (58,50) ; déc. 59,80 (52,45) ; sucre disp. 19 (16,50), sept. 20,30 (17,09). — Londres (en livres par tonne) : sucre oct. 222,25 (176), déc. 219 (173) ; café sept. 771 (761), nov. 774 (761) ; cacao sept. 629 (703), déc. 598 (570). — Paris (en francs par quintal) : cacao sept. 615 (604), déc. 570 (565) ; café sept. 705 (690) ; nov. 718 (697) ; sucre (en francs par tonne) oct. 2 180 (1 925), nov. 2 100 (1 865).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé sept. 386 (369), déc. 402 (385) ; maïs sept. 308 (290), déc. 299 1/2 (282 1/4).

Bourses étrangères

NEW-YORK
Reprise sélective en fin de semaine

En dépit d'une légère amélioration survenue à l'approche du week-end, Wall Street n'est pas parvenue à surmonter un nouvel accès de faiblesse initial et a fléchi pour la quatrième semaine consécutive. Vendredi, en clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 817,74, soit à 8,76 points au-dessous de son niveau du 1er août, ce qui porte à 55,05 points le total de ses pertes depuis le 11 juillet dernier.

Ce sont surtout des achats de valeurs vedettes (blue chips), dont les rendements sont redevenus attrayants, qui ont permis au marché, sinon de se redresser, du moins de ne pas chuter encore plus bas. Tous les jours, sans exception, le nombre de baisses a été supérieur à celui des hausses.

L'inflation a, en effet, continué d'étendre son ombre menaçante avec les nombreuses hausses de prix annoncées : de l'acier, de l'aluminium, des produits chimiques et des automobiles. En outre, la Bourse a appris que l'indice des prix de gros avait accéléré sa progression en juillet (+ 1,2 %). Bien qu'escomptée, cette hausse a fait l'effet d'une douche froide. Et, pour couronner le tout, la First National City Bank décidait vendredi, devant le nouveau renchérissement des taux d'intérêt à court terme, de porter son taux de base de 7 1/2 % à 7 3/4 %. On peut s'étonner, dans ces conditions, que le marché n'ait finalement pas baissé davantage. Sa résistance très relative est en grande partie imputable aux très faibles courants d'échanges, l'activité étant tombée cette semaine à son plus bas niveau de l'année : 67,38 millions de titres seulement ont changé de mains contre 77,86 millions précédemment.

Tous les compartiments, ou presque, ont subi des pertes. Les produits pharmaceutiques ont été particulièrement éprouvés.

Indices Dow Jones du 8 août : transports, 156,63 (contre 160,40) ; services publics, 78,67 (contre 79,66).

	Cours 1er août	Cours 8 août
Alcoa	44 3/4	47 1/8
A.T.T.	48 3/4	48 3/8
Boeing	26 1/2	25 1/4
Chase Man. Bank..	34 1/4	33 1/2
Du Pont de Nem...	124	123 3/4
Eastman Kodak ...	95 5/8	91
Exxon	87 7/8	86
Ford	38 1/4	38 3/4
General Electric ...	46 1/2	44 5/8
General Foods	24 3/8	22 3/4
General Motors ...	51 1/2	49 1/2
Goodyear	18 3/8	18 1/8
I.B.M.	189 1/4	180
I.T.T.	22 5/8	20 7/8
Kennecott	33 1/2	33 7/8
Mobil Oil	43 7/8	43 1/4
Pfizer	27	26 1/4
Schlumberger	79 1/4	78 7/8
Texaco	25 1/2	24 5/8
U.A.L. Inc.	23 7/8	22 1/8
Union Carbide	58 1/4	57 5/8
U.S. Steel	59 1/8	63 3/8
Westinghouse	17 1/2	15
Xerox Corp.	59 7/8	58 1/2

TOKYO
Redressement en fin de semaine

Une reprise technique s'est produite en fin de semaine sur le marché de Tokyo, après plusieurs séances de baisse. Mais elle a manqué d'ampleur et d'un vendredi à l'autre les cours ont encore fléchi. Une fois de plus, l'influence de Wall Street a été dominante.

Déjà faible, l'activité s'est encore ralentie : 530 millions de titres ont changé de mains contre 597 millions précédemment.

Indices du 8 août : Dow Jones, 4 244,81 (contre 4 292,55) ; indice général, 312,41 (contre 315,33).

	Cours 1er août	Cours 8 août
Fuji Bank	340	330
Honda Motors	526	530
Matsushita Electric	496	506
Mitsubishi Heavy..	126	118
Sony Corp.	3 340	3 280
Toyota Motors	616	623

LONDRES
Nouveau repli

Cinquième semaine de baisse pour le Stock Exchange londonien.

Ce nouveau repli, qui s'est effectué dans le désœuvrement le plus complet, a été dû principalement à la crainte qu'inspire la dégradation continuelle de la situation monétaire en Grande-Bretagne (voir d'autre part). Les nouvelles prévisions assez pessimistes sur les perspectives économiques ne pouvaient qu'ajouter encore au climat lourd qui régnait sur le marché. Seuls les pétroles ont été épargnés, se redressant même sensiblement. Cette reprise a été favorisée par les résultats meilleurs que prévu du groupe Royal Dutch-Shell pour le second trimestre.

Les industrielles sont tombées à leur plus bas niveau depuis mars dernier. Légère hausse des mines d'or en fin de semaine.

Indices « Financial Times » du 8 août : industrielles, 278,8 (contre 282,8) ; mines d'or, 360,4 (contre 359) ; fonds d'Etat, 59,73 (contre 60,44).

	Cours 1er août	Cours 8 août
Bowater	135	136
Brit Petroleum ...	465	483
Charter	167	174
Courtaulds	110	110
De Beers	303	315
Free State Geduld.	29 3/4	30
Gt Univ. Stores...	155	155
Imp Chemical	246	241
Shell	282	302
Vickers	119	115
War Loan	25 3/4	25 1/2

ALLEMAGNE
Ventes bénéficiaires

Des ventes bénéficiaires se sont produites cette semaine sur les marchés allemands, qui, en moyenne, ont fléchi de 1 %.

Rien de plus normal après la petite flambée de hausse qui, le 1er août, avait porté les différents indices à leur plus haut niveau de l'année. Ajoutons quand même que la légère croissance du taux de chômage en juillet (4,5 % contre 4,4 %) a contribué à ralentir la demande.

Les plus fortes baisses ont été enregistrées aux magasins et dans le secteur de la construction mécanique. Fermeté, en revanche, du bâtiment et des brasseries.

Indice de la Commerzbank du 8 août : 709 (contre 716,1).

	Cours 1er août	Cours 8 août
A.E.G.	82	80
B.A.S.F.	144	142,10
Bayer	117,50	116,50
Commerzbank	215,50	212
Hoechst	134,80	133
Mannesman	279	276
Siemens	275	273,50
Volkswagen	113,50	113,60

MILAN
Hausse technique

Une hausse technique s'est développée cette semaine sur le marché de Milan, qui a été en grande partie motivée par l'approche des opérations de liquidation des 18 et 19 août prochains. Les valeurs vedette (Fiat, Montedison, Olivetti, Pirelli) ont été les principales bénéficiaires de cette reprise.

	Cours 1er août	Cours 8 août
Fiat	990	1 001
Finsider	288	289,50
La Rinascente	79,75	82,25
Montedison	492	501
Olivetti	1 061	1 099
Pirelli	791	801
S.N.I.A.-Viscosa ...	1 498	1 525

MARCHÉ DE L'OR

	COURS 1/8	COURS 8/8
Or fin (kilo en barre)...	24075	23810
— (kilo en lingot)..	24100	23845
Pièce française (20 fr.)..	260	260
Pièce française (10 fr.)..	178 10	180 ..
Pièce suisse (20 fr.)....	249 50	233 90
Union latine (20 fr.)....	228	224 90
• Pièce tunisienne (20 fr.)	165 10	169 50
Souverain	234 50	728
• Souverain Elizabeth II	234 50	228 50
• Demi-souverain	225	227
Pièce de 20 dollars....	1140	1122 80
— 10 dollars....	579 90	560 80
— 5 dollars....	375	335
— 50 pesos.....	970 ..	953
• — 20 marks	322 ..	325
— 10 florins....	210 80	210
• — 5 roubles ...	162 ..	161

Marché monétaire

LÉGÈRE TENSION

Les taux d'intérêt au jour le jour se sont légèrement tendus cette semaine, passant de 7 1/4 % à 7 3/8 %, après avoir fléchi mercredi à 7 1/8 %.

Cette tension semble être le résultat, d'une part, d'un retard dans la constitution des réserves obligatoires, de l'autre, du trop faible montant servi lors de l'adjudication du 7 août.

En outre, les besoins de plus en plus pressants du Trésor conduisent ce dernier à procéder à des adjudications fréquentes : 1,5 milliard les 5 et 8 août, qui apportent un élément supplémentaire d'incertitude.

Néanmoins, le marché du terme est resté calme et n'a enregistré que de très faibles variations, traduisant ainsi le sentiment général qui prévaut en faveur d'une prochaine détente.

(Intérim.)

Les principales variations de cours

VALEURS FRANÇAISES

Baisses (%)

	8 août	Diff.		8 août	Diff.
Peugeot	241	— 6,2	C.G.E.	296	— 3,9
Talcs de Luzenac..	245,80	— 6,2	Dumez	738	— 3,8
Hachette	136,10	— 6,1	Ciments Lafarge ..	178,30	— 3,6
L'Oréal	857	— 6	Poclain	333,10	— 3,6
Tél. Ericsson	751	— 5,4	Matra	355	— 3,5
A.D.G.	280,10	— 5	Génér. occident. ..	148	— 3,5
Club Méditerranée.	356	— 4,9	Veuve Cliquot	560	— 3,3
Comp. Bancaire ..	477	— 4,6	U.C.B.	382	— 3
SAGEM	694	— 4,1	Mumm	472	— 2,8
Signaux électr.	331	— 4	Aquitaine	479,50	— 2,6

Hausses (%)

Electro-mécan. ..	104	+ 10,6	Créd. fonc. imm. ..	135,50	+ 4,2
Pétroles BP	62,70	+ 7,1	Génér. fonderie	173,90	+ 3,5
Creusot-Loire	173,80	+ 7,1	SILIC	282	+ 2,9
Alsthom	79	+ 4,7	B.S.N.	499	+ 1,8

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. EUROPE
3. AFRIQUE
4. ASIE
5. ÉDUCATION
5. RELIGION
5. SCIENCES
5. MÉDECINE
6. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
6. FEUILLETON

LE MONDE AUJOURD'HUI
Pages 7 à 12
— Bénévolat : les samaritains du divorce, par Guillemette de Sairigné.
— Au fil de la semaine : Images d'Algérie, par Pierre Viansson-Ponté.
— Lettre de La Puglia, par Alexandre Szombati.
— L'histoire, par Jean-Marie Mayeur.
— RADIO-TELEVISION : Deux points de vue sur l'exercice du monopole et l'expression des opinions, par Jacques Robert et Maurice Seveno ; Questions sur le réalisme : Daniel Karlin.

14. ARTS ET SPECTACLES
15. SPORTS
15-16. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
17. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (8 à 10)
Annonces classées (15) ; Aujourd'hui (13) ; Carnet (15) ; « Journal officiel » (13) ; Météorologie (13) ; Mots croisés (13).

LA SITUATION AUX COMORES

M. Ahmed Abdallah demande à l'O.U.A. d'intervenir en sa faveur

Le président Idi Amin Dada, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), a reçu un appel de M. Ahmed Abdallah, président des Comores, renversé dimanche 3 août par un coup d'Etat, demandant à l'O.U.A. d'intervenir en sa faveur. M. Abdallah affirme que les nouvelles autorités contrôlent seulement Moroni et que des secours peuvent lui être envoyés sur l'île d'Anjouan, où il se trouve. Selon lui, le coup d'Etat a été réalisé avec l'aide de la France, qui est ainsi intervenue directement dans les affaires intérieures des Comores.

A Mayotte, M. Marcel Henry, l'un des dirigeants du Mouvement populaire mahorais, a déclaré à notre envoyé spécial que les événements survenus à Moroni ne changeaient en rien la volonté de l'île de rester française.

Mayotte entend toujours rester française

Correspondance

Dzaoudzi. — Mayotte, qui a provoqué la chute du président Ahmed Abdallah, pourrait bien faire trébucher aussi les nouveaux dirigeants comoriens. Le coup d'Etat du 3 août semble n'avoir modifié en rien la détermination du Mouvement populaire mahorais, qui milite pour le maintien de l'île dans la République française. Jeudi, l'arrivée *du premier* DC-4 d'Air Comores atterrissant à Dzaoudzi depuis le coup de force a été salué par des drapeaux tricolores. Premier signe qu'il s'est passé quelque chose depuis le 14 juillet, date à laquelle la France a installé un représentant : le contrôle des passagers n'est plus assuré par la police ni par la douane comorienne, mais par des gendarmes français. Les derniers gardes comoriens, une trentaine, ont quitté Mayotte jeudi matin à bord d'un petit cargo, le *Mafunguais*. « *La normalisation est effective depuis jeudi matin* », nous a précisé un lycéen dont la principale occupation est désormais de conduire les dirigeants du Mouvement populaire mahorais (M.P.M.) dans une 404 rutilante qui appartenait il y a quelques jours encore au sous-préfet de Dzaoudzi. Le bureau de poste, la recette des douanes ont rouvert leurs portes. Aux partisans d'Ahmed Abdallah ont succédé les militants du parti de M. Marcel Henry. Ce dernier savoure sa victoire. Dès l'abord, il précise qu'il nous reçoit dans ce qui était hier encore l'une des résidences du chef du gouvernement des Comores. Commentant le coup d'Etat réalisé par M. Ali Soilih, il déclare : « *Cela ne change rien aux options fondamentales que nous avons prises concernant notre avenir. La population de Mayotte ne s'est pas sentie concernée par cette action puisqu'elle se déroulait dans un Etat étranger voisin.* »

Selon lui, la grande majorité de la population (65 % officiellement, 85 % sans la fraude électorale, disent les militants du M.P.M.) ne comprendrait pas le changement d'une *position affirmée* avec constance pendant plus de quinze ans

M. Marcel Henry sait pourtant que les nouveaux dirigeants comoriens ont pour premier objectif de restaurer l'unité de l'archipel. Le Conseil révolutionnaire a déjà envoyé une délégation à Mayotte : *M. Marcel Henry s'est borné à la recevoir.* « *Si l'on me propose de participer à une conférence sur Mayotte*, précise-t-il, *je répondrai que la chose est impossible étant donné que Moroni est la capitale d'un Etat indépendant, un Etat que je considère comme étranger.* »

Le dialogue paraît donc impossible entre Moroni et Dzaoudzi. Un haut fonctionnaire reconnaît *que « le problème, déjà complexe sous l'ancien régime, est aujourd'hui pratiquement insoluble* ».

Pendant ce temps, bloqué à Anjouan, toujours sans liaison aérienne et téléphonique, le président Ahmed Abdallah a déclaré, lors d'un meeting à Mutsamudu, la préfecture : « *Je reste chef de l'Etat comorien.* » « *Il pourrait bien par la force des choses devoir se contenter d'être le potentat d'Anjouan* », ironise un membre du Conseil révolutionnaire.

En arrivera-t-on à la division de l'archipel ? Les Comores ne vivent sous un régime juridique et administratif commun que depuis 1912, date à laquelle une loi avait déclaré les îles de Moroni, Moheli, Anjouan et de la *Grande-Comore colonies françaises*. Auparavant, ces quatre petites îles de l'océan Indien étaient surtout connues pour leurs discordes qui leur avait valu le nom d' « *archipel aux sultans batailleurs* ».

MICHEL HEUSSAF.

SELON M. DILIGENT

Les réformateurs rassemblent cent trente parlementaires

M. André Diligent, premier secrétaire de la Fédération des réformateurs, annonce que le secrétariat fédéral des réformateurs a reçu l'adhésion de cent trente parlementaires, députés et sénateurs. « *La Fédération des réformateurs*, ajoute-t-il dans un communiqué dressant le bilan de l'action de son mouvement, *constitue, au niveau du Parlement, la seconde force de la majorité, et la troisième du pays.* » M. Diligent relève également que, « *sur trois mille cent soixante-dix-neuf conseillers généraux, plus de 20 % se réclament des réformateurs* ».

Après avoir indiqué que, « *dans chaque département, une délégation a été constituée et organisera dans les prochains mois ses propres assises, à l'image de ce qui se fait sur le plan national* », M. Diligent annonce que se tiendront à Paris, le 20 septembre, la réunion du conseil fédéral national ; le 1er octobre, une journée d'études parlementaires ; le 11 octobre, un colloque sur la crise et l'emploi, et, le 22 novembre, un colloque sur la justice fiscale.

Le premier secrétaire de la Fédération des réformateurs précise enfin qu'il a conduit une délégation du secrétariat national qui a rencontré, la semaine dernière, successivement MM. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, et André Bord, secrétaire général de l'U.D.R., « *en vue d'étudier les modalités de l'action de la nouvelle majorité présidentielle et les mesures indispensables au redressement économique et social* »

EN GRÈCE

Arrestation des responsables de la répression des émeutes estudiantines de novembre 1973

Athènes (*A.F.P.*). — Quinze personnes, dont cinq généraux, ont été placées en détention, vendredi 8 août, comme « *auteurs ou instigateurs d'homicides* » lors des émeutes de l'Ecole polytechnique de novembre 1973.

Parmi les inculpés figurent le général à la retraite Dimitrios Zagorianakos, ancien chef de l'état-major général des forces armées sous la dictature militaire, et le général commandant en chef adjoint de la gendarmerie P. Carayannis, qui est encore en activité. L'ancien chef de la police, M. Nicolas Dascalopoulos, et le directeur de la police athénienne, M. Loucas Christoloucas, ont été également placés en détention préventive.

Jeudi, trente-quatre personnes avaient été inculpées pour leur rôle dans ces émeutes, qui avaient fait vingt-cinq morts et plus de mille blessés, le 14 novembre 1973.

Au procès des « tortionnaires », qui s'est ouvert jeudi à Athènes, trois anciens membres de la police militaire grecque ont plaidé coupable et ont sollicité le pardon de leurs juges et de leurs anciennes victimes.

« *Tout sens de la dignité humaine avait disparu des cellules de la police militaire, dans le quartier réservé aux interrogatoires* », ont-ils affirmé conjointement dans une déclaration lue dans le prétoire.

« *Nous avons été les témoins de ces atrocités, et nous y avons participé, obéissant à contrecœur à nos supérieurs. Nous exprimons notre sympathie à nos victimes et nous les supplions de nous pardonner. Nous éclairerons de toute la lumière possible cette page noire de la civilisation* », ont-ils ajouté.

Par la suite, la cour a entendu le seul témoin de l'audience de jeudi, M. Christophe Stratos, ministre des travaux publics, qui avait été détenu au quartier général de la police militaire, de juin à août 1973

« *La torture prend de nombreux visages*, a-t-il déclaré. *Je n'ai pas été torturé physiquement, mais psychologiquement : ils m'ont laissé pendant quatre jours, sans eau ni nourriture, enfermé dans une petite pièce, une lumière aveuglante braquée sur mon visage et m'interdisant tout sommeil. En tant que citoyen grec, j'étais honteux que cela se passât dans mon pays.* »

Lecture a alors été donnée de l'acte d'accusation, qui énumère avec précision les tortures infligées aux détenus par la police militaire. Outre les coups et le manque de sommeil, on relève que les détenus étaient parfois contraints de manger leurs propres excréments et de se livrer, sous la menace de leurs gardiens, à des actes sexuels contre nature.

L'article de M. Zarodov dans la «Pravda» et l' « hégémonie du prolétariat »

L'article publié dans la « Pravda » du 6 août par M. Zarodov sur « La stratégie et la tactique léniniennes de la lutte révolutionnaire », et dont nous avons reproduit de larges extraits dans « le Monde » d'hier, a suscité un commentaire de M. Marchais selon lequel « c'est à Paris que se détermine la politique du P.C.F. » — commentaire que ne cite pas l'agence Tass dans son compte rendu — et une critique modérée de « l'Unita ».

La publication de cet article a suscité une certaine surprise à Moscou, rapporte l'A.F.P., dans la mesure où plusieurs dirigeants soviétiques avaient pris ces derniers mois des positions plus favorables à la politique de « large alliance » pratiquée par certains P.C. C'est ainsi que le communiqué publié après la visite en U.R.S.S. de M. François Mitterrand avait souligné « le crédit, la confiance et l'espoir que suscite parmi les travailleurs l'union des partis de la classe ouvrière ».

On note aussi qu'une revue bulgare, « Novi Vrema », prend, dans une certaine mesure, le contre-pied de l'article de M. Zarodov en affirmant dans son dernier numéro que les communistes « n'ont jamais réclamé et ne réclament pas un rôle de dirigeants des autres partis dans la lutte contre le pouvoir des monopoles et contre l'impérialisme ».

La « Pravda » a annoncé d'autre part, le vendredi 8 août, la parution d'un recueil d'articles de divers responsables européens des P.C. (dont M. Ponomarev, secrétaire du P.C.U.S.) sur le rôle de la classe ouvrière « dans le processus révolutionnaire mondial de notre époque ». Enfin, l'Institut soviétique du marxisme-léninisme a publié un nouveau volume des œuvres complètes de Lénine contenant un texte inédit dans lequel le fondateur de la révolution indique notamment : « Je ne vois pas pourquoi un Etat socialiste comme le nôtre ne pourrait pas avoir des relations d'affaires illimitées avec les pays capitalistes. »

Une position « en partie juste et en partie discutable »

estime « l'Unita »

De notre correspondant

Rome. — Après avoir signalé que certains journaux ont cru devoir souligner des passages d'un article de M. Constantin Zarodov dans *la Pravda*, *l'Unita*, organe du parti communiste italien, écrit : « *La position affirmée par l'auteur de cet article est en partie juste et en partie discutable et contestable.*

» *Est juste, par exemple, l'affirmation selon laquelle le concept de majorité doit être politique et que, par conséquent, une société socialiste ne peut être construite sans le consentement de l'écrasante majorité du peuple travailleur. En Italie, nous affirmons que sans la participation de toutes les forces démocratiques et de leurs partis, il est même impossible de gouverner.*

» *Est discutable, en revanche, la tendance qui se manifeste dans cet article de réduire la pensée de Lénine à un seul concept, à quelques citations et formules brèves. Il n'est pas juste, par exemple, de ramener la pensée marxiste à 1905, alors qu'elle a été enrichie par des expériences théoriques et pratiques et même de gouvernements, élaborées au cours des années successives qui ont vu des transformations historiques planétaires d'une ampleur et d'une profondeur sans précédent.* »

Pour le parti communiste italien, poursuit *l'Unita*, « *les concepts de démocratie et de socialisme s'interpénètrent, s'enrichissent réciproquement, contribuant ainsi et ensemble à la marche vers une société nouvelle dans laquelle toutes les conquêtes de la liberté du genre humain sont rigoureusement renforcées, développées et portées au niveau le plus élevé* ».

Ce même numéro de *l'Unita* rend compte d'une rencontre qui a eu lieu les 7 et 8 août à Moscou entre des délégations des partis communistes soviétique et italien. A propos du Portugal, et après avoir déploré les violences contre les communistes portugais, les deux délégations « *ont exprimé leur solidarité avec les communistes et les autres forces démocratiques contre lesquels sont dirigées ces menées de la réaction. Elles se sont prononcées pour l'unité d'action du Mouvement des forces armées, des communistes, des socialistes, de toutes les forces progressistes de gauche qui œuvrent pour le renforcement du régime démocratique et antifasciste dans le pays, pour la défense des conquêtes révolutionnaires du peuple portugais* ». C'est M. Giancarlo Pajetta, membre de la direction et secrétaire du parti communiste italien, qui dirigeait la délégation de son pays. Du côté soviétique, les interlocuteurs étaient deux secrétaires du P.C., MM. André Kirilenko, membre du bureau politique, et Boris Ponomarev, membre suppléant.

(*Intérim.*)

M. Marchais : la politique du P.C.F. se détermine à Paris

« *C'est à Paris et non à Moscou que se détermine dans tous les domaines la politique du parti communiste français* », a déclaré vendredi M. Georges Marchais, comme nous l'avons signalé dans nos dernières éditions d'hier. Le secrétaire général du P.C.F. répondait à une question relative à un article de la *Pravda* (*le Monde* du 9 août), concernant la ligne que doivent respecter les communistes dans leurs alliances avec d'autres formations. Les dirigeants du P.C.F. n'avaient pas, à ce moment-là, pris connaissance dans son intégralité de cet article dont, disait M. Marchais, « *nous n'exagérons pas l'importance.* » *L'Humanité* du 9 août n'en publiait d'ailleurs pas la version diffusée la veille par les agences de presse.

M. Marchais ne s'en est pas tenu à cette traditionnelle affirmation de principe de l'indépendance de son parti par rapport à Moscou : il a confirmé le maintien de la stratégie fondée sur l'union de la gauche autour du programme commun de gouvernement et il a ajouté :

« *C'est à la mise en œuvre de cette politique que nous consacrons tous nos efforts. Il est tout à fait exclu que, sous quelque prétexte que ce soit, nous en changions.* »

Cette mise au point est conforme à toutes les prises de position du P.C.F. au cours des dernières années. M. Marchais s'est d'ailleurs référé, « *pour ce qui concerne la démocratie et l'avenir des libertés individuelles et collectives* », aux différents textes publiés par son parti. « *Nos positions sont connues*, a-t-il conclu, *elles ne découlent pas de l'existence d'un ou de modèles* ».

La réaffirmation de la stratégie d'union de la gauche fondée sur la conquête du pouvoir par la voie électorale a au moins le mérite de corriger l'impression donnée depuis quelques mois par le comportement du P.C.F. vis-à-vis de ses alliés ou des « partis frères » italien et espagnol, comportement qui paraissait s'inspirer, par anticipation, de certaines des recommandations idéologiques de M. Zarodov dans son article de la *Pravda* (notamment sur le rôle dirigeant du parti prolétarien dans les luttes politiques et sociales).

Vacances...

Des enfants, cela peut être encombrant pour partir en vacances. Et puis, douze et six ans, ce n'est pas assez vieux pour trouver goût au tourisme mais c'est déjà trop grand pour rester sagement dans un coin. Alors, pourquoi ne pas les laisser à la maison ?

Telle a, en tout cas, été la solution choisie par M. et Mme Douce, les parents de deux petites filles, habitant Aiglemont, une bourgade proche de Charleville-Mézières (Ardennes). Certes, il ne s'agissait pas de laisser les enfants dans le dénuement : le réfrigérateur avait été empli de provisions et le boulanger devait passer livrer une baguette tous les deux jours.

Mais, au fil des jours, les provisions s'épuisent et le temps doit paraître un peu long à deux petites filles. Elles étaient couchées lorsque les gendarmes sont venus les chercher dans le pavillon déserté pour les mettre au foyer des enfants du Moulinet, à Charleville-Mézières...

Le numéro du « Monde » daté 9 août 1975 a été tiré à 486 521 exemplaires.

B C D E F G H

● *Incidents entre grévistes et non-grévistes près de Clermont-Ferrand.* — Plusieurs personnes ont été blessées, dont une grièvement, au cours d'une bagarre qui a opposé samedi 9 août au matin les grévistes aux non-grévistes d'une entreprise de boissons en gros, la société Méraud-Gomez, à Clermont-Ferrand.

Selon la C.F.D.T., à la suite d'affrontements entre les grévistes qui avaient placé un camion devant le portail de l'usine pour en bloquer l'entrée et des non-grévistes, deux délégués de ce syndicat, MM. Lajonchère et Roulin, ont été entraînés à l'intérieur de l'entreprise et frappés à coups de bouteille et à coups de pied. Les deux délégués ont été hospitalisés. M. Roulin était dans le coma.

Au Chili

La junte annonce l'ouverture d'une enquête sur les cent dix-neuf opposants « tués à l'étranger »

Santiago (*Reuter.*). — La junte militaire chilienne doit faire face à une vague de demandes d'enquêtes au sujet de la disparition de plusieurs centaines d'opposants de gauche depuis le renversement du président Salvador Allende.

Pour la première fois, des appels à la justice sont publiquement lancés au Chili même. Ils viennent des parents des militants de gauche portés manquants, d'un mouvement œcuménique dénommé « comité de paix », de la hiérarchie de l'Eglise catholique, des jésuites et même du quotidien *El Mercurio* favorable à la junte. *Quatre-vingts prisonniers politiques* détenus dans un camp près de Santiago se sont joints à cette campagne de protestations en observant une grève de la faim.

La controverse s'est développée après la publication, le mois dernier dans la presse étrangère, de listes recensant cent dix-neuf opposants à la junte tués à l'étranger. La junte, qui a constamment rejeté les accusations d'atrocités portées contre ses services de sécurité, a annoncé l'ouverture d'une enquête.

La revue *Lea*, imprimée dans la ville argentine de Salta, a, la première, publié une liste de soixante membres du Mouvement de la gauche révolutionnaire chilienne (MIR) qui, disait-elle, ont été tués en France, en Argentine, en Colombie, au Venezuela, à Panama et au Mexique. Selon la revue, ces opposants à la junte ont été assassinés par d'autres membres du MIR à la suite de querelles intestines.

Le journal brésilien *O Dia*, paraissant à Curitiba, a publié une seconde liste de cinquante-neuf « miristas » (membres du *MIR*) qui seraient morts au cours d'un affrontement avec les forces de sécurité argentines.

Le « *comité de paix* », organisation privée se consacrant à la défense des persécutés politiques, a déclaré que la plupart des personnes portées sur les listes avaient été arrêtées par les agents des services de sécurité chiliens.

Les organisations chiliennes de défense des droits de l'homme estiment qu'au moins un millier d'opposants de gauche ont disparu depuis le coup d'Etat au Chili après avoir été arrêtés par les services de sécurité.

En Californie

LANCEMENT DU SATELLITE EUROPÉEN COS-B

Une fusée américaine Thor Delta a lancé, samedi 9 août à 2 h. 46 (heure de Paris), le satellite de l'ESA (Agence spatiale européenne) COS-B. Le lancement, qui a eu lieu depuis la base de Vanderberg (Californie), était prévu pour le mercredi 5 août. Mais il avait été repoussé de quelques jours à la suite de l'indisponibilité d'un avion responsable des télémesures.

Le satellite COS-B est un satellite de recherche astronomique conçu pour l'étude des rayonnements X et gamma (ce dernier est un rayonnement électromagnétique *de longueur d'onde* encore plus courte que les rayons X). Ces rayonnements, émis par les corps célestes doivent être observés depuis des satellites, car ils ne parviennent pas jusqu'au sol : ils sont absorbés par l'atmosphère.

D'un poids de 275 kilogrammes, COS-B gravite sur une orbite très elliptique : l'apogée est situé à près de 100 000 km d'altitude, alors *que le périgée* n'est qu'à 349 km de la Terre.

Le satellite a été construit par des industriels appartenant à sept des dix Etats membres de *l'ESA (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie et Royaume-Uni)*. Le projet est géré par le Centre européen de recherche et de technologie spatiale *de l'ESA situé à Nordwijk* (Pays-Bas). Les expériences ont été fournies par des instituts allemands, français, italiens et néerlandais.

En Argentine

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ANNONCE « UNE TRÊVE ENTRE LES PRIX ET LES SALAIRES »

Buenos-Aires (*Reuter*). — M. Pedro Bonanni, ministre de l'économie argentin, a annoncé, vendredi 8 août, un train de mesures pour lutter contre l'inflation et le chômage. Il est resté sourd aux appels de la Confédération générale du travail (C.G.T.) demandant la proclamation d'un « *état d'urgence économique* », à la suite de licenciements considérables (deux cent cinquante mille environ) dans la région de Buenos-Aires *depuis quinze jours*.

La C.G.T. demandait un blocage des prix pendant quatre-vingt-dix jours, l'interdiction des licenciements et des fermetures d'usines *et d'importants crédits gouvernementaux* pour permettre aux entreprises d'assurer les salaires de leurs employés.

M. Bananni a déclaré que le gouvernement *contrôlera les prix* des denrées de base et accordera des crédits au patronat pour ce qu'il appelle une « *trêve entre les prix et les salaires* ».